

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 8 ΙΟΥΛΙΟΥ 1987 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 116

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1713

Κύρωση Σύμβασης και Συμφωνίας, σχετικών με την ίδρυση και εκμετάλλευση του Ευρωπαϊκού Οργανισμού Δορυφορικών Τηλεπικοινωνιών «EUTELSAT» και των Παραρτημάτων και Πρωτοκόλλου αυτών.

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο.

1. Κυρώνονται και έχουν την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος:

α) Η υπογραφείσα στο Παρίσι «Σύμβαση ίδρυσης του Ευρωπαϊκού Οργανισμού Δορυφορικών Τηλεπικοινωνιών "EUTELSAT" με τα παρακολουθούντα αυτήν:

αα) Παράρτημα Α' (Μεταβατικές διατάξεις)

ββ) Παράρτημα Β' (Διαδικασία διαιτησίας) και

γγ) Πρωτόκολλο που τροποποιεί τη σύμβαση ίδρυσης του Οργανισμού αυτού, και

β) Η υπογραφείσα στο Παρίσι «Συμφωνία Εκμετάλλευσης σχετική με τον Ευρωπαϊκό Οργανισμό Δορυφορικών Τηλεπικοινωνιών "EUTELSAT"» με τα παρακολουθούντα αυτήν:

αα) Παράρτημα Α' (Μεταβατικές διατάξεις) και

ββ) Παράρτημα Β' (Αρχικές Μετοχές Επένδυσης)

2. Τα κείμενα των αναφερόμενων στην παρ. 1 Σύμβασης και Συμφωνίας και των Παραρτημάτων και Πρωτοκόλλου τους, σε πρωτότυπο στη γαλλική και σε μετάφραση στην ελληνική γλώσσα, έχουν ως εξής:

CONVETION PORTANT CREATION DE L'ORGANISATION EUROPEENE DE TELECOMMUNICATIONS PAR SATELLITE "EUTELSAT"

PREAMBULE

Les Etats Parties à la présente Convention,

Soulignant l'importance des télecommunications par satellite pour le développement des relations entre leurs peuples et leurs économies, ainsi que leur volonte de renforcer leur cooperation en ce domaine,

Prenant acte du fait que l'Organisation européenne provisoire de télécommunications par satellite "EUTELSAT INTERIMAIRE" a été créée afin d'exploiter des secteurs spatiaux de systèmes européens de télecommunications par satellite,

Considerant les dispositions pertinentes du Traite sur les principes régissant les activites des Etats en matière d' exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosperique, y compris la Lune et les autres corps célestes, fait à Londres, Moscou et Washington le 27 janvier 1967,

Désirant poursuivre la mise en place de systèmes de télécommunications par satellite destinés à faire partie d' un réseau européen perfectionné de télécommunications, afin d'offrir à tous les Etats participants des services de télécommunications plus étendus, sans cependant remettre en cause les droits et obligations des Etats qui sont parties à l' Accord relatif à l'Organisation internationale de télécommunications par satellite "INTELSAT", fait à Washington le 20 août 1971, ou à la Convention portant création de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellite "INMARSAT", faite à Londres le 3 Septembre 1976,

Résolus, à cette fin, à fournir, grâce aux techniques disponibles de télécommunications spatiales les plus appropriées, les moyens les plus efficaces et les plus économiques, dans toute la mesure compatible avec l'utilisation la plus efficace et la plus équitable du spectre des fréquences radioélectriques ainsi que de l'espace orbital,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE I

(Définitions)

Aux fins de la Convention:

a) Le terme "Convention" désigne la Convention portant création de l'Organisation européenne de télécommunications par satellite "EUTELSAT", y compris son préambule et ses annexes, ouverte à la signature des Gouvernements, à Paris, le 15 juillet 1982;

b) l'expression "Accord d'exploitation" désigne l'Accord d'exploitation relatif à l'Organisation européenne de télécommunications par satellite "EUTELSAT", y compris son préambule et ses annexes, ouvert à la signature, à Paris, le 15 juillet 1982;

c) l'expression "Accord provisoire" désigne l'Accord relatif à la constitution d' une organisation européenne provisoire de télécommunications par satellite "EUTELSAT INTERIMAIRE", conclu à Paris le 13 mai 1977 entre Administrations ou exploitations privées reconnues compétentes et déposé auprès de l'Administration française;

d) l'expression "Accord ECS" désigne l'Accord additionnel à l'Accord provisoire, relatif au secteur spatial du système de télécommunications par satellite du service fixe (ECS), fait à Paris, le 10 mars 1978;

e) le terme "Partie" désigne un Etat à l'égard duquel la Convention est entrée en vigueur ou est appliquée à titre provisoire;

f) le terme "Signataire" désigne l'organisme de télécommunications ou la Partie qui a signé l'Accord d'exploitation et à l'égard duquel ce dernier est entré en vigueur ou est appliqué à titre provisoire;

g) l'expression "secteur spatial" désigne un ensemble de satellites de télécommunications ainsi que les installations de poursuite, de télémesure, de télécommande, de contrôle, de surveillance et les autres équipements associés, nécessaires au fonctionnement de ces satellites;

h) l'expression "secteur spatial d'EUTELSAT" désigne le secteur spatial dont EUTELSAT est propriétaire ou locataire aux fins des objectifs cités aux paragraphes a), b), c) et e) de l'article III de la Convention;

i) l'expression "système de télécommunications par satellite" désigne l'ensemble constitué par un secteur spatial et par les stations terriennes ayant accès à ce secteur spatial;

j) le terme "télécommunications" désigne toute transmission, émission ou réception de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de renseignements de toute nature, par fil, radioélectricité, optique ou autres systèmes électromagnétiques;

k) l'expression "services publics de télécommunications" désigne les services de télécommunications fixes ou mobiles qui peuvent être assurés par satellite et auxquels le public peut avoir accés, tels que le téléphone, le télégraphe, le télex, la télécopie, la transmission de données, le vidéotex, la transmission de programmes de radiodiffusion et de télévision entre stations terriennes approuvées, ayant accés au secteur spatial d'EUTELSAT en vue d'une transmission ultérieure au public, les transmissions multiservices, ainsi que les circuits loués utilisés pour l'un quelconque de ces services;

l) l'expression "services spécialisés de télécommunications, autres que ceux définis au paragraphe k) du présent article, qui peuvent être assurés par satellite, y compris, sans que cette liste soit limitative, les services de radionavigation, de radiodiffusion par satellite, de recherche spatiale, de météorologie et de télédétection des ressources terrestres.

ARTICLE II

(Création d'EUTELSAT)

a) Par la présente Convention, les Parties créent l'Organisation européenne de télécommunications par satellite "EUTELSAT", ci-aprés dénommée "EUTELSAT".

b) Chaque Partie désigne un organisme de télécommunications public ou privé soumis à sa juridiction pour signer l'Accord d'exploitation, à moins que cette Partie ne le signe elle-même.

c) Les Administrations et organismes de télécommunications peuvent, sous réserve de leur droit national applicable, négocier et conclure directement les accords de trafic portant sur l'utilisation qu'ils feront des moyens de télécommunications fournis en vertu de la Convention et de l'Accord d'exploitation, ainsi que sur les services destinés au public, les installations, la répartition des recettes et les dispositions commerciales qui s'y rapportent.

d) Les dispositions pertinentes de l'annexe A de la Convention ont, pour but d'assurer la continuité entre les activités d'EUTELSAT INTERIMAIRE et celles d'EUTELSAT.

ARTICLE III

(Domaine des activités d'EUTELSAT)

a) EUTELSAT a pour mission principale de concevoir, mettre au point, construire, mettre en place, exploiter et entretenir le secteur spatial du système ou des systèmes européens de télécommunications par satellites. Dans ce cadre, EUTELSAT a pour objectif premier la fourniture du secteur spatial nécessaire à des services publics de télécommunications internationales en Europe.

b) Le secteur spatial d'EUTELSAT est également fourni sur la même base que les services publics de télécommunications internationales pour des services publics de télécommunications nationales en Europe reliant, soit des régions séparées par des territoires ne relevant pas de la juridiction d'une même Partie, soit des régions relevant de la juridiction d'une même Partie séparées par la haute mer.

c) Dans la mesure où il n'est pas porté atteinte à la poursuite de l'objectif premier d'EUTELSAT, le secteur spatial d'EUTELSAT peut être également fourni pour d'autres services publics de télécommunications nationales ou internationales.

d) Dans la nise en oeuvre de ses activités, EUTELSAT respecte le principe de non-discrimination entre Signataires.

e) Sur demande, et selon des modalités appropriées, le secteur spatial d'EUTELSAT, existant ou en cours de mise en place au moment d'une telle demande, peut être en outre utilisé en Europe pour des services spécialisés de télécommunications internationales ou nationales, tels qu'ils sont définis au paragraphe 1) de l'article I de la Convention, mais non à des fins militaires, sous réserve que:

i) la fourntiture de services publics de télécommunications n'en subisse pas d'effets défavorables;

ii) les dispositions adoptées soient par ailleurs acceptables des points de vue technique et économique.

f) EUTELSAT peut, sur demande et selon des modalités appropriées, fournir des satellites et des équipements connexes distincts de ceux du secteur spatial d'EUTELSAT aux fins:

i) de services publics de télécommunications nationales;
ii) de sevices publics de télécommunications internationales;
iii) de services spécialisés de télécommunications autres qu'à des fins militaires;
a+ conditions que l'exploitation efficace et économique du secteur spatial d'EUTELSAT n'en soit, en aucun cas, défavorablement affectée.

g) EUTELSAT peut entreprendre toute recherche et expérimentation dans les domaines directement liés à ses objectifs.

ARTICLE IV

(Personnalité juridique)

a) EUTELSAT a la personnalité juridique.

b) EUTELSAT a toute la capacité requise pour exercer ses fonctions et atteindre ses objectifs et peut notamment:
i) passer des contrats;
ii) acquérir, prendre à bail, détenier et céder des biens meubles et immeubles;
iii) ester en justice;
iv) conclure des accords avec des Etats ou des organisations internationales.

ARTICLE V

(Principes financiers)

a) EUTELSAT est propriétaire ou locataire du secteur spatial d'EUTELSAT et propriétaire de tout autre bien acquis par EUTELSAT. Les Signataires ont la responsabilité du financement d'EUTELSAT.

b) EUTELSAT est gérée sur une saine base économique et financière, conformément aux principes agréés en matière commerciale.

c) Chaque Singataire a, dans EUTELSAT, un intérêt financier proportionnel à sa part d'investissement; celle-ci correspondant à son pourcentage d'utilisation totale du secteur spatial d' EUTELSAT par tous les Singataires, déterminé conformément aux dispositions de l'Accord d'exploitation. Toutefois, aucun Signataire, même si son utilisation du secteur spatial d'EUTELSAT est nulle, ne peut avoir une part d'investissement inférieure à la part d'investissement minimale fixée par l'Accord d'exploitation.

d) Chaque Signataire contribue aux besoins en capital d'EUTELSAT et recoit le remboursement et la rémunération du capital, conformément à l'Accord d'exploitation.

e) Tous les usagers du secteur spatial d'EUTELSAT versent les redevances d'utilisation fixées conformément aux dispositions de la Convention et de l'Accord d'exploitation.

i) Pour chaque type d'utilisation, les taux de la redevance d'utilisation sont identiques pour tous les organismes de télécommunications publics ou privés qui, pour les territoires relevant de la juridiction des Parties, demandent une capacité de secteur spatial pour ce type d'utilisation;

ii) pour les organismes de télécommunications publics ou privés qui sont autorisés à utiliser le secteur spatial d'EUTELSAT conformément aux dispositions de l'article 16 de l'Accord d'exploitation pour des territoires qui ne relèvent pas de la juridiction d'une Partie, le Conseil des Signataires peut fixer des taux de redevance différents de ceux visés à l'alinéa i) ci-dessus, mais le même taux est applicable à ces organismes pour une même type d'utilisation.

f) Les satellites et équipements connexes distincts visés au paragraphe f) de l'article III de la Convention peuvent, sur décision unanime du Conseil des Signataires, être financés par EUTELSAT. Sinon, ils sont financés par ceux qui en font la demande suivant des modalités fixées par le Conseil des Signataires de façon a couvrir au moins toutes les charges supportées à ce titre par EUTELSAT; ces charges ne sont pas considérées comme faisant partie des besoins en capital d'EUTELSAT, tels qu'ils sont définis au paragraphe b) de l'article 4 de l'Accord d'exploitation. Lesdits satellites et équipements connexes ne font pas partie du secteur spatial d'EUTELSAT au sens du paragraphe h) de l'article I de la Convention.

ARTICLE VI

(Structure d'EUTELSAT)

a) EUTELSAT comprend les organes suivants:
i) l'Assemblée des Parties;
ii) le Conseil des Signataires;
iii) un organe exécutif, dirigé par un Directeur générale.

b) Chaque organe agit dans la limite des attributions qui lui sont conférées par la Convention ou par l'Accord d'exploitation. Aucun organe n'agit de manière à porter atteinte à l'exercice par un autre organe des attributions qui lui sont dévolues par la Convention ou par l'Accord d'exploitation.

ARTICLE VII

(Assemblée des Parties
-Composition et réunions)

a) L'Assemblée des Parties est composée de toutes les Parties.

b) Une Partie peut charger une autre Partie de la représenter à une réunion de l'Assemblée des Parties, mais aucune Partie ne peut y représenter plus de deux autres Parties.

c) La première réunion ordinaire de l'Assemblée des Parties est convoquée par le Directeur général et a lieu dans l'année qui suit la date d'entrée en vigueur de la Convention. Les réunion sordinaires se tiennent par la suite tous les deux ans, sauf si l'Assemblée des Parties, lors d'une réunion ordinaire, décide que la réunion ordinaire suivante se tiendra à une échéance différente.

d) L'Asseblée des Parties peut également tenir des réunions extraordinaires à la demande d'une ou de plusieurs Parties, sous réserve de l'acceptation d'au moins un tiers des Parties, ou à la demande du Conseil des Signataires. Toute demande de réunion extraordinaire doit être motivée.

e) Chaque Partie couvre ses propres frais de représentation lors des réunions de l'Assemblée des Parties. Les dépenses relatives aux réunions de l'Assemblée des Parties sont considérées comme faisant partie des dépenses administratives d'EUTELSAT aux fins de l'application de l'article 9 de l'Accord d'exploitation.

ARTICLE VIII

(Assemblée des Parties - Procédure)

a) Chaque Partie dispose d'une voix à l'Assemblée des Parties. Les Parties qui s'absteinnent au cours d'un vote sont considérées comme n'ayant pas voté.

b) Les décisions portant sur des questions de fond sont prises par un vote affirmatif émis par au moins les deux tiers des Parties présentes ou représentées et votant. Une Partie qui représente une ou deux autres Parties, en application des disposition sdu paragraphe b) de l'article VII de la Convention, peut voter séparément pour chaque Partie qu'elle représente.

c) Les décisions portant sur des questions de procédure son prises par un vote affirmatif émis à la majorité simple des Parties présentes et votant, chacune disposant d'une voix.

d) Pour toute réunion de l'Assemblée des Parties, le quorum est constitué par les représentants de la majorité simple de toutes les Parties, à condition qu'au moins un tiers de toutes les Parties soit présent.

e) l'Assemblée des Parties adopte son propre règlement intérieur qui doit être conforme aux dispositions de la Conventin et qui prévoit notamment:
i) le mode d'élection du Président et des autres membres du bureau;
ii) la procédure de convocation de ses réunions;
iii) les dispositions relatives à la représentation et à l'accréditation;
iv) les procédures de vote.

ARTICLE IX

(Assemblée des Parties - Fonctions)

a) L'Assemblée des Parties, qui peut être saisie des toutes questions relatives à EUTELSAT touchent aux intérêts des Parties, exerce les fonctions suivantes:

i) elle prend en considération la politique générale et les objectifs à long terme d'EUTELSAT qui sont compatibles avec les principes, les objectifs et le domaine d'activité d'EUTELSAT prévus par la Convention, et exprime ses vues ou adopte des recommandations à l'intention du Conseil des Signataires;

ii) elle recommande au Conseil des Signataires les mesures nécessaires afin d'éviter que les activités d'EUTELSAT ne soient en conflit avec toute convention multilatérale générale compatible avec la Convention et à laquelle au moins la majorité simple des Parties a adhéré;

iii) elle donne, par voie de règlement général ou de décision

spécifique, sur la recommandation du Conseil des Signataires, les autorisations relatives à:

A) l'utilisation du secteur spatial d'EUTELSAT pour des services spécialisés de télécommunications conformément au paragraphe e) de l'article III de la Convention;

B) la fourniture de satellites et d'équipements connexes distincts du secteur spatial d'EUTELSAT pour des services spécialisés de télécommunications conformément à l'alinéa iii) du paragraphe f) de l'article III de la Convention;

C) la fourniture de satellites et d'équipements connexes distincts du secteur spatial d'EUTELSAT pour des services publics de télécommunications, conformément aux alinéas i) et ii) du paragraphe f) de l'article III de la Convention, Aux Etats qui ne sont pas Parties et à tout organisme relevant de leur juridiction;

iv) elle adopte les décisions qu'appellent d'autres recommandations du Conseil des Signataires et exprime ses vues sur les rapports qui lui sont soumis par le Conseil des Signataires;

v) elle exprime, en application des dispositions du paragraphe a) de l'article XVI de la Convention, ses vues sur la mise en place, l'acquisition ou l'utilisaton envisagées des équipements de secteur spatial distincts de ceux du secteur spatial d'EUTELSAT;

vi) elle décide des questions touchant aux rapports officiels entre EUTELSAT et les Etats, qu'ils soient Parties ou non, ou les organisations interantionales et, en particulier, elle approuve l'Accord de siège mentionné au paragraphe c) de l'Article XVII de la Convention;

vii) elle examine les réclamations qui lui sont soumises par les Parties;

viii) elle adopte en vertu des dispositions du paragraphe b) de l'Article XVIII de la Convention, les décisions concernant le retrait d'une Partie d'EUTELSAT;

ix) elle décide de toute proposition d'amendement à la Convention, conformément aux dispositions de l'article XIX de la Convention, en tenant compte des vues et recommandations du Conseil des Sigantaires; comformément à l'article 22 de l'Accord d'exploitation, elle propose des amendements à l'Accord d'exploitation et elle exprime ses vues et formule des recommandations sur les amendements à l'Accord d'exploitation proposés par ailleurs;

x) elle décide de toute demande d'adhésion présntée conformément aux dispositions du paragraphe e) de l'article XXIII de la Convention.

b) L'Assemblée des Parties exerce toute compétence, nécessaire à la poursuite des objectifs d'EUTELSAT, qui n'est pas expresséent attribuée à un autre organe par la Convention.

c) Dans l'exercise de ses fonctions, l'Assemblée des Parties tient compte de toutes les recommandations pertinentes du Conseil des Signataires.

ARTICLE X

(Conseil des Signataires - Composition)

a) Le Conseil des Signataires est composé de Conseillers. Chaque Signataire est représenté au Conseil des Signataires par un Conseiller.

b) Un Signataire peut charger un autre Signataire de la représenter à une réunion du Conseil des Signataires, mais aucun Conseiller ne peut y représenter plus de deux auters Signataires.

ARTICLE XI

(Conseil des Signataires - Procédure)

a) Chaque Signataire dispose d' une voix pondérée correspondant à sa part d'investissement, sous réserve de l'application des dispositions des paragraphes b), c) et d) du présent article. Les Signataires qui s'abstiennent au cours d'un vote sont considérés comme n'ayant pas voté.

b) Jusqu'à première détermination des parts d'investissement fondée sur l'utilisation visée au paragraphe d) de l'article 6 de l'Accord d'exploitation, la part d'investissement à laquelle correspond la voix pondérée d'un Signataire est déterminée conformément à l'annexe B de l'Accord d'exploitation. Après la première détermination des parts d'investissement fondée sur l'utilisation précitée, la part d'investissement à laquelle correspond la voix pondérée d'un Signataire est calculée en fonction de l'utilisation du secteur spatial d'EUTELSAT par ledit Signataire, aux fins des services publics de télécommunications internationales et nationales, sauf exceptions spécifiées aux paragraphes c) et d) du présent article.

c) Aucun Signataire ne dispose de plus de 20 pour cent du total des voix pondérées d'EUTELSAT. Toutefois, l'augmentation de la part d'investissement, volontairement acquise par un Signataire jusqu'à la mise en exploitation de l'extension visée au paragraphe d) de l'article 4 de l'Accord d'exploitation, accroît, pendant toute cette période, la voix pondérée de ce Signataire jusqu'à un maximum de 5 pour cent; la limite de 20 pour cent prévue au présent paragraphe n'étant, le cas échéant, pas prise en considération. Dans la mesure où la voix pondérée d'un Signataire excède le poids de vote maximum autorisé, l'excédent est réparti également entre les autres Signataires.

d) Aux fins d'application du paragraphe b) du présent article, au cas où un Signataire bénéficie d'une réduction ou d'un accroissement de sa part d'investissement, conformément au paragraphe h) de l'article 6 de l'Accord d'exploitation, la réduction ou l'accroissement s'applique proportionnellement à tous les types d'utilisation.

e) La pondération de la voix de chaque Signataire, définie au paragraphe a) ci-dessus, est calculée en fonction de la part d'investissement déterminée conformément à l'article 6 de l'Accord d'exploitation.

Tout nouveau calcul de la pondération de sa voix s'applique à compter de la date d'effet d'une nouvelle détermination des parts d'invetissement conformément au paragraphe e) de l'article 6 de l'Accord d'exploitation.

f) A toute réunion du Conseil des Signataires, le quorum est constitué, soit par les Conseillers représentant la majorité simple des Signataires ayant droit de vote, à condition que cette majorité dispose au moins des deux tiers du total des voix pondérées de tous les Signataires ayant droit de vote, soit par les Conseillers représentant la totalité moins trois des Signataires ayant droit de vote, quel soit le total des voix pondérées dont ces derniers disposent.

g) Le Conseil des Signataires s'efforce de prendre ses décisions à l'unanimité. A défaut d'accord unanime, les décisions sont prises de la manière suivante:

- sans préjudice des dispositions particulieres visées aux alinéas ii) et iii) du présent paragraphe, toute décision portant sur une question de fond est prise:

– soit par un vote affirmatif émis par les Conseillers représentat au moins uatre Signataires disposant au moins des deux tiers du total des voix pondérées de tous les Signataires ayant droit de vote;

– soit par une vote affirmatif émis par au moins la totalité, moins trois, de Signataires présents ou représentés, quel que soit le total de voix pondérées dont ces derniers disposent;

ii) toute décision portant sur le relèvement de la limite du capital qui pourrait être nécessaire pour atteindre les objectifs énoncés aux paragraphes a) et b) de l'article III de la Convention, est prise par un vote affirmatif émis par au moins la majorité simple des Signataires présents ou représentés et disposant au moins des deux tiers du total des voix pondérées;

iii) toute décision portant sur le relèvement de la limite du capital qui pourrait être nécessaire pour entreprendre de noiveaux programmes impliquant des investissements de capitaux requis pour satisfaire des objectifs autres que ceux spécifiés aux paragraphes a) et b) de l' article III de la Convention, est prise par un vote affirmatif émis par au moins les deux tiers des Signataires présents ou représentés et disposant au moins des deux tiers du total des voix pondérées;

iv) toute décision portant sur une question de procédure est prise par un vote affirmatif émis à la majotité simple des consellers présents et votant, chacun disposant d' une voix;

v) sauf dans le cas de décisions prises comformément aux dispositions de l' alinéa iv) du présent paragraphe, un Consellier qui représente un ou deux autres Signataires, comformément aux dispositions du paragraphe b) de l' article X de la Convetion, peut voter séparément pour chaque Signataire qu' il représente.

h) Le Conseil des Signataires adopte son re+glement intérieur, qui doit être conforme aux dispositions de la Convention et qui prévoit notamment les dispositions relatives:

i) à l' élection de son Président et des autres membres du bureau;

ii) à la convocation des réunions;

iii) à la représentation et à l' accreditation;

iv) aux precédures de vote.

i) Le Conseil des Signataires peut créer des Comités consultatifs pour l' aider à s' acquitter de ses fonctions.

j) La première réunion du Conseil des Signataires est convoquée conformément au paragraphe I de l' annexe A de l' Accord d' exploitation. Le Conseil se réunit ensuite aussi souvent qu' il est nécessaire mais au moins trois fois par an.

ARTICLE XII

(Conseil des Signataires - Fonctions)

a) Le Conseil des Signataires est chargé de la conception, de la mise au point, de la construction, de la mise en place, de l' acquisition par voie d' achat ou de location, de l' exploitation et de l' entretien du secteur spatial d' EUTELSAT et de toutes activités qu' EUTELSAT est autorisée à entreprendre.

b) Le Conseil de Signataires exerce les fonctions nécessaires à l' exercice des responsabilités qui lui incombent en vertu du paragraphe a) du présent article, en particulier:

i) il adopte les politiques, les plans, les programmes, les procédures pour la conception, la mise au point, la construction, la mise en place, l' acquisition, l' exploitation et l' entretien du secteur spatial d' EUTELSAT et pour toutes autres activités qu' EUTELSAT est autorisée à entreprendre;

ii) il adopte les procédures et les règles régissant la passation des marchés ainsi que les clauses et conditions de ces marchés, et approuve ceux-ci;

iii) il adopte et met en oeuvre les dispositions relatives à la gestion en application desquelles le Directeur général devra passer des contrats pour l' exercice des fonctions techniques et d' exploitation ou toute autre fonction lorsqu'EUTELSAT y a avantage;

iv) il adopte les principes généraux et les procédures régissant l' acquisition, la protection et l' autorisation d' exploitation des droits relatifs à la propriété intellectuelle, conformément aux dispositions de l' article 18 de l'Accord d'exploitation;

v) il adopte la politique à suivre en matière financière et le réglement financier; il approuve les budgets et les états financiers annuels ainsi que les règles générales et les décisions spécifiques relatives à la détermination périodique des redevances d'utilisation du secteur spatial d'ETELSAT, conformément aux dispositions de l'article V de la Convetion et de l'article 8 de l'Accord d'exploitation; il prend les décisions concernant toutes autres questions financières, conformément aux dispositions de la Convention et de l'Accord d'exploitation;

vi) il adopte les critères et les procédures pour l'approbation des stations terriennes normalisées devant avoir accès au secteur spatial d'EUTELSAT, pour la vérification et le contrôle des caractéristiques de fonctionnement de ces stations terriennes et pour la coordination de l'accès au secteur spatial d'EUTELSAT et de l'utilisation du secteur spatial d'EUTELSAT par ces stations terriennes;

vii) il approuve les stations terriennes non normalisées devant avoir accés au secteur spatial d'EUTELSAT;

vii) il adopte les conditions régissant l'attribution de la capacité du secteur spatial d'EUTELSAT;

ix) il détermine les conditions d'accès au secteur spatial d'EUTELSAT des organismes de télécommunications qui ne sont pas placés sous la juridiction d' une Partie, conformément aux dispositions de l'article III de la Convention;

x) il prend des décisions en matière de conclusion d'accords portant sur des découverts et sur des emprunts, conformément aux dispositions de l'article œœ de l'Accord d'exploitation;

xi) il fixe les règles interieures générales et prend les décision qui, conformément au Règlement des radiocommunication de l'Union internationale des télécommunications relatif à la gestion du spectre des fréquences radioelectriques l'utilisation efficace et économique de l'espace orbital, permettent d'assurer que l'exploitation du secteur spatial d'EUTELSAT, ou d'autres satellites et d'équipements connexes fournis par EUTELSAT, conformément aux dispositions du paragraphe f) de l'article III de la Convention, est conforme audit Règlement des radiocommunications;

xii) il soumet à l'Assemblée des Parties toute recommandation relative aux autorisations visées à l'alinéa iii) du pagraphe a) de l'Article IX de la Convention;

xiii) il émet un avis á l'Assemblée des Parties, conformément au pagraphe a) de l'article XVI de la Convention, sur les projets de mise en place, d' acquisition ou d'utilisation d' équipements de secteur spatial distrincts de ceux du secteur spatial d'EUTELSAT;

xiv) il fixe les régles intérieures générales et prend des décisions sur la coordination du secteur spatial d'EUTELSAT avec les secteurs spatiaux d'INTELSAT et d'INMARSAT, conformément aux dispositions des accords relatifs à ces organisations;

xv) il adopte les mesures prévues à l'Article XVIII de la Convention et à l'article 21 de l'Accord d'exploitation, concernant les retraits et suspensions;

xvi) il nomme le Directeur général et peut le relever de ses fonctions; il détermine, sur recommandation du Directeur général, les effectifs, le statur,et les conditions d'emploi de toute le personnel de l'organe exécutif, conformément au paragraphe e) de l'article XIII de la Convention, et il approuve la nomitation par le Directeur général des hauts fonctionnaires qui relèvent directement de son autorité;

xvii) il désigne un haut fonctionnaire de l'organe exécutif qui agit en qualité de Directeur général par interim, lorsque de Directeur général est absent ou empêché d'exercer ses responsabilités, ou lorsque le poste de Directeur général est vacant;

xviii) il dirige les négociations avec la Partie sur le territoire de laquelle le siège d'EUTELSAT est situé, en vue de la conclusion d'un Accord de siège comportant les privilèges, exemptions et immunités visés au pagraphe c) de l'article XVII de la Convention et soumet ledit Accord, pour approbation, à l'Assemblée des Parties;

xix) il soumet à l'Assemblée des Parties de rapports périodiques sur les activeités d'EUTELSAT;

xx) il fournit tout renseignement demandé par une Partie ou un Signataire pour lui permettre de s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu de la Convention ou de l'Accord d'exploitation;

xxi) il désigne l'arbitre d'EUTELSAT lorsque celle-ci est partie à un arbitrage;

xxii) il exprime ses vues et fait des recommandations à l'Assemblée des Parties au sujiet des propositions d'amendement à la Convention, comformément au paragraphe a) de l'article XIX de la Convention;

xxiii) il prend des décisions, comformément à l'article 22 de l'Accord d'exploitation, sur les propositions d'amendement à l'Accord d'exploitation qui sont compatibles avec la Convention;

xxiv) il examine les demandes d'adhesion et formule des recommandations à l'Assemblée des Parties, comformément au pagraphe d) de l'article XXIII de la Convention.

c) Dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil de Signataires tient dûment compte des recommandations et des vues qui lui sont transmises par l'Asesmblée des Parties en application de l'article IX de la Convention.

ARTICLE XIII

(Organe exécutif)

a) L'organe exécutif est dirigé par un Directeur général nommé par le Conseil des Signataires, sour réserve de confirmation par les Parties. Le Dépositaire notifie immédiatement aux Parties la nomitation du Directeur général. la nomination est confirmée, à moins que plus d'un tiers de Parties n'informent de Dépositaire par écrit, dans une délai de soixante jours à compter de la notification, qu'elles s'y opposent. Le Directeur général peut prendre ses fonctions dès sa nomination à la date fixée par le Conseil de Signataires et en attendant que sa nomination soit confirmée.

b) La durée du mandat du Directeur général est de six ans, à moins que le Conseil de Signataires n'en décide autrement.

c) Le Conseil des Signataires peut mettre fin aux fonctions du Directeur général par décision motivée avant la fin de son mandat et doit rendre compte à l'Assemblée des Parties des raisons qui ont motivé sa décision.

d) Le Directeur général est le fonctionnaire le plus élevé et le représentant légal l'EUTELSAT; il agit sous l'autorité du Conseil des Signataires et il est directement responsable devant ce dernier de l'exécution de toutes fonctions confiées à l'organe exécutif.

e) Le Directeur général soumet pou approbation au Conseil des Signataires ses propositions relatives à la structure, aux effectifs et aux conditions d'emploi du personnel de l organe exécutif, ainsi que celles relatives aux conditions d'emploi des consultans et autres conseillers qu'il angage.

f) Le Directeur général a le pouvoir de nommer tout le pesonnel de l'organe exécutif. La nomination des hauts fonctionnaires qui relèvent directement de l'autorité du Directeur général doit toutefois être approuvée par le Conseil des Signataires, comformement aux dispositions de l'alinéa xvi) du paragraphe b) de l'article XII de la Convention.

g) En cas de vacance du poste de Directeur général, ou lorsque celui-ci est absent ou empêche d' exercer ses responsabilités, de Directeur général par interim, dûment désigné comformément à l'alinéa xvii) du paragraphe b) de l'article XII de la Convention, dispose des pouvoirs conférés au Directeur général par la Convention et l'Accord exploiotation.

h) La considération dominante dans la nomitation du Directeur général et des autres fonctionnaires de l'organe exécutif doit être la necessité d'atteindre les niveaux les plus élevés d'integrité, de compétence et d'efficatité.

i) Le Directeur général et le personnel de l'organe exécutif s'abstiennent de tout acte incompatible avec leurs responsabilité au sein EUTELSAT.

ARTICLE XIV

(Passation des marcés)

a) La politique d'EUTELSAT en matière de passation des marchés est de nature à encourager, dans l'intérêt de l'Organisation, des Parties et des Signataires, une concurrence aussi large que possible dans la fourniture de biens et de services, et elle est appliquée comformément aux dispositions des articles 17 et 18 de l'Accord d'exploitation.

b) Sauf dans les cas prévus à l'article 17 de l'Accord d'exploitation, les biens et prestations de services nécessaires à EUTELSAT sont obtenus par attribution de contrats à la suite d' appels d'offres publics internationaux.

c) Les contrats sont attribués au mieux des intérêts d'EUTELSAT aux soumissionnaires offrant la meilleure combinaision de qualité, de prix, de délai de livraison et d'autres critères importants pour EUTELSAT, étant entendu que, si plusieures offres présentent une combinaision comparable des critères mentionnés ci-dessus, le contrats sont attribués en prenant dûment en considération les intérêts généraux et industriels des Parties.

ARTICLE XV

a) Les Parties et les Signataires assument les droits et obligations que leur reconnaît la Convention de façon a respecter pleinement et a promouvoir les principes et les dispositions de la Convention.

b) Toutes les Parties et tous les Signataires peuvent participer a toutes les conférences et réunions auxquelles ils sont en droit d'être représentés, conformément aux dispositions de la Convention et de l'Accord d'exploitation, ainsi qu' à toute autre réunion organisée par EUTELSAT ou tenue sous ses auspices, conformément aux dispositions prises par EUTELSAT pour ces réunions, indépendamment du lieu où elles se tiennent.

c) Avant toute conférence ou réunion tenue en dehors de l'Etat du siège, l'organe exècutif veille à ce que les dispositions arrêtées avec la Partie ou le Signataire invitant, pour une telle conférence ou réunion, comportent une clause relative à l'admission et au séjour dans d' Etat où se tient ladite conférence ou réunion, pour la durée de celle-ci, des représentants de toutes les Parties et de tous les Signataires en droit d'y assister.

d) Toutes les Parties prennent, le cas échéant, toutes les mesures en leur pouvoir pour empêcher l'utilisation, avec le secteur spatial d'EUTELSAT, de stations terriennes qui ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 15 de l'Accord d'exploitation.

ARTICLE XVI

(Autres secteurs spatiaux)

a) Toute Partie ou tout Signataire qui se propose, ou est informé qu' une personne relevant de la juridiction de cette Partie se propose, individuellement ou conjointement, de mettre en place, d'acquérir ou d'utiliser des équipements de secteur spatial distincts de ceux du secteur spatial d'EUTELSAT pour répondre à ses besoins en matiére de services publics de télécommunications internationales à l'intérieur de la zone de service du secteur spatial d'EUTELSAT telle qu, elle a été définie aux paragraphes a) et b) de l'article III de la Convention, doit, avant la mise en place, l'acquisition ou l'utilisation de tels équipements, fournir tous renseignements pertinents à l'Assemblée des Parties par l'intermédiaire du Conseil des Signataires qui décide s'il existe ou non la possibilité qu, un préjudice économique considérable soit causé à EUTELSAT. Le Conseil des Signataires soumet son rapport et ses conclusions à l'Assemblée des Parties.

L' Assemblée des Parties fait connaître ses vues dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle la procédure prévue au paragraphe précédent a été engagée. L' Assemblée des Parties peut être convoquée en session extraordinaire à cette fin.

b) Le Conseil des Signataires, à titre prioritaire, rédige et soumet à l'Assemblée des Parties les lignes directrices devant être considérées par toute Partie ou tout Signataire qui se propose, ou qui est informé qu' une personne relevant de la juridiction de cette Partie se propose, individuellement ou conjointement, de mettre en place des équipements de secteur spatial distincts de ceux du secteur spatial d'EUTELSAT pour répondre à ses besoins en matière de services publics de télécommunications nationales ou internationales ou de services specialisés de télécommunications ...... afin d'assurer la compatibilité technique desdits équipements et de leur exploitation avec l, utillisation par EUTELSAT du spectre des fréquences radioélectriques et de l, espace orbital pour son secteur spatial existant ou planifié.

c) Le présent article ne s'applique pas à la mise en place, à l'acquisition ou à l' utilisation d' équipements de secteur spatial distincts de ceux du secteur spatial d' EUTELSAT,

i) qui font partie ou qui doivent faire partie du secteur spatial d'INTELSAT ou du secteur spatial d'INMARSAT tels qu' ils sont définis dans l'Accord INTELSAT et la Convention INMARSAT, respectivement;

ii) qui sont mis en place uniquement à des fins de sécurité nationale.

ARTICLE XVII

(Siège d'EUTELSAT, Privilèges, Exemptions et Immunités)

a) Le siège d'EUTELSAT est situé à Paris.

b) Dans le cadre des activités autorisées par la Convention, EUTELSAT et ses biens sont exonérés, sur le territoire de toutes les Parties, de tout impôt sur le revenu et impôt direct sur les biens et de tous droits de douane sur les satellites de télécommunications, sur les pièces composant lesdits satellites et sur tous les équipements utiliesés dans le secteur spatial d' EUTELSAT.

c) Chaque Partie, conformément au Protocole visé au présent paragraphe, accorde les privilèges, exemptions et immunités nécessaires à EUTELSAT, à ses hauts fonctionnaires et aux autres catégories de son personnel spécifiées dans ledit Protocole, aux Parties et aux représentants des Parties, aux Signataires et aux représentants des Signataires ainsi qu' aux personnes participant aux procédures d'arbitrage. En particulier, chaque Partie accorde aux personnes visées ci-dessus, dans la limite et dans les cas qui seront prévus par le Protocole visé au présent paragraphe, l' immunité de juridiction pour les actes accomplis, les écrits ou les propos émis dans l'exercice de leurs fonctions et dans les limites de leurs attributions. La Partie sur le territoire de laquelle est situé le siège d'EUTELSAT conclut, dès que possible, un Accord de siège avec EUTELSAT portant sur les privilèges, exemptions et immunitès.

Ledit Accord comportera une disposition exonérant de tout impôt sur le revenu les sommes versées par EUTELSAT, dans le territoire de ladite Partie, aux Signataires, agissant en cette qualité à l'exception du Signataire désigné par la Partie sur le territo ire de laquelle le siège d'EUTELSAT est situé. Les autres Parties doivent également, dès que possible, conclure un Protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités. L'Accord de siège et le Protocole prévoient chacun les conditions dans lesquelles ils prennent fin; ils sont indépendants de la Convention.

ARTICLE XVIII

(Retrait et suspension)

a) i) Toute Partie ou tout Signataire peut à tout moment se retirer volontairement d'EUTELSAT.

ii) La Partie qui se retire notifie par écrit sa décision au Dépositaire. Lorsqu' une Partie se retire d' EUTELSAT, tout Signataire, désigné par elle conformément au paragraphe b) de l'article II de la Convention, est réputé s'être retiré de l'Accord d'exploitation à la date á+laquelle le retrait de la Partie prend effet.

iii) L décision de retrait d'un Signataire est notifiée par écrit au Directeur général par la Partie qui l'a désigné et la notification emporte acceptation par la Partie de la décision de retrait du Signataire. Lorsqu' un Signataire se retire d'EUTELSAT, la Partie qui a désigné la Signataire assume elle-même, à la date du retrait, la qualité de Signataire à moins qu' elle ne désigne un nouveau Signataire ou se retire d' EUTELSAT.

iv) Tout retrait volontaire d'EUTELSAT, en application des alinéas i), ii) et iii) du présent paragraphe, prend effet trois mois après la date de la réception de la notification précitée par le Dépositaire, ou le Directeur général selon le cas.

b) i) Si une Partie paraît avoir manqué à une des obligations qui lui incombent aux termes de la Convention, l'Assemblée des Parties.

après en avoir été saisie ou agissant de sa propre initiative, et après avoir examiné toute observation présentée par ladite Partie, peut décider, si elle constate qu'il y a eu manquement a+ une obligation, que la Partie est réputée s'être retirée d'EUTELSAT. A partir de la date d' une telle décision, la Convention cesse d'être en vigueur à l'égard de la Partie concernée. L'Assemblée des Parties peut être convoquée en session extraordinaire à cette fin. Lorsqu' une Partie est réputée s'être retirée d' EUTELSAT, conformément aux dispositions du présent alinéa, tout Signataire désigné par elle, conformément au paragraphe b) de l'article II de la Convention, est réputé s'être retiré de l'Accord d'exploitation à la date à laquelle le retrait de la Partie prend effet.

ii) A) Si un Signataire, agissant en tant que tel, paraît avoir manqué à l'une des obligations qui lui incombent aux termes de la Convention ou de l'Accord d'exploitation, autre que celle visée au paragraphe a) de l'article 4 de l'Accord d'exploitation, et s'il n'a pas mis fin audit manquement dans les trois mois qui suivent la notification écrite qui lui est faite par l'organe exécutif d'une résolution du Conseil des Signataires prenant note dudit manquement, les droits teconnus au Signataire par la Convention et l'Accord d'exploitation sont automatiquement suspendus à la fin de ladite période de trois mois.

Pendant une telle période de suspension des droits d'un Signataire, le Signataire continue d'assumer toutes les obligations et responsabilités qui incombent à un Signataire en vertu de la Convention et de l'Accord d' exploitation.

B) Le Conseil des Signataires peut, après examen des observations présentées par le Signataire ou la Partie qui l'a désigné, décider que le Signataire est réputé s' être retiré d'EUTELSAT et que, à la date de sa décision, l'Accord d'exploitation cesse d'être en vigueur à l'égard du Signataire concerné.

Lorsqu' un Signataire est réputé s'être retiré d'EUTELSAT, la Partie qui a désigné le Signataire assume elle-même, à la date du retrait, la qualité de Signataire, à moins qu' elle ne désigne un nouveau Signataire ou se retire d'EUTELSAT.

iii) A) Si un Signataire ne règle pas une somme dont il est redevable, en application du paragraphe a) de l'article 4 de l'Accord d' exploitation, dans les trois mois qui suivent l'échéance, les droits reconnus au Signataire par la Convention et l'Accord d'exploitation sont automatiquement suspendus. Pendant une telle période de suspension des droits d'un Signataire, le Signataire continue d'assumer toutes les obligations et responsabilités qui incombent à un Signataire en vertu de la Covention et de l'Accord d' exploitation.

B) Si, dans les trois mois qui suivent la suspension, toutes les sommes dues n'ont pas été versées, le Conseil des Signataires, après examen de toute observation présentée par le Signataire ou par la Partie qui l' a désigné, peut décider que ledit Signataire est réputé s'être retiré d'EUTELSAT et que, à la date de la décision, l'Accord d'exploitation cesse d'être en vigueur à l'égard du Signataire concerné.

Lorsqu' un Signataire est réputé s'être retiré d'EUTELSAT, la Partie qui a désigné le Signataire assume elle-même, à la date du retrait, la qualité de Signataire, à moins qu' elle ne désigne un nouveau Signataire ou se retire d'EUTELSAT.

c) Si, pour quelque raison que ce soit, une Partie désire se substituer au Signataire qu' elle a désigné, ou désigner un nouveau Signataire, elle doit notifier par écrit sa décision au Dépositaire; la Convention et l' Accord d' exploitation entrent en vigueur a' l'égard du nouveau Signataire et cessent de l'être à l'égard du Signataire précédent dès que le nouveau Signataire assume toutes les obligations non satisfaites du Signataire précédent et signe l'Accord d'exploitation.

d) La Partie qui s'est retirée ou qui est réputée s'être retirée d' EUTELSAT cesse d'avoir tout droit de représentation à l'Assemblée des Parties et n'assume aucune obligation ou responsabilité après la date effective de retrait, sous réserve des obligations résultant d' actes ou d'omissions qui ont précédé cette date.

e) i) Le Signataire qui s'est retiré ou est réputé s'être retiré de l'Accord d'exploitation perd tout droit de représentation au Conseil des Sigantaires et n'assume aucune obligation ou responsabilité après la date effective de retrait sous réserve de l'obligation, à moins que le Conseil des Signataires n'en décide autrement, de verser sa part des contributions au capital pour faire face aux engagements contractuels expressément autorisés avant la date de retrait et aux obligations résultant d'actes ou d' omissions qui ont précédé cette date.

ii) Le règlemment de la situation financière au moment du retrait d'EUTELSAT d'un Signataire est effectué conformément aux dispositions de l'article 21 de l'Accord d' exploitation.

f) Toute notification de retrait ou toute décision d'exclusion doit être communiquée immédiatement par le Dépositaire ou le Directeur général, selon le cas, à toutes les Parties et à tous les Signataires.

g) Aucune disposition du présent article n'a pour effet de porter atteinte à un droit acquis en tant que Partie ou Signataire, qui est conservé après la date d'effet du retrait et pour lequel aucune compensation n'a été reçue conformément au présent article.

ARTICLE XIX
(Amendements)

a) Toute Partie peut proposer des amendements á la Convention. Les propositions d' amendement sont transmises au Directeur général qui en diffuse le texte, dans les meilleurs délais, à toutes les Parties et á tous les Signataires. Un preavis de trois mois doit s' écouler avant que le projet d' amendement ne soit examiné par le Conseil des Signataires qui saisit l'Assemblée des Parties de ses vues et recommandations dans un délai de six mois suivant la date de diffusion de la proposition d' amendement. L'Assemblée des Parties n'étudie la proposition d' amendement qu' á l'issue d' un délai d' au moins six mois à partir de sa réception en tenant compte des vues et recommandations exprimées par le Conseil des Signataires. L'Assemblée des Parties peut, dans un cas particulier, réduire la durée de cette période par une décision prise conformément a la procédure predvue pour les questions de fond.

b) S'il est adopté par l' Assemblée des Parties, l' amendement entre en vigueur cent vingt jous après réception par le Dépositaire de la notification d' acceptation de cet amendement par les deux tiers des Etats qui, à la date de son adoption par l'Assemblée des Parties, étaient des Parties et dont les Signataires représentaient au moins les deux tiers du total des parts d investissement. Lorsqu'il entre en vigueur, l'amendement devient obligatoire pour toutes les Parties et tous les Signataires.

c) Aucun amendement n'entre en vigueur moins de huit mois après la date de son adoption par l'Assemblée des Parties. Un amendement qui n'est pas entré en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe b) du présent article dix-huit mois après la date de son adoption par l'Assemblée des Parties est réputé caduc.

ARTICLE XX
(Règlement des différends)

a) Tout différent entre les Parties ou entre EUTELSAT en une ou plusieurs Parties, relatif à l'interprétation ou à l'application de la Convention, ou du paragraphe c) de l'article 15 ou du paragraphe c) de l' article 16 de l' Accord d' exploitation, est soumis à l'arbitrage conformément aux dispositions de l'annexe B de la Convention, s'il n'a pu etre résolue autrement dans le délai d'un an à compter de la date à laquelle une partie au différent a notifié à l'autre partie son intention de régler le dit différend à l'imiable. Tout différent similaire relatif à l'intermprétation ou à l'application de la présente Convention ou de l'Accord d'exmploitation entre une ou plusiuers Parties, d'une part, et un ou plusieurs Signataires, d'autre part, peut etre soumis à arbitrage conformément oux dispositions de l'annexe B de la Convention, si la Partie ou les Parties et le Signataire ou les Signataires en litige y consentent.

b) Tout différend relatif à l'interprétation et an l'application de la Convention, ou du paragraphe c) de l' article 15 ou du paragraphe c) de l' article 16 de l' Accord d' exploitation, qui surgit entre une Partie et un Etat qui a cessé d'etre Partie, ou entre EUTELSAT et un Etat qui a cessé d'etre une Partie, après que cet Etat a cessé d' etre Partie, est soumis à arbitrage conformément aux dispositions de l' annexe B de la Convention, s' il n' a pu etre résolue autrement dans le délai d' un an à compter de la date à laquelle une partie au différent a notifié à l' autre partie son intention de régler un tel différend à l' amiable, sous réserve que l' Etat qui a cessé d'etre Partie y consent. Si un Etat cesse d'etre Partie, ou si un Etat ou un organisme de télécommunications cesse d'etre Signataire après la soumission à l' arbitrage d' un différent auquel il participe conformément ou paragraphe a) du présent article, la procédure arbitrale se poursuit jusqu'á sa conclusion.

c) Le règlement de tout différent relatif à l' interprétation ou à l' application d' accords entre EUTELSAT et toute Partie, autres que la convention ou l'Acord d'exploitation, se fait conformément aux dispositions prévues dans l'accord pertinent. En l'absence de telles dispositions, un tel différend, s'il n'a pas été résolu autrement, peut

être soumis à l'arbitrage conformément aux dispositions de l'annexe B de la Convention si les parties au différend y consentent.

ARTICLE XXI
(Signature - Réserves)

a) Tout Etat dont l'Administration des télécommunications ou l'Exploitation privée reconnue est, ou a le droit de devenir, Partie Signataire à l'Accord provisoire peut devenir Partie à la convention par:

i) signature sans réserve de ratification, acceptation ou approbation, ou

ii) signature sous réserve de ratification, acceptation ou approbation, suivie de ratification, acceptation ou approbation, ou

iii) adhésion.

b) La convention est ouverte à la signature, à Paris, du 15 juillet 1982 jusqu' à la date de son entrée en vigueur; elle reste ensuite ouverte à l' adhésion.

c) Aucun Etat ne devient Partie à la Convention avant que l'Accord d'exploitation n'ait été signé par l'organisme de télécommunications qu'il a désigné ou qu'il n'at signé lui-même ledit Accord.

d) Aucune réserve ne peut être faite à la Convention ou à l'Accord d'exploitation.

ARTICLE XXII
(Entrée en vigueur)

a) La Convention entre en vigueur soixante jours après la date á laquelle les deux tiers des Etats qui, à la date d'ouverture à la siganture de la convention ont juridiction sur les Parties Signataires de l'Accord provisoire, l'ont signée conformément à la alignéa i du paragraphe a) de l'article XXI, ou ratifiée, acceptée ou approuvée, pourvu que:

i) ces Parties Signataires, ou les Signataires désignés par elle aux fins de l'Accord ECS, détiennent ou moins deux tiers des quotes parts de financement ou titre de l'Accord ECS, et

ii) l'Accord d'exploitation ait été signé conformément au paragraphe b) de l'article II de la Convention.

b) La Convention ne peut entre en viguer moins de huit mois après la date à laquelle elle a été ouverte à la signature. La Convention n'entre pas en vigueur si elle n'a pu faire l'objet des signatures, ratifications, acceptations ou approbations requises par les dispositions du paragraphe a) du présent article dans les dix - huit mois suivant la date de son ouverture à la signature.

c) Lorsqu' un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion est déposé par un Etat après la date d'entrée en vigueur de la convention, la Convention entre en vigueur à l'égard dudit Etat à la date du dépot de son instrument.

d) Dès son entrée en vigueur, la Convention est appliqúe à titre provisoire à l'égard de tout Etat qui l'a signée sous réserve de ratification, acceptation ou approbation et qui en a fait la demande au moment de la signature ou à tout moment avant l'entrée en vigueur. L'application à titre provisoire cesse:

i) soit au moment du dépot d'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation par cet Etat;

ii) soit à l'expiration de la pe(riode de deux ans qui suit la date d'entre(e en vigueur de la convention, si celle - ci n'a pas été ratifiée, acceptée ou approuvée par cet Etat;

iii) soit dès notification par cet Etat, avant l'expiration de la période mentionnée à l'alinéa ii) du présent paragraphe, de sa décision de ne pas ratifier, accepter ou approuver la Convention.

Si l'application à titre provisoire cesse en vertu de l'alinéa ii) ou de l'alinéa iii) du présent paragraphe, les dispositions des paragraphes d), e) g) de l'article XVIII de la Convention régissent les droits e obligations de la Patie et du Signataire qu'elle a désigné.

e) Nonobstant toute autre disposition du présent article, la convention n'entre en vigueur à l'e(gard d'aucun Etat en n'est appliquée à titre provisoire à l'égard d'aucun Etat tant que les conditions posées par le paragraphe c) de l'article XXI de la Convention n'ont pas été remplies.

f) Lors de son entrée en vigueur, la Convention se substitue et met fin à l'Accord provisoire. Toutefois, aucune disposition de l Convention ou de l'Accord d'exploitation n'affecte les droits ou obligations qu'une Partie ou un Signataire aurait acquis antérieurement en tant que Partie Signataire de l'Accord provisoire ou en tant que Signataire de l'Accord ECS.

ARTICLE XXIII
(Adhésion)

a) Tout Etat dont l'Administration de télécommunications ou l'Exploitation prevée reconnue était, ou avait le droit de devenir, à la date à laquelle la Convention a été ouverte à la signature, Partie Signataire de l'Accord provisoire, peut adhérer à la Convention à compter de la date à laquelle celle - ci - aura cessé d'être ouverte à la signature, jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans après l'entrée en vigueur de la convention.

b) Les dispositions des paragraphes c) à e) du présent article s'appliquent aux demandes d'adhésion émanant des Etats suivants:

i) un Etat dont l'Administartion des télécommunications ou l'Exploitation prevée reconnue était, ou avait le droit de devenir, à la date à laquelle la Convention a été ouverte à la signature, Partie Signataire de l'Accord provisoire, mais qui n'est pas devenu Partie à la Convention conformément aux dispositions des alinéas i), ou ii) du paragraphe a) de l'article XXI, de la convention ou du paragraphe a) du présente article;

ii) tout autre Etat européen membre de l'Union internationale des télécommunications, qui souhaite adhéter à la Convention après son entrée en vigueur.

c) Tout Etat qui désire adhérer à la Convention dasn les conditions mentionnées au paragraphe b) du présente article'dénommé ci - après «l'Etat demandeur») en avise par écrit le Directeur général et fait parvenir à celui - ci toutes les informations que le conseil des Signataires pourra requérir au sujet de l'utilisation du secteur spatial d'EUTELSAT qu'il se propose de faire.

d) Le Conseil des Signataires examine des points de vue technique, financier et du point de vue de l'exploitation, la compatibilité de la demande d'adhésion de l'Etat demandeur avec les intére]ts d'EUTELSAT et ceux des Signataires dans le domaine des activités d'EUTELSAT et soumet à l'Assemblée des Parties une recommandation à ce sujet.

e) Tenant compte de ladite recommandation, l'Assemblée des Parties prend une décision sur la requte de l'Etat demandeur dans les six mois qui suivent la date à laquelle de Conseil des Signataires a décidé qu'il est en possession de toutes les informations demandées en vertu du paragraphe c) du présent article. Cette décision du Conseil des Signataires est communiquée sans délai à l'Assebmlée des Parties.

La décision de l'Assebmlée des Parties est prise ou scrutin secret, conformément à la procédure relative aux décisions portant sur les questions de fond. Une session extraordinaire de l'Assemblée des Parties peut être convoquée à cet effet.

f) Le Directeur général notifie à l'Etat demandeur les conditions d'adhésion établies par l'Assemmblée des Parties. Ces conditions d'adhésion font l'objet d'un protocole annexé á l'instrument d'adhésion que l'Etat concerné dépose auprés du Dépositaire.

ARTICLE XXIV
(Responsabilité)

Aucune Partie n'encourt de responsabilité individuelle pour les actes et obligations d'EUTELSAT, sauf si ladite responsabilité résulte d'un traité auquel cette Partie et l'Etat demandant réparation sont parties. Dans ce cas. EUTELSAT indemnise la Partie concernée des sommes qu'elle a acquittées, à moins que ladite Partie ne se soit expressément engagée à assumer seule une telle responsabilité.

ARTICLE XXV

(Dispositions diverses)

a) Les langues officielles et de travail d'EUTELSAT sont le français et l'anglais.

b) EUTELSAT collabore en tenant compte des directives générales de l'Assemblée des Parties, sur les questions d'intérêt commun avec l'Organisation des Nations unies et ses institutions spécialisées, en particulier l'Union internationale des télécommunications, ainsi qu'avec d'autres organisations internationales.

c) Conformément aux dispositions de la Résolution 1721 (XVI) de l'Assemblée génerale des Nations unies, EUTELSAT adresse à titre d'information au Secrétaire général des Nations unies et aux institutions spécialisées intéressées, un rapport annuel sur ses activités.

ARTICLE XXVI

(Dépositaire)

a) Le Gouvernement de la République française est le Dépositaire de la Convention auprés duquel sont déposés les instruments de ratification, d'aceptation, d'approbation ou d'adhésion, les demandes d'application à titre provisoire, ainsi que les notifications de ratification, d'acceptation ou d'approbation des amendements, des décisions de retrait d'EUTELSAT ou des décisions de mettre fin à l'application à titre provisoire de la Convention.

b) La Convention est déposée dans le archives du Dépositaire. Celui-ci transmet des copies certifiées comformes du texte de la Convention à tous les Etats qui l'ont signée ou qui ont déposé leurs instruments d'adhésion, ainsi qu'à l'Union internationale des télécommunications.

c) Le Dépositaire informe au plus tôt tous les Etats qui ont signé la Convention ou qui y ont adhéré, tous les Signataires et s'il y a lieu, l'Union internationale des télécommunications:

i) de toute signature de la Convention;

ii) du dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

iii) du commencement de la période de soixante jours mentionnée au paragraphe a) de l'article XXII de la convention;

iv) de l'entrée en vigueur de la Convention;

v) de toute demande d'application à titre provisoire conformément au paragraphe d) de l'article XXII de la Convention;

vi) de la nomination du Directeur général, de toute objection afférente, ainsi que de la comfirmation de sa nomination visée au paragraphe a)de l'article XIII de la Convention;

vii) de l'adoption et de l'entrée en vigueur de tout amendement à la Convention;

viii) de toute notification de retrait;

ix) de toute décision de l'Assemblée des Parties visée au paragraphe b) de l'article XVIII de la Convention lorsqu'une Partie est réputée s'être retirée d'EUTELSAT;

x) de toute décision du Conseil des Signataires comformément au paragraphe b) de l'article XVIII de la Convention lorsqu'un Signataire est réputé s'être retirê d'EUTELSAT;

xi) de toute substitution de Signataire effectuée comformément aux paragraphes b) et c) de l'article XVIII de la Convention;

xii) de toute suspension et de tout rétablissement de droits;

xiii) des autres notifications et communications ayant trait à la Convention.

d) Lors de l'entrée en vigueur de la Convention, le Dépositaire transmet une copie certifiée comforme de la Convention et de l'Accord d'exploitation au Secrétariat de l'Organisation des Nations unies pour enregistrement et publication, comformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations unies.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

Ouvert à la signature à Paris, en un seul exemplaire ce quinzième jour du mois de juillet mille neuf cent quatre-vingt-deux, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi.

ANNEXE A

(Dispositions transitoires)

1. Continuité des activités

a) Tout accord passé par EUTELSAT INTERIMAIRE en vertu de l'Accord provisoire ou de l'Accord ECS, et qui est en vigueur à la date à laquelle les deux accords susmentionnés prennent fin, demeure en vigueur, sauf dans le cas et jusqu'au moment où il est modifié ou rapporté comformément aux dispositions dudit accord. Toute décision prise par EUTELSAT INTERIMAIRE en vertu de l'Accord provisoire ou l'Accord ECS, et qui est en vigueur à la date à laquelle les deux accords susmentionnés prennent fin, demeure en vigueur, sauf dans le cas et jusqu'au moment où cette décision est modifiée ou rapportée par la Convention ou l'Accord d'exploitation ou en conséquence de leur application.

b) Si, au moment où l'Accord provisoire et l'Accord ECS prennent fin, un organe d'EUTELSAT INTERIMAIRE a engagé, mais n'a pas achevé une action qui a fait l'objet d'une autorisation ou qui est requise au titre de l'Accord provisoire ou de l'Accord ECS, le Conseil des Signataires se substitue à cet organe dans le but de mener à bien cette action.

2. Gestion

a) A compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention, tout le personnel du Secrétariat général permanent mis en place conformément à l'article 9 de l'Accord provisoire a le droit d'être transféré à l'organe exécutif d'EUTELSAT, sous réserve des dispositions du paragraphe f) de l'article XIII de la Convention.

b) Conformément aux dispositions du paragraphe I de la présente annexe, les conditions d'emploi du personnel qui étaient en vigueur dans le cadre de l'Accord provisoire, continuent d'être appliquées jusqu'à ce que le Conseil des Signataires ait déterminé de nouvelles conditions d'emploi.

c) Le Secrétaire général d'EUTELSAT INTERIMAIRE assume les attributions du premier Directeur général jusqu'à l'entrée en fonction de celui-ci.

3. Transfert à EUTELSAT des fonctions de l'Administration mandatée

a) A compter du début de la période de soixante jours mentionnée au paragraphe a) de l'article XXII de la Convention, le Secrétaire général d'EUTELSAT INTERIMAIRE informe l'Administration mandatée de la date à laquelle la Convention entre en vigueur et l'Accord provisoire cesse de l'être.

b) Le Secrétaire général d'EUTELSAT INTERIMAIRE prend toutes les mesures pour assurer le moment venu le transfert à EUTELSAT de tous les droits et obligations acquis par l'Administration mandatée en sa qualité de représentant légal d'EUTELSAT INTERIMAIRE.

ANNEXE B

(Procédure d'arbitrage)

1. Un tribunal d'arbitrage est institué comformément aux dispositions des paragraphes suivants pour statuer sur tout différend visé à l'article XX de la Convention ou à l'article 20 de l'Accord d'exploitation.

2. Toute Partie à la Convention peut s'associer à l'une ou l'autre partie au différend dans le cadre de l'arbitrage.

3. Le tribunal d'arbitrage est composé de trois membres. Chaque partie au différend désigne un arbitre, dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de la demande par une partie de soumettre le différend à l'artitrage. Lorsque l'article XX de la Convention et l'article 20 de l'Accord d'exploitation exigent l'accord des parties au différend pour soumettre le différend à l'arbitrage, le délai de deux mois est calculé à partir de la date dudit accord. Les deux premiers arbitres désignent, dans un délai de deux mois à compter de la date de désignation du deuxième arbitre, le troisième arbitre qui préside le tribunal d'arbitrage. Si l'un des deux arbitres n'a pas été désigné dans le délai requis, il est désigné, à la demande de l'une ou l'autre partie, par le Président de la Cour internationale de justice ou, en cas de désaccord entre les parties, par le Secrétaire général de la Cour permanente d'arbitrage. La même procédure s'applique si le Président du tribunal d'arbitrage n'a pas été designé dans le délai requis.

4. Le tribunal d'arbitrage choisit son siège et établit son règlement interieur.

5. Chaque partie prend à sa charge les frais de l'arbitre qu'elle a désigné ainsi que les frais de représentation devant le tribunal. Les frais du Président du tribunal d'arbitrage sont partagés de manière égale entre les parties au differend.

6. La sentence du tribunal d'arbitrage est rendue à la majorité des membres, qui ne peuvent s'abstenir au cours du vote. Ladite sentence est définitive et lie les parties au différend. Il ne peut être interjeté appel de cette sentence. Les parties se comforment à la sentence arbitrale immediatement. En cas de différend portant sur sa signification ou sa portée, le tribunal d'arbitrage l'interprète à la demande de l'une quelconque des parties au différend.

AMENDEMENT No 1 A LA CONVENTION D'EUTELSAT (CONFERENCE INTERGOUVERNEMENTALE - PARIS, 15 DECEMBRE 1983)

Les Etats signataires de la Convention portant création de l'Organisation européenne de télécommunications par satellite (EUTELSAT).

Considérant la Convention portant création de l'Organisation européenne de télécommunications par satellite (EUTELSAT) ouverte à la signature à Paris le 15 juillet 1982 et, *notamment son article* XXII.

Constatant que les signatures, ratifications, acceptations ou approbations requises pour l'entrée en vigueur de la Convention risquent de ne pouvoir être réunies avant l'expiration du délai de dix-huit mois à l'issue duquel, selon les dispositions de l'article XXII b), la Convention n'entre pas en vigueur,

Désireux que l'entrée en vigueur de la Convention puisse intervenir le plus tôt possible,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1.

Dans la deuxième phrase de paragraphe b) de l'article XXII de la Convention, les mots «dix-huit mois» sont remplacés par les mots «trente-six mois».

Article 2.

Le présent amendement à la Convention entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de la Convention.

Fait à Paris, le 15 décembre 1983, en lanques francaise et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul original.

ACCORD D'EXPLOITATION RELATIF A L'ORGANISATION EUROPEENNE DE TELECOMMUNICATIONS PAR SATELLITE "EUTELSAT"

PREAMBULE

Les Signataires du présent Accord d' exploitation,

Considérant que les Etats Parties à la Convention portant création de l'Organisation européenne de télécommunications par satellite "EUTELSAT", s'engagent par la Convention à désigner un organisme de télécommunications habilité à signer l'Accord d'exploitation ou à le signer eux-mêmes,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1

(Définitions)

a) Aux fins de l'Accord d'exploitation:

i) le terme "Convention" désigne la Convention portant création de l'Organisation européenne de télécommunications par satellite "EUTELSAT";

ii) l' expression abrégée "ECU" désigne l'unité de compte européenne instituée par le réglement No 3180/78 du Conseil des communautés européennes, en date du 18 décembre 1978, et telle qu'éventuellement modifiée et redéfinie par ce dernier.

b) Les définitions de l'article I de la Convention s'appliquent à l'Accord d'exploitation.

ARTICLE 2

(Droits et obligations des Signataires)

a) Chaque Signataire acquiert les droits attribués aux Signataires par la Convention et par l'Accord d'exploitation, et s'engage à satisfaire aux obligations qui lui incombent aux termes desdits accords.

b) Dans les accords de trafic qu'ils négocient, les Signataires s.efforcent de prévoir l'acheminement d'une partie raisonnable de leur trafic au moyen du secteur spatial d'EUTELSAT.

ARTICLE 3

(Transfert des droits et obligations)

A la date d'entrée en vigueur de la Convention et de l'Accord d'exploitation et sous réserve des dispositions de l'annexe A de l'Accord d'exploitation:

i) tous les actifs, y compris les droits de propriété, les droits contractuels, les droits afférents au secteur spatial et tous les autres droits acquis en vertu de l' Accord provisoire ou de l' Accord ECS, sont dévolus à EUTELSAT et deviennent sa propriété;

ii) toutes les obligations contractées et les responsabilités encourues par EUTELSAT INTERIMAIRE ou en son nom, en exécution des dispositions de l'Accord provisoire et de l'Accord ECS qui existent à ladite date, ou qui résultent d'actes ou d'omissions antérieurs à celle-ci, deviennent des obligations et des responsabilités d'EUTELSAT;

iii) l' intérêt financier de chaque Signataire dans EUTELSAT est égal au montant obtenu en appliquant sa part d'investissement exprimée en pourcentage à l'évaluation de l'actif d'EUTELSAT effectuée conformément à l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'annexe A de l'Accord d'exploitation.

ARTICLE 4

(Contributions au capital)

a) Chaque Signataire contribue aux besoins en capital d'EUTELSAT au prorata de sa part d'investissement exprimée en pourcentage et reçoit le remboursement et la rémunération du capital dans les conditions fixées par le Conseil des Signataires conformément aux dispositions de la Convention et de l'Accord d'exploitation.

b) Les besoins en capital comprennent:

i) tous les coûts directs et indirects afférents à la conception, à la mise au point, à l'acquisition, à la construction et à la mise en place du secteur spatial d'EUTELSAT, à l'acquisition des droits contractuels par voie de location ainsi qu'aux autres biens d'EUTELSAT;

ii) les dépenses nécessaires à la couverture des frais d'exploitation, d'entretien et d'administration d'EUTELSAT dont elle ne pourrait assurer le financement par ses recettes en application de dispositions de l'article 9 de l'Accord d'exploitation;

iii) les fonds nécessaires aux versements par EUTELSAT des indemnités visées à l'article XXIV de la Convention et au paragraphe b) de l'article 19 de l'Accord d'exploitation.

c) Le Conseil des Signataires établit un échéancier des paiements dus en application du présent article. Un intérêt calculé à un taux fixé par le Conseil des Signataires est ajouté à tout montat non réglé après la date fixée pour le paiement.

d) Si une extension du secteur spatial d'EUTELSAT droit être prévue pour offrir de la capacité pour de services autres que ceux couverts par les paragraphes a) et b) de l'article III de la Convention, le Conseil des Singataires prend toute mesure raisonnable pour garantir que les Signataires qui ne sont pas directement intéressés par la mise en oeuvre de cette extension n'auront pas à la financer avant la mise en exploitation desdits services. Les Signataires intéressés doivent faire tout leur possible pour accepter un relévement correspondant de leurs parts d'investissement.

ARTICLE 5

(Limitation du capital)

Le total obtenu par addition du montant cumulé des contributions au capital à verser par les Signataires, en application de l'article 4 de l'Accord d'exploitation, et de l'encours des engagements contractuels en capital d'EUTELSAT, diminué du montant cumulé du capital qui leur est remboursé, est soumis à une limite maximale (appelée "limite du capital"). La limite initiale du capital est fixée à 400 millions d'ECU. Le Conseil des Signataires est habilité à réajuster la limite du capital et prend toute décision concernant de tels réajustements conformément au paragraphe g) de l'article XI de la Convention.

ARTICLE 6

(Parts d'investissement)

a) Les parts d'investissement des Signataires sont déterminées sur la base de l'utilisation du secteur spatial d'EUTELSAT. A moins que le présent article n'en dispose autrement, chaque Signataire a une part d'investissement correspondant à son pourcentage de l'utilisation totale du secteur spatial d'EUTELSAT par tous les Signataires.

b) Aux fins du paragraphe a) du présent article, l'utilisation du secteur spatial d'EUTELSAT par un Signataire est déterminée en divisant les redevances d'utilisation du secteur spatial payables à EUTELSAT par ledit Signataire, par le nombre de jours pendant lesquels les redevances ont été payables au cours du semestre précédant la date à laquelle prend effet la détermination des parts d'investissement effectuée conformément au paragraphe d) ou à l'alinéa i) du paragraphe e) du présent article. Toutefois, si le nombre de jours, pour lequel des redevances ont été payables par un Signataire pour l'utilisation pendant ce semestre, est inférieur à quatre-vingt-dix, ces redevances n'entrent pas en ligne de compte pour la détermination des parts d'investissement.

c) Avant de déterminer les parts d'investissement sur la base de l'utilisation conformément aux paragraphes a), b) et d) du présent

article, la part d' investissement de chaque Signataire est déterminée conformément à l'annexe B de l'Accord d'exploitation.

d) La première détermination des parts d'investissement fondée sur l'utilisation a lieu:

i) au plus tôt quatre ans à compter de la date de mise à poste en état de fonctionnement du premier satellite du secteur spatial d'EUTELSAT;

ii) après la période de quatre ans mentionnée à l'alinéa

i) du présent paragraph, si et dès lors que:

A) dix Signataires ont eu accès au secteur spatial d'EUTELSAT pendant une période de six mois, soit par l'intermédiaire de leurs propres stations terriennes, soit par l'intermédiaire de stations terriennes d'autres Signataires, et

B) les recettes d' EUTELSAT provenant de l'utilisation par les Signataires ont été, pendant une période de six mois, supérieures aux recettes qu'aurait produit, pour cette même période, l'utilisation par les Signataires d'une capacité de secteur spatial permettant l'établissement de 5000 circuits téléphoniques utilisant la concentration numérique des conversations;

iii) sept and après la date de mise à poste en état de fonctionnement du premier satellite du secteur spatial d'EUTELSAT, si les conditions visées à l' alinéa ii) du présent paragraphs n'ont pas été remplies.

e) Après la première détermination fondée sur l'utilisation, les parts d'investissement sont déterminées de nouveau pour prendre effet:

i) le premier jour de mars de chaque année. Toutefois, la nouvelle détermination fondée sur l'utilisation prévue le premier jour de mars n'a pas lieu si le total des redevances d'utilisation payables à EUTELSAT par les Signataires au titre de leur utilisation pendant la période de six mois précédant cette date, est inférieur de plus de vingt pour cent au total des redevances d'utilisation payables à EUTELSAT par les Signataires au titre de leur utilisation pendant la période de six mois commençant dix-huit mois avant cette date;

ii) à la date d'entrée en vigueur de l'Accord d'exploitation pour un nouveau Signataire;

iii) à la date effective de retrait d'un Signataire.

f) Dans la mesure où une part d'investissement est déterminée, conformément aux disposition des alinéas ii) ou iii) du paragraphe e) ou aux dispositions du paragraphe g) du présent article, les parts d'investissement de tous les autres Signataires sont réajustées dans la proportion des parts d'investissement respectives qu'ils détenaient avant ledit réajustement. Dans le cas du retrait d'un Signataire, les parts d'investissement de 0,05 pour cent fixées conformément aux dispositions du paragraphe g) du présent article ne sont pas augmentées.

g) Nonobstant toute autre disposition du présent article, aucun Signataire n'a une part d'investissement inférieure à 0,05 pour cent du total des parts d'investissement.

h) A la demande d'un Signataire, le Conseil des Signataires lui attribue une part d'investissement réduite par rapport à la part déterminée conformément aux paragraphes a) à f) du présent article, sous réserve que ladite réduction soit compensée par un relévement accepté volontairement de la part d'investissement des autres Singataires. Le Conseil des Signataires adopte des procédures permettant l'application des dispositions du présent paragraphe ainsi qu'une répartition équitable du montant correspondat à la réduction des parts d'investissement entre les Singataires disposés à accroître leur part d'investissement.

i) Le Directeur général notifie sans délai aux Signataires les résultats de chaque détermination de parts d' investissement et la date à laquelle une telle détermination prend effet.

ARTICLE 7

(Réajustements financiers entre Signataires)

a) Lors de l'entrée en vigueur de l'Accord d'exploitation, des réajustements financiers entre Signataires sont effectués par l'intermédiaire d'EUTELSAT, conformément à l'annexe A de l'Accord d'exploitation.

b) Lors de chaque nouvelle détermination des parts d'investissement, après la première détermination, des réajustements financiers sont effectués entre Signataires, par l'intermédiaire d'EUTELSAT, sur la base d'une évaluation effectuée conformément au paragraphe c) du présent article. Les montants desdits réajustements financiers sont déterminés pour chaque Signataire en applicant à ladite évaluation la différence éventuelle entre la nouvelle part d'investissement de chaque Signataire et sa part d'investissement antérieure à la nouvelle détermination.

c) L'évaluation visée au paragraphe b) du présent article se fait de la façon suivante:

i) du coût inital de tous les éléments d'actif, tel qu'il est inscrit dans les comptes d'EUTELSAT à la date du réajustement, y compris le capital porté en immobilisation ou les dépenses immobilisées, est soustrait le total:

A) des amortissements cumulés inscrits dans les comptes d'EUTELSAT à la date du réajustement, et

B) des sommes empruntées et autres sommes dues par EUTELSAT à la date du réajustement;

ii) le résultat obtenu est réajusté, par addition ou soustraction, selon le cas, de la somme représentant l'insuffisance ou l'excès de paiement effectué par EUTELSAT à titre de rémunération du capital depuis la date d'entrée en vigueur de l'Accord d'exploitation jusqu'à la date à laquelle l'évaluation prend effet, par rapport au montant cumulé des sommes dues au taux ou aux taux de rémunération du capital en vigueur au cours des périodes pendant lesquelles les taux pertinents fixés par le Conseil des Signataires étaient applicables.

Afin d'évaluer la somme représentant toute insuffisance ou tout excés de paiement, la rémunération exigible est calculée mensuellement et se rapporte au montant net des éléments visés à l'alinéa i) du présent paragraphe.

d) Les paiements dus par les Signataires ou à ces derniers, conformément aux dispositions du présent article, sont effectués à la date fixée par le Conseil des Signataires. Un intérêt calculé à un taux déterminé par ce Conseil est ajouté à toute somme non réglée, conformément au paragraphe c) de l'article 4 de l'Accord d'exploitation.

ARTICLE 8

(Redevances d'utilisation)

a) Le Conseil des Signataires fixe l'unité de mesure pour chaque type d'utilisatin du secteur spatial d'EUTELSAT et fixe les taux des redevances de cahque type d'utilisation.

Lesdites redevances ont pour but de procucer à EUTELSAT des recetets suffisantes pour couvrir ses frais d'exploitation, d'entretien et d'administration, le fonds de roulement que le Conseil des Signataires peut juger nécessaire de constituer, l'amortissemtnt des investissements effectués par les Signataires et la rémunération du capital de ces derniers. Les redevances qui s'appliquent à une catégorie donnée d'utilisation du secteur spatial d'EUTELSAT ont pour but de couvrir tous les types de dépenses relatives à cette catégorie d'utilisation.

b) Les redevances d'utilisation sont payables conformément aux modalités adoptées par le Conseil des Signataires.

c) Le Conseil des Signataires prend toute mesure appropriée dans le cas où le paiement des redevances d'utilisation est en retard de plus de trois mois, en tenant compte des dispositions du paragraphe b) de l'article XVIII de la Convention.

d) Un intérêt calculé à un taux fixé par le Conseil des Signataires est ajouté à tout montant des redevances d'utilisation qui n'a pas été réglé á l'échéance fixée par le Conseil des Signataires.

ARTICLE 9

(Recettes)

a) Les recettes d'EUTELSAT sont affectées, dans la mesure où elles le permettent, dans l'ordre de priorité suivant:

i) à la couverture des frais d'exploitation, d'entretien et d'administration;

ii) à la constitution du fonds de roulement que le Conseil des Signataires peut juger nécessaire;

iii) au paiement aux Signataires, au prorata de leurs parts d'investissement respectives, des sommes représentant un remboursement du capital d'un montant égal aux provisions pour amortissement fixées par le Conseil des Signataires telles qu'elles sont inscrites dans les comptes d'EUTELSAT;

iv) au versement, au bénéfice d'un Signataire qui s'est retiré d'EUTELSAT, des sommes qui peuvent lui être dues en application de l'article 21 de l'Accord d'exploitation;

v) au versement, au bénéfice des Signataires, au prorata des leurs parts d'investissement respectives, du solde disponible à titre de rémunération du capital, y compris la rémunération non versée des

années précédentes et les intérets afférents à une telle rémunération.

b) Lors de la détermination du taux de rémunération du capital des Signataires, le Conseil des Signataires tient compte des risques liés aux investissements effectués dans EUTELSAT et fixe un taux aussi proche que possible du loyer de l'argent sur les marchés monétaires.

c) Dans la mesure où les recettes d'EUTELSAT ne suffiraient pas à couvrir ss frais d'exploitation, d'entretien et d'administration, le Conseil des Signataires peut décider de combler le déficit en utilisant le fonds de roulement d'EUTELSAT, en concluant des accords autorisant des découverts, en contractant des emprunts, en demandant aux Signataires de verser des contributions au capital au prorata de leurs parts d'investissement respectives, ou en recourant à plusieurs de ces mesures en même temps.

ARTICLE 10

(Réglement des comptes)

a) Le règlement des comptes entre les Signataires et EUTELSAT découlant des transactions financières effectuées en vertu des articles 4, 7, 8 et 9 de l'Accord d'exploitation doit être exécuté de façon à maintenir au plus faible niveau possible tant les transferts de fonds entre les Signataires et EUTELSAT, que les fonds dont dispose EUTELSAT en plus du fonds de roulement jugé nécessaire par le Conseil des Signataires.

b) Tous les paiements intervenant entre les Signataires et EUTELSAT en vertu de l'Accord d'exploitation sont effectués en toute monnaie librement convertible.

ARTICLE 11

(Découverts et emprunts)

a) Pour faire face à des insuffisances de liquidités, en attendant la rentrée de recettes suffisantes ou des contributions au capital, EUTELSAT peut, sur décision du Conseil des Signataires, conclure des accords portant sur des découverts.

b) Nonobstant les dispositions de l'article 4 de l'Accord d'exploitation, EUTELSAT peut contracter des emprunts sur décision du Conseil des Signataires, afin de financer toute activité entreprise par elle conformément à l'article III de la Convention, ou pour faire face à toute responsabilité encourue par elle. L'encours desdits emprunts est considéré comme un engagement contractuel en capital aux fins de l'article 5 de l'Accord d'exploitation.

ARTICLE 12

(Coûts exclus)

Sont exclus des dépenses d'EUTELSAT:

i) les impôts qui seraient dus par un Signataire à raison des sommes versées par EUTELSAT à ce Signataire en vertu de la Convention et de l'Accord d'exploitation;

ii) les dépenses engagées par les représentants des Parties et des Signataires pour assister aux réunions de l'Assemblée des Parties et du Conseil des Signataires ou à toute autre réunion d'EUTELSAT.

ARTICLE 13

(Vérification des comptes)

Les comptes d'EUTELSAT sont vérifiés chaque année par des commissaires aux comptes indépendants, nommés par le Conseil des Signataires. Tout Signataire a droit d'accès aux comptes d'EUTELSAT.

ARTICLE 14

(Autres organisations internationales)

Tout en respectant les réglements pertinents de l'Union internationale des télécommunications, EUTELSAT, lors de la conception, de la mise au point, de la construction et de la mise en place du secteur spatial d'EUTELSAT, et dans les procédures établies en vue de réglement l'exploitation du secteur spatial d'EUTELSAT et des stations terriennes, tient dûment compte des avis et des procédures applicables des organes de l'Union internationale des télécommunications.

EUTELSAT tient également compte des recommendations pertinentes de la Conférence européenne des administrations des postes et des télécommunications (CEPT).

ARTICLE 15

(Approbation des stations terriennes)

a) Les demandes d'approbation des stations terriennes, qu'il s'agisse de stations d'émission, de stations de réception ou de stations mixtes d'émission et de réception, en vue de leur accès au secteur spatial d'EUTELSAT, ne peuvent être soumises à EUTELSAT que par le Signataire désigné par la Partie sur le territoire de laquelle la station est ou doit être située ou, si des stations terriennes sont situées sur un territoire qui n'est pas sous la juridiction d'une Partie, par un organisme de télécommunications dument autorisé.

b) Le fait que le Conseil des Signataires n'ait pas établi les critères et les procédures visées à l'alinéa vi) du paragraphe b) de l'article XII de la Convention, pour l'approbation des stations terriennes, n'empêche pas le Conseil des Signataires d'examiner toute demande d'approbation d'une station terrienne ou d'y donner suite.

c) Il incombe à chaque Signataire ou organisme de télécommunications visé au paragraphe a) du présent article d'assumer vis-à-vis d'EUTELSAT, en ce qui concerne les stations terriennes pour lesquelles il a présenté une demande, la responsabilité de faire respecter les règles et normes prévues dans le document d'approbation que lui a adressé EUTELSAT à moins que, dans le cas où un Signataire a présenté la demande, la Partie qui l'a désigné n'accepte d'assumer ladite responsabilité.

ARTICLE 16

(Attribution de capacité de secteur spatial)

a) Les demandes d'attribution de capacité de secteur spatial d'EUTELSAT ne peuvent être soumises à EUTELSAT que par les Signataires ou, dans le cas d'un territoire qui ne relève pas de la juridiction d'une Partie, par un organisme de télécommunications dûment autorisé.

b) L'attribution de capacité de secteur spatial d'EUTELSAT doit être autorisée par le Conseil des Signataires, conformément aux conditions établies par celui-ci en application des alinéas viii) et ix) du paragraphe b) de l'article XII de la Convention.

c) Il incombe à chaque organisme, auquel une attribution a été faite en application du présent article, de respecter les conditions dont EUTELSAT a assorti ladite attribution à moins que, dans le cas où la demande a été présentée par un Signataire, la Partie qui l'a désigné n'accepte d'assumer ladite responsabilité.

ARTICLE 17

(Passation des marchés)

a) Tous les contrats d'achat de fournitures et de prestation de services requis par EUTELSAT sont attribués conformément aux dispositions de l'article XIV de la Convention, du présent article et de l'article 18 de l'Accord d'exploitation ainsi qu'aux procédures, réglementations, et conditions fixées par le Conseil des Signataires en application des dispositions de l'alinéa ii) du paragraphe b) de l'article XII de la Convention.

b) L'approbation du Conseil des Signataires est requise avant:

i) tout lancement de demandes de propositions ou d'appels d'offres pour des contrats dont la valeur prévue est supérieure à 150 000 ECU;

ii) la passation de tout contrat dont la valeur est supérieure à 150 000 ECU.

Le Conseil des Signataires peut modifier ces limites financières si des changements d'indices des prix mondiaux le justifient.

c) Les procédures, réglementations et modalités visées au paragraphe a) du présent article doivent prévoir la fourniture en temps opportun de renseignements complets au Conseil des Signataires. Sur demande de tout Signataire, le Conseil des Signataires lui fournit, en ce qui concerne tous les contrats, tous les renseignements nécessaires pour permettre audit Signataire de s'acquitter de ses responsabilités en cette qualité.

d) Dans les cas suivants, il peut y avoir dispense de recourir aux appels d'offres internationaux publics, conformément aux procédures adoptées par le Conseil des Signataires en application de l'alinéa ii) du paragraphe b) de l'article XII de la Convention:

i) la valeur estimative du contrat ne dépasse pas 75 000 ECU et, à cause de l'application d'une telle dispense, l'attribution du contrat ne met pas le contractant dans une position telle qu'elle porte atteinte ultérieurement à l'exécution effective par le Conseil des Signataires de la politique de passation des marchés définie à

l'article XIV de la Convention. Le Conseil des Signataires peut modifier cette limite financière si des changements d'indices des prix mondiaux le justifient;

ii) la passation d'un marché est requise d'urgence pour faire face à une situation exceptionnelle mettant en cause la viabilité de l'exploitation pour toute activité d'EUTELSAT;

iii) il existe une seule source d'approvisonnement répondant aux spécifications nécessaires pour faire face aux besoins d'EUTELSAT, ou bien le nombre des sources d'approvisonnement est si limité qu'il ne serait ni possible ni de l'intérêt d'EUTELSAT d'engager les dépenses et de consacrer le temps nécessaire au lancement d'un appel d'offres international public, sous réserve qu'au cas où il existerait plus d'une source d'approvisionnement, elles aient la possibilité de présenter des soumissions sur un pied d'égalité;

iv) les besoins sont de nature administrative et ils est plus indiqué d'y satisfaire sur place;

v) la passation d'un marché est destinée à des prestations de services en personnel.

ARTICLE 18

(Propriété intellectuelle)

a) Aux fins de l'Accord d'exploitation, l'expression «Propriété intellectuelle» désigne tous droits afférents aux inventions dans tous les domaines d'activité humaine, aux découvertes scientifiques, aux dessins et modèles, aux marques de fabrique, aux marques de service et aux dénominations et noms commerciaux, au savoir-faire et à la protection contre la concurrence déloyale; elle désigne également les droits d'auteur et tous autres droits résultant de l'activité intellectuelle dans les domaines industriel et scientifique.

b) i) La politique d'EUTELSAT en matière de propriété intellectuelle est fondée sur le principe de l'acquisitin des seuls droits qui sont nécessaires pour permettre que des travaux soient exécutés par elle ou en son nom:;

ii) en particulier, le contractant conserve la propriété des droits qu'il a acquis dans l'exécution d'un contrat financé par EUTELSAT.

c) Aux fins d'application de ces principes et en tenant compte en même temps des pratiques industrielles généralement admises, EUTELSAT s'assure pour elle-même, lorsque des travaux financés par elle dans le cadre d'un contrat comportent une part importante d'étude, de recherche ou de mise au point:

i) le droit d'avoir communication, sans redevance, de toute la propriété intellectuelle résultant desdits travaux;

ii) la concession d'une licence lui permettant de communiquer et de faire communiquer sans redevance aux Parties et aux Signataires et à toutes autres personnes relevant de la juridiction d'une Partie la propriété intellectuelle résultant desdits travaux;

iii) la concession d'une licence lui permettant d'utiliser, d'autoriser et faire autoriser les Parties, les Signataires et toutes autres personnes relevant de la juridiction de toute Partie, à utiliser la propriété intellectuelle résultant desdits travaux sans redevance, lorsque ladite utilisation est relative au secteur spatial d'EUTELSAT, et aux stations terriennes ayant accès à celui-ci et, pour des utilisations à toute autre fin, selon des modalités et à des conditions équitables et raisonnables qui sont définies entre le détenteur de la propriété intellectuelle et l'utilisateur;

iv) si possible, la concession des licences, selon des modalités et à des conditions équitables et raisonnables lui permettant d'utiliser et de faire utiliser les droits de propriété intellectuelle préexistants dans la mesure où cette utilisation est nécessaire à la reconstruction ou à la modification de tout produit ayant fait l'objet d'un contrat financé par EUTELSAT, c'est-à-dire les droits autres que ceux résultant de l'exécution dudit contrat mais qui sont nécessaires à la bonne exécution dudit contrat.

d) Le Conseil des Signataires peut accorder une dérogation aux principes stipulés aux alinéas ii), iii) et iv) du paragraphe c) du présent article si, au cours des négociations, le Conseil des Signataires est persuadé que l'absence d'une telle dérogation porterait préjudice à EUTELSAT.

e) Le Conseil des Signataires peut également, lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient, accorder une dérogation au principe stipulé à l'alinéa ii) du paragraphe b) du présent article lorsque toutes les conditions suivantes sont remplies:

i) le Conseil des Signataires est persuadé que l'absence d'une telle érogaton porterait préjudice à EUTELSAT;

ii) le Conseil des Signataires décide qu'EUTELSAT doit être en mesure d'assurer une protection par des brevets ou par tout autre moyen similaire dans tout pays;

iii) le contractant concerné n'est ni à même ni désireux d'assurer une telle protection dans des délais appropriés.

f) Lorsqu'EUTELSAT se sera vu transférer les droits relatifs à la propriété intellectuelle par EUTELSAT INTERIMAIRE en vertu de l'article 3 de l'Accord d'exploitation, ou autrement qu'en vertu du paragraphe c) du présent article, EUTELSAT, dans la mesure où elle a le droit de le f. :re, doit sur demande:

i) communiquer ou faire communiquer ladite propriété intellectuelle à toute Partie ou Signataire sans redevance, sous réserve que tout paiement exigé, le cas échéant, d'EUTELSAT par des tiers pour l'exercice dudit droit de communication, soit remboursé à EUTELSAT par la Partie ou le Signataire bénéficiaire de la communication;

ii) concéder licence à toute Partie ou à tout Signataire de communiquer ou de faire communiquer à toutes autres personnes relevant de la juridiction d'une Partie, d'utiliser et d'autoriser ou de faire autoriser de telles autres personnes à utiliser ladite propriété intellectuelle sans redevance, lorsque cette utilisation est relative au secteur spatial d'EUTELSAT ou aux stations terriennes ayant accès à celui-ci et, pour des utilisations à toute autre fin, selon des modalités et à des conditions équitables et raisonnables définies entre l'utilisateur et EUTELSAT ou tout autre détenteur de la propriété intellectuelle, ou tout autre organisme ou personne dûment autorisé ayant une part de ladite propriété intellectuelle et sous réserve du remboursement de tout paiement exigé d'EUTELSAT par des tiers pour le droit d'accorder une telle licence.

g) EUTELSAT tient chaque Partie ou chaque Signataire qui le demande au courant de la disponibilité et de la nature générale de toute la propriété intellectuelle dont elle a communication en vertu des dispositions de l'alinéa i) du paragraphe c) ou de l'alinéa i) du paragraphe f) du présent article.

h) La communication, l'utilisation et les modalités de communication et d'utilisation de toute la propriété intellectuelle dans laquelle EUTELSAT a acquis des droits s'effectuent sans discrimination entre toutes les Parties et tous les Signataires, et toutes autres personnes auxquelles les droits peuvent être accordés et les communications effectuées conformément aux dispositions du présent article.

ARTICLE 19

(Responsabilité)

a) Ni EUTELSAT, ni un Signataire, ni un employé de l'un d'eux, lorsqu'il agit dans l'exercice des ses fonctions et dans les limites de ses attributions, ni un représentant à des réunions d'EUTELSAT, n'encourent de responsabilité à l'égard d'une Partie ou d'un Signataire ou d'EUTELSAT par suite de tout arrêt, de retard ou de mauvais fonctionnement des services de télécommunications fournis, ou qui doivent être fournis, conformément à la Convention ou à l'Accord d'exploitation et aucune action en dommages-intérêts ne peut être intentée contre eux par suite de tout arrêt, retard ou mauvais fonctionnement.

b) Un Signataire ou un employé d'EUTELSAT ou d'un Signataire ayant agi dans le cadre et la limite de ses attributions, qui a été reconnu, en vertu du jugement définitif d'un tribunal compétent ou d'un compromis approuvé par le Conseil des Signataires, responsable d'une activité entreprise par EUTELSAT ou en son nom, en application de la Convention ou de l'Accord d'exploitation, se voit remboursé par EUTELSAT toute indemnité, frais et dépens inclus, que ledit Signataire ou la personne concernée doit payer.

Si le paiement n'est pas encore intervenu, EUTELSAT effectue directement le règlement requis à la place du Signataire ou de la personne concernée.

c) Si une demande d'indemnité est présentée à un Signataire ou à tout employé, celui-ci doit, aux fins de remboursement de l'indemnité due en vertu du paragraphe b) du présent article, informer sans délai EUTELSAT afin qu'elle soit en mesure de donner son avis et d'emmettre des recommandations sur les moyens de défense ou de proposer un règlement du différend et, si le droit du tribunal auprès duquel l'action est intentée le permet, de se joindre à la procédure ou de se substituer au Signataire ou à l'employé concerné.

ARTICLE 20

(Règlement des différends)

a) Tout différend entre des Signataires ou entre un ou plusieurs Signataires et EUTELSAT, relatif à l'interprétation ou à l'application de l'Accord d'exploitation, est soumis à l'arbitrage conformément

aux dispositions de l'annexe B de la Convention, s'il n'a pas été résolu autrement dans le délai d'un an à compter de la date à laquelle un Signataire ou EUTELSAT a notifié à l'autre partie au différend son intention de voir tel différend réglé à l'amiable.

b) Tout différend entre un Signataire et un Etat ou un organisme de télécommunications qui a cessé d'être Signataire, ou entre EUTELSAT et un Etat ou un organisme de télécommunications qui a cessé d' être Signataire, et qui surgit après que ledit Etat ou organisme de télécommunications a cessé d' être Signataire, s'il n'a pas été réglé autrement dans le délai d'un an à compter de la date à laquelle un Signataire ou EUTELSAT a notifié à l'autre partie son intention de voir un tel différend réglé à l'amiable, peut être soumis à l' arbitrage conformément aux dispositions de l'annexe B de la Convention, sous réserve que toutes les parties au différend consentent. Si un Etat ou un organisme de télécommunications cesse d'être Signataire après le commencement d' une procédure d' arbitrage à laquelle il est partie, ledit arbitrage se poursuit jusqu' à sa conclusion.

c) Tout différend relatif à l' interprétation ou à l'application d'accords ou de contrats qu'EUTELSAT a conclus avec un Signataire, est soumis aux dispositions sur le règlement des différends contenues dans lesdits accords et contrats. En l'absence de telles dispositions, un tel différend, s'il n'a pas été résolu autrement dans le délai d'un an à compter de la date à laquelle le Signataire ou EUTELSAT a notifié à l' autre partie son intention de voir un tel différend réglé à l'amiable, est soumis à l'arbitrage conformément aux dispositions de l'annexe B de la Convention.

d) Si, à la date d'entrée en vigueur de l'Accord d'exploitation, un arbitrage est en cours en vertu des dispositions de l'article 17 de l'Accord provisoire, les procédures prévues par lesdites dispositions continuent à s'appliquer en ce qui concerne ledit arbitrage jusqu'à sa conclusion, à moins que toutes les parties au différend n'en disposent autrement. Si EUTELSAT INTERIMAIRE est partie audit arbitrage, EUTELSAT se substitue à EUTELSAT INTERIMAIRE en tant que partie au différend.

ARTICLE 21

(Règlement financier lors du retrait)

a) Dans les trois mois qui suivent la date d'effet du retrait d'EUTELSAT d'un Signataire, en application de l' article XVIII de la Convention, le Conseil des Signataires notifie audit Signataire l'évaluation qu'il a établie de sa situation financière dans EUTELSAT à la date a laquelle le retrait prend effet ainsi que les modalités proposées pour le règlement prévu au paragraphe c) du présent article.

b) La notification prévue au paragraphe a) du présent article comprend un relevé:

i) de la somme à verser par EUTELSAT au Signataire, obtenue en multipliant la part d'investissement détenue par le Signataire à la date a laquelle le retrait prend effet, par un montant calculé à partir d'une évaluation effectuée conformément au paragraphe c) de l' article 7 de l'Accord d'exploitation à ladite date;

ii) des sommes à verser par le Signataire à EUTELSAT conformément a l' alinéa i) du paragraphe e) de l'article XVIII de la Convention, représentant sa quote part de contribution au capital au titre d'engagements contractuels expressément autorisés, soit avant la date de réception par le Directeur général de la notification de sa décision de retrait, soit, le cas échéant, avant la date à laquelle son retrait prend effet, accompagné d'un projet d'échéancier des paiements pour faire face auxdits engagements contractuels et responsabilités résultant d'actes ou d'omissions antérieurs à ladite date;

iii) de toute autres somme due à EUTELSAT par ledit Signataire a la date à laquelle le retrait prend effet.

c) Sous réserve du paiement par le Signataire de toute somme due aux termes des alinéas ii) et iii) du paragraphe b) du présent article, et compte tenu de l'article 9 de l'Accord d'exploitation, les sommes visées aux alinéas i) et du paragraphe b) précité doivent être remboursées au Sigantaire par EUTELSAT dans des délais du même ordre que ceux dans lesquels les autres Signataires sont remboursés de leurs contributions au capital, ou dans des délais plus courts si le Conseil des Signataires en décide ainsi. Le Conseil des Signataires fixe le taux d'intérêt à verser au Signataire ou par celui-ci, en ce qui concerne toute somme qui peut rester due à tout moment.

d) En évaluant les sommes visées aux paragraphes a) et b) du présent article, le Conseil des Signataires peut décider de dégager totalement ou partiellement le Signataire de son obligation de verser sa part des contributions au capital nécessaires pour faire face aux engagements contractuels expressément autorisés et aux responsabilités découlant d'actes ou d'omissions commis avant la réception par EUTELSAT de la notification de la décision de retrait.

e) A moins que le Conseil des Signataires n'en décide autrement, en vertu du paragraphe d) ci-dessus, aucune disposition du présent article n'a pour effet:

i) de libérer un Signataire visé au paragraphe a) du présent article de sa part de toute obligation non contractuelle d'EUTELSAT découlant d'actes ou d'omissions dans l'exécution de la Convention et de l'Accord d'exploitation, lorsque de telles obligations sont nées, en cas de retrait fondé sur le paragraphe a) de l'article XVIII de la Convention, préalablement à la réception par le Directeur général de la notification de la décision de retrait ou, en cas de retrait fondé sur les alinéas ii) ou iii) du paragraphe b) de l'article XVIII de la Convention, avant la date à laquelle le retrait prend effet;

ii) de priver ledit Signataire de droits acquis en sa qualité de Signataire, qu'il conserve, nonobstant son retrait, après la date à laquelle ce retrait prend effet et pour lequel il n'a pas encore recu de compensation en vertu des dispositions du présent article.

ARTICLE 22

(Amendements)

a) Tout Signataire ou l'Assemblée des parties peut présenter des amendements à l'Accord d'exploitation. Les proposition d'amendement sont transmises au Directeur général qui les communique dans les meilleurs délais à toutes les Parties et Signataires.

b) Le Conseil des Signataires examine toute proposition d'amendement lors de la session ordinaire qui suit la distribution de la proposition par le Directeur général ou lors d'une session extraordinaire antérieure, sous réserve que la proposition d'amendement soit communiquée par le Directeur général quatre-vingt-dix jours au moins avant la date d'ouverture de la session. Le Conseil des Signataires examine toutes les vues et recommendations concernant une proposition d'amendement qui lui sont transmises par une Partie ou l'Assemblée des Parties.

c) Le Conseil des Signataires prend une décision sur toute proposition d'amendement selon les règles de quorum et de vote prévues à l'article XI de la Convention. Il peut modifier toute proposition d'amendement communiquée conformément au paragraphe a) du présent article et prendre une décision sur toute proposition d'amendement qui n'a pas été communiquée en conformité avec ledit paragraphe mais qui résulte directement d'une proposition d'amendement.

d) Après avoir été approuvé par le Conseil des Signataires, l'amendement entre en vigueur quatre-vingt-dix jours après réception par le Dépositaire de la notification d'approbation de cet amendement par les deux tiers des Signataires qui, à la date d'approbation, avaient qualité de Signataires et représentaient au moins les deux tiers du total des parts d'investissement. Lorsqu'il entre en vigueur, l'amendement devient obligatoire pour tous les Signataires. La notification d'approbation d'un amendement par un Signataire est transmise au Dépositaire par la Partie qui a désigné le Signataire concerné. Ladite transmission vaut acceptation de l'amendement par la Partie.

e) Un amendement qui n'a pu entrer en vigueur, en application du paragraphe d) du présent article, dix-huit mois après la date de son approbation par le Conseil des Signataires, est réputé caduc.

ARTICLE 23

(Entrée en vigueur)

a) L'Accord d'exploitation entre en vigueur à l'égard d'un Signataire à la date à laquelle la Convention, conformément à l'article XXII de la Convention, entre en vigueur à l'égard de la Partie qui l'a désigné.

b) L'Accord d'exploitation est appliqué à titre provisoire à l'égard d'un Signataire au cours de toute période pendant laquelle la Convention, conformément au paragraphe d) de l'article XXII de la Convention, est appliquée à titre provisoire à l'égard de la Partie qui l'a désigné.

c) L'Accord d'exploitation reste en vigueur aussi longtemps que la Convention.

ARTICLE 24

(Dépositaire)

a) Le Dépositaire de la Convention est le Dépositaire de l'Accord d'exploitation.

b) Le Dépositaire envoie une copie certifiée conforme de l'Accord d'exploitation au Gouvernment de chacun des Etats ayant été invités à participer à la Conférence plénipotentiaire chargée d'établir le régime définitif régissant l'Organisation européenne de télécommunications par satellite «EUTELSAT» et au Gouvernement de tout autre Etat qui signe la Convention ou qui y adhère, ainsi qu'à chaque Signataire et à l'Union internationale des télécommunications:

c) Le Dépositaire informe au plus tôt tous les autres Etats qui ont signé la Convention ou qui y ont adhéré, tous les Signataires, ainsi que l'Union internationale des télécommunications:

i) de toute signature de l'Accord d'exploitations;

ii) de l'entrée en vigueur de l'Accord d'exploitation;

iii) du début et de la fin de toute application provisoire de l'Accord d'exploitation conformément au paragraphe b) de l'article 23 de l'Accord d'exploitation;

iv) de l'adoption de tout amendement à l'Accord d'exploitation et de son entrée en vigueur;

v) de tout avis de retrait;

vi) de tout autre avis ou communication ayant trait à l'Accord d'exploitation.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Accord d'exploitation.

OUVERT à la signature à Paris, ce quinzième jour du mois de juillet mil neuf cent quatre-vingt-deux, en langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui est déposé auprès du Dépositaire.

ANNEXE A

(Dispositions transitoires)

1. Préparatifs de la première réunion du Conseil des Signataires

a) Au cours de la période de soixante jours visée au paragraphe a) de l'article XXII de la Convention, le Secrétaire général d'EUTELSAT INTERIMAIRE prépare et convoque la première réunion du Conseil des Signataires.

b) Dans les trois jours qui suivent la date d'entrée en vigueur de l'Accord d'exploitation, le Secrétaire général d'EUTELSAT INTERIMAIRE informe tous les Signataires des dispositions prises en vue de la première réunion du Conseil des Signataires qui sera convoquée au plus tard trente jours après la date d'entrée en vigueur de l'Accord d'exploitation.

2. Transfert des comptes des Signataires

Chaque Signataire de l'Accord d'exploitation qui était signataire de l'Accord ECS voit porter au débit ou au crédit de son compte à EUTELSAT le montant net de toutes sommes dont, en application de l'Accord provisoire, ledit Signataire était débiteur ou créditeur envers EUTELSAT INTERIMAIRE, à la date d'entrée en vigueur de l'Accord d'exploitation.

3. Réajustements financiers entre Signataires

a) Conformément à l'article 3 de l'Accorde d'exploitation, tous les éléments d'acrif d'EUTELSAT INTERIMAIRE sont incorporés dans l'acrif d'EUTELSAT à la date d'entrée en vigueur de l'Accord d'exploitation. Ils sont censés avoir été dans la comptabilité d'EUTELSAT à la date à laquelle ils sont entrés dans celle d'EUTELSAT INTERIMAIRE et être amortis conformément aoux comptes d'EUTELSAT INTERIMAIRE.

b) Lors de l'entrée en vigueur de l'Accord d'exploitation, une évaluation de l'actif d'EUTELSAT est faite de la façon suivante:

i) le coût initial de tous les éléments d'actif est pris tel qu'il est inscrit dans les comptes d'EUTELSAT INTERIMAIRE à la date d'entrée en vigueur de l'Accord d'exploitation, y compris le capital porté en immobilisation ou les dépenses immobilisées;

ii) en premier lieu sont déduits dudit montant les amortissements cumilés inscrits dans les comptes d'EUTELSAT INTERIMAIRE à la date d'entrée en vigueur de l'Accord d'exploitation;

iii) puis est déduit le montant des sommes empruntées et autres sommes dues par EUTELSAT INTERIMAIRE à la date d'entrée en vigueur de l'Accord d'exploitation.

c) Lors de l'entrée en vigueur de l'Accord d'exploitation, des réajustements financiers sont effectués entre les Signataires, par l'intermédiaire d'EUTELSAT, sur la base de l'évaluation effectuée conformément à l'alinéa b) du présent paragraphe. Le montant desdits réajustements financiers est déterminé pour chaque Signataire, en appliquant à ladite évaluation:

i) pour chaque Signataire qui était signataire de l'Accord ECS, la différence éventuelle, entre sa part d'investissement initiale déterminée en application de l'article 6 et de l'annexe B de l'Accord d'exploitation et la quote - part de financement finale que ledit Signataire détenait en sa qualité de signataire de l'Accord ECS;

ii) pour chaque Signataire qui n'etait pas signataire de l'Accord ECS, sa part d'invstissement initiale déterminée en application de l'article 6 et de l'annexe B de l'Accord d'exploitation.

4. Rachat

a) Le lus tôt possible après la date d'entrée en vigueur de l'Accord d'exploitation, de Conseil des Signataires décide comment dédommager les signataires de l'Accord ECS à l'égard desquels l'Accord d'exploitation n'est pas entré en vigueur, ou n'est pas appliqué à titre provisoire.

b) La compensation accordée à un tel signataire de l'Accord ECS est décidée par le Conseil des Signataires et ne peut pas être supérieure au monant qui doit être fixé de la façon suivante:

i) le montant obtenu à partir de l'evaluation effectuée conformément à l'alinéa b) du paragraphe 3. de la présente annexe est multiplié par la quote - part de financemente que le signataire de l'Accord ECS détenait lors de l'entrée en vigueur de l'Accord d'exploitation;

ii) de ce résultat est soustraite toute somme due par ledit signataire à la date d'entrée en vigueur de l'Accord d'exploitation.

c) Aucune disposition du présente paragraphe n'a pour effet:

i) de libérer un signataire de l'Accord ECS visé à l'alinéa a) du présente paragraphe de sa part de toute obligation contractée collectivement par les signataires de l'Accord ECS ou pour leur compte à la suite d'actes ou l'omissions découlant de l'exécution de l'Accord provisoire et de l'Accord ECS avant la date d'entrée en vigueur de l'Accord d'exploitation;

ii) de priver un tel signataire de l'Accord ECS de tout droit qu'il a acquis en tant que signataire, que nonobstant son retrait il conserve apres l'expiration de l'Acord ECS et pour lequel le sibnataire n'a pas reçu de compensation en vertu des dispositions du présente paragraphe.

5. Compensation due aux Signataires dont les pays ne sont convenablement couverts par les systémes multiservices par satellite

Dès que possible après l'entrée en vigueur de l'Accord d'exploitation, le Conseil des Signataires décide comment poursuivre l'application des principes adoptés par EUTELSAT INTERIMAIRE pour la compensation relative à la première génération des systèmes multiservices par satellite.

ANNEXE B

(Parts d'investissement initiales)

1. La part d'investissement initiale d'un Signataire de l'un des Etats énumérés ci - dessous est équilavente à la quote - part de financement que le signataire de l'Accord ECS qui relevait de la juridiction dudit Etat, détenait à la date d'entrée en vigueur de la Convention. Sous réserve qu'il n'y ait pas de modification des quotes - parts de financement des signataires de l'Accord ECS avant l'entrée en vigueur de l'Accord d'exploitation, les parts d'invenstissement initiales des Signataires des Etats énumérés ci - dessous sont les suivantes:

ALLEMAGNE (Rép. féd. d'-)	10,82‰
AUTREICHE	1,97%
BELGIQUE	4,92%
CHYPRE	0,97%
DANEMARK	3,28%
ESPAGNE	4,64%
FINLANDE	2,73%
FRANCE	16,40%
GRECE	3,19%

IRLANDE	0,22%
ITALIE	11,48%
LUXEMBOURG	0,22%
NORVEGE	2,51%
PAYS-BAS	5,47%
PORTUGAL	3,06%
ROYAUME-UNI	16,40%
SUEDE	5,47
SUISSE	4,36%
TURQUIE	0,93%
YOUGOSLAVIE	0,96%

2. La part d'investissement initiale d'un Signataire qui n'est pas mentionné au paragraphe 1. de la présente annexe et qui signe l'Accord d'exploitation avant son entrée en vigueur, est fixée à 0,05 pour cent.

3. Lors de l'entrée en vigueur de l'Accord d'exploitation, et ultérieurement à sa date d'entrée en vigueur pour un nouveau Signataire, ou lors de la date d'effet de retrait d'un Signataire, les parts d'investissement des Signataires sont déterminées en réajustant proportionnellement les parts d'investissement initiales des Signataires afin que la somme de toutes les parts d'investissement totalise 100 pour cent mais que les parts d'investissement de 0,05 pour cent fixées en vertu des dispositions du paragraphe g) de l'article 6 de l'Accord d'exploitation ou du paragraphe 2. de la présente annexe ne soient pas modifiées.

4. La part d'investissement initiale de tout Signataire qui n'est pas mentionné au paragraphe 1. de la présente annexe et qui signe l'Accord d'exploitation après son entrée en vigueur, et la part d'investissement initiale de tout Signataire qui est mentionné au paragraphe 1. de la presente annexe et qui signe l'Accord d'exploitation plus de deux ans après son entrée en vigueur, sont déterminées par le Conseil des Signatairew en tenant compte de toutes les considérations pertinentes de nature économique, technique et d'exploitation affectant le Signataire potentiel, ainsi que la documentation fournie á la appui de la demande.

ΣΥΜΒΑΣΗ ΙΔΡΥΣΕΩΣ ΤΟΥ ΕΥΡΩΠΑΪΚΟΥ ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΥ ΔΟΡΥΦΟΡΙΚΩΝ ΤΗΛΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ «EUTELSAT»

Προοίμιο

Τα Κράτη Μέλη σ' αυτήν τη σύμβαση, υπογραμμίζοντας την σπουδαιότητα των τηλεπικοινωνιών με δορυφόρο για την ανάπτυξη των σχέσεων μεταξύ των λαών και των οικονομιών τους, καθώς επίσης τη θέλησή τους να ενισχύσουν τη συνεργασία τους στον τομέα αυτό,

Σημειώνοντας το γεγονός ότι ο Προσωρινός Ευρωπαϊκός Οργανισμός Τηλεπικοινωνιών μέσω Δορυφόρου «ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT» ιδρύθηκε με σκοπό να εκμεταλλεύεται διαστημικούς τομείς των ευρωπαϊκών συστημάτων τηλεπικοινωνιακών δορυφόρων,

Έχοντας υπόψη τις σχετικές διατάξεις της Συνθήκης για τις αρχές που διέπουν τις δραστηριότητες των Κρατών για την εξερεύνηση και χρήση του εξωατμοσφαιρικού διαστήματος, συμπεριλαμβανομένων της Σελήνης και των άλλων ουρανίων σωμάτων, που έγινε στο Λονδίνο, Μόσχα και Ουάσινγκτον στις 27 Ιανουαρίου 1967,

Επιθυμώντας να συνεχίσουν τη δημιουργία αυτή των συστημάτων τηλεπικοινωνιακών δορυφόρων τα οποία προορίζονται να αποτελέσουν μέρος ενός βελτιωμένου Ευρωπαϊκού τηλεπικοινωνιακού δικτύου, για την προσφορά σε όλα τα μετέχοντα Κράτη ευρύτερων τηλεπικοινωνιακών υπηρεσιών, χωρίς αμφισβήτηση των δικαιωμάτων και υποχρεώσεων των Κρατών που είναι μέρη της Συμφωνίας της σχετικής με το Διεθνή Οργανισμό Τηλεπ/νιών μέσω Δορυφόρου - INTELSAT που έγινε στην Ουάσιγκτον στις 20 Αυγούστου 1971, ή της Συμβάσεως του Διεθνούς Οργανισμού Ναυτιλιακών Δορυφόρων «INMARSAT» που έγινε στο Λονδίνο στις 3 Σεπτεμβρίου 1976,

Αποφασισμένα για αυτόν το σκοπό, και με χρήση της πιο κατάλληλης τεχνολογίας διαστημικών τηλεπικοινωνιών που είναι διαθέσιμη, να προσφέρουν τα πιο αποτελεσματικά και οικονομικά μέσα που είναι δυνατόν να συμβιβάζονται με την πιο αποτελεσματική και δίκαιη χρήση του φάσματος ραδιοσυχνοτήτων, καθώς και του τροχιακού διαστήματος

Συμφωνούν τα ακόλουθα:

Άρθρο I.

(Ορισμοί)

Για τους σκοπούς αυτής της Συμβάσεως ο όρος

(α) «Σύμβαση» σημαίνει τη Σύμβαση Ιδρύσεως του Ευρωπαϊκού Οργανισμού Δορυφορικών Τηλεπικοινωνιών «EUTELSAT», περιλαμβανομένου του Προοιμίου και των παραρτημάτων της, που άνοιξε για υπογραφή από τις Κυβερνήσεις στο Παρίσι, στις 15 Ιουλίου 1982,

(β) «Συμφωνία Εκμεταλλεύσεως» σημαίνει τη Συμφωνία Εκμεταλλεύσεως τη σχετική με τον Ευρωπαϊκό Οργανισμό δορυφορικών Τηλεπικοινωνιών «EUTELSAT», περιλαμβανομένου του προοϊμίου της και των παραρτημάτων της, που άνοιξε για υπογραφή στο Παρίσι στις 15 Ιουλίου 1982,

(γ) «Προσωρινή Συμφωνία» σημαίνει τη Συμφωνία τη σχετική με την ίδρυση του Προσωρινού Ευρωπαϊκού Οργανισμού Τηλεπικοινωνιών μέσω δορυφόρου «ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT» που έγινε στο Παρίσι στις 13 Μαΐου 1977 μεταξύ Διευθύνσεων ή αναγνωρισμένων ιδιωτικών φορέων και που κατατέθηκε στη Γαλλική Διεύθυνση,

(δ) «Συμφωνία ECS» σημαίνει τη Συμπληρωματική Συμφωνία της Προσωρινής Συμφωνίας, τη σχετική με το διαστημικό τομέα του δορυφορικού τηλεπικοινωνιακού συστήματος για τη σταθερή υπηρεσία (ECS), που έγινε στο Παρίσι στις 10 Μαρτίου 1978,

(ε) «Μέρος» σημαίνει Κράτος για το οποίο η Σύμβαση έχει αρχίσει να ισχύει ή έχει εφαρμοσθεί προσωρινά,

(στ) «Συμβαλλόμενος» σημαίνει τον Οργανισμό τηλεπικοινωνιών ή το Μέρος που υπέγραψε τη Συμφωνία Εκμεταλλεύσεως και για το οποίο αυτή έχει αρχίσει να ισχύει ή έχει εφαρμοσθεί προσωρινά,

(ζ) «Διαστημικός τομέας» σημαίνει ένα σύνολο τηλεπικοινωνιακών δορυφόρων και τα μέσα παρακολουθήσεως, τηλεμετρήσεως τηλεχειρισμού, ελέγχου, επιβλέψεως και άλλο συναφή εξοπλισμό για την επιχειρησιακή υποστήριξη των δορυφόρων αυτών,

(η) «Διαστημικός τομέας του EUTELSAT» σημαίνει το διαστημικό τομέα που ο EUTELSAT είναι ιδιοκτήτης ή μισθωτής του για τους αναφερομένους σκοπούς στις παραγράφους (α), (β), (γ) και (ε) του άρθρου (III) της Συμβάσεως,

(θ) «δορυφορικό τηλεπικοινωνιακό σύστημα» σημαίνει το σύνολο που απαρτίζεται από ένα διαστημικό τομέα και από τους επίγειους σταθμούς που έχουν πρόσβαση στο διαστημικό αυτόν τομέα,

(ι) «τηλεπικοινωνίες» σημαίνει κάθε μετάδοση, εκπομπή ή λήψη σημάτων, κειμένων, εικόνων, ήχων ή πληροφοριών κάθε φύσεως, ενσύρματα, ραδιοηλεκτρικά, οπτικά ή με άλλα ηλεκτρομαγνητικά συστήματα,

(κ) «δημόσιες υπηρεσίες τηλεπικοινωνιών» σημαίνει τις σταθερές ή κινητές υπηρεσίες τηλεπικοινωνιών που μπορούν να εξασφαλισθούν σε δορυφόρο και που είναι διαθέσιμες στο κοινό όπως η τηλεφωνία, η τηλεγραφία, η τηλετυπία, η τηλομοιοτυπία, η μεταβίβαση δεδομένων, VIDEOTEX, η μεταβίβαση προγραμμάτων ραδιοφωνίας και τηλεοράσεως μεταξύ επιγείων σταθμών των οποίων έχει εγκριθεί η πρόσβαση στο διαστημικό τομέα του EUTELSAT για την παραπέρα μεταβίβαση στο κοινό, οι μεταβιβάσεις «πολλαπλών υπηρεσιών» και τα μισθωμένα κυκλώματα που χρησιμοποιούνται από οποιαδήποτε από τις υπηρεσίες αυτές.

(λ) «εξειδικευμένες υπηρεσίες τηλεπικοινωνιών» σημαίνει τις υπηρεσίες τηλεπικοινωνιών, διαφορετικές από εκείνες που καθορίζονται στην παράγραφο (κ) του παρόντος άρθρου, που μπορούν να εξασφαλισθούν με δορυφόρο, συμπεριλαμβανομένων των υπηρεσιών ραδιοπλοηγήσεως, ραδιοφωνίας - τηλεοράσεως μέσω δορυφόρου, διαστημικής έρευνας, μετεωρολογίας και τηλεντοπισμού επιγείων πόρων, χωρίς ο κατάλογος αυτός να είναι περιοριστικός.

Άρθρο II.

(Ίδρυση του EUTELSAT)

(α) Με την παρούσα Σύμβαση τα Μέρη ιδρύουν τον Ευρωπαϊκό Οργανισμό Δορυφορικών Τηλεπικοινωνιών «EUTELSAT» ονομαζόμενο στη συνέχεια «EUTELSAT».

(β) Κάθε Μέρος ορίζει δημόσιο ή ιδιωτικό οργανισμό τηλεποικοινωνιών υποκείμενο στη δικαιοδοσία του να υπογράφει τη Συμφωνία Εκμεταλλεύσεως, εκτός εάν το Μέρος αυτό την υπογράφει το ίδιο.

(γ) Οι Διευθύνσεις και οι οργανισμοί τηλεπικοινωνιών μπορούν, με την επιφύλαξη του εφαρμοζομένου εθνικού δικαίου των να διαπραγματεύονται και να συνάπτουν απ' ευθείας συμφωνίες κινήσεως για τη χρήση των τηλεπικοινωνιακών μέσων που παρέχονται βάσει της Συμβάσεως και της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως, καθώς και για τις Υπηρεσίες που προορίζονται για το κοινό, τις εγκαταστάσεις, την κατανομή των εσόδων και τις σχετικές εμπορικές ρυθμίσεις.

(δ) Οι σχετικές διατάξεις του παραρτήματος (Α) της Συμβάσεως

έχουν σκοπό να εξασφαλίσουν τη συνέχεια μεταξύ των δραστηριοτήτων του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT και εκείνων του EUTELSAT.

Άρθρο III.

(Πεδίο δραστηριοτήτων του EUTELSAT)

(α) Η κύρια αποστολή του EUTELSAT είναι ο σχεδιασμός η ανάπτυξη, η κατασκευή η τοποθέτηση, η εκμετάλλευση, και η συντήρηση του διαστημικού τομέα του Ευρωπαϊκού συστήματος ή συστημάτων τηλεπικοινωνιακών δορυφόρων. Στο πλαίσιο αυτό, ο EUTELSAT έχει για πρώτο στόχο την παροχή του διαστημικού τομέα που χρειάζεται για τις δημόσιες διεθνείς τηλεπικοινωνιακές υπηρεσίες στην Ευρώπη.

(β) Ο διαστημικός τομέας του EUTELSAT είναι διαθέσιμος στην ίδια βάση με τις δημόσιες διεθνείς Τηλεπικοινωνιακές υπηρεσίες επίσης και για τις δημόσιες εθνικές τηλεπικοινωνιακές υπηρεσίες στην Ευρώπη, είτε ανάμεσα σε περιοχές διαχωρισμένες από περιοχές που δε βρίσκονται μέσα στη δικαιοδοσία του ίδιου Μέρους, είτε ανάμεσα σε περιοχές που βρίσκονται μέσα στη δικαιοδοσία του ίδιου Μέρους αλλά διαχωρίζονται από την ανοικτή θάλασσα.

(γ) Κατά το μέτρο που δε ζημιώνεται η δυνατότητα του EUTELSAT να πετύχει τον πρώτο στόχο του, ο διαστημικός τομέας του EUTELSAT μπορεί επίσης να προσφέρεται για άλλες δημόσιες εθνικές ή διεθνείς τηλεπικοινωνίες.

(δ) Κατά την άσκηση των δραστηριοτήτων του, ο EUTELSAT τηρεί την αρχήν της μη διακρίσεως μεταξύ των Συμβαλλομένων.

(ε) Ύστερα από αίτηση και με κατάλληλους όρους και προϋποθέσεις ο διαστημικός τομέας του EUTELSAT, ο υπάρχων ή υλοποιούμενος κατά τη στιγμή της αιτήσεως, μπορεί να χρησιμοποιηθεί επίσης στην Ευρώπη για εξειδικευμένες υπηρεσίες τηλεπικοινωνιών εθνικές ή διεθνείς όπως αυτές καθορίζονται στην παράγραφο (λ) του άρθρου (Ι) της Συμβάσεως, αλλά όχι για στρατιωτικούς σκοπούς, με τον όρο ότι:

(i) η παροχή των δημοσίων τηλεπικοινωνιακών υπηρεσιών δεν επηρεάζεται δυσμενώς

(ii) οι συμφωνημένες διατάξεις είναι αποδεκτές από τεχνική και οικονομική άποψη.

(στ) Ο EUTELSAT μπορεί, μετά από αίτηση και με κατάλληλους όρους, να παρέχει δορυφόρους και συναφή εξοπλισμό ξεχωριστούς απ' αυτούς του διαστημικού τομέα του EUTELSAT για:

(i) εθνικές δημόσιες υπηρεσίες τηλεπικοινωνιών,

(ii) διεθνείς δημόσιες υπηρεσίες τηλεπικοινωνιών,

(iii) εξειδικευμένες υπηρεσίες τηλεπικοινωνιών αλλά όχι για στρατιωτικούς σκοπούς,

με την προϋπόθεση ότι η αποτελεσματική και οικονομική εκμετάλλευση του διαστημικού τομέα του EUTELSAT σε καμία περίπτωση δεν επηρεάζεται δυσμενώς.

Ο EUTELSAT μπορεί να αναλάβει κάθε έρευνα και πειραματισμό σε τομείς που συνδέονται απ' ευθείας με τους στόχους του.

Άρθρο IV.

(Νομική Προσωπικότητα)

(α) Ο EUTELSAT έχει νομική προσωπικότητα

(β) Ο EUTELSAT έχει την πλήρη δικαιοπρακτική ικανότητα που απαιτείται για την άσκηση των αρμοδιοτήτων του και την επιτυχία των στόχων του και μπορεί ιδίως:

(i) να υπογράφει συμβόλαια,

(ii) να αποκτά, να μισθώνει, να κατέχει και να παραχωρεί αγαθά κινητά, και ακίνητα,

(iii) να συμμετέχει σε νομικές διαδικασίες,

(iv) να συνομολογεί συμφωνίες με Κράτη ή διεθνείς Οργανισμούς

Άρθρο V.

(Οικονομικές αρχές)

(α) Ο EUTELSAT είναι ιδιοκτήτης ή μισθωτής του διαστημικού τομέα του EUTELSAT και ιδιοκτήτης κάθε άλλου αγαθού που αποκτήθηκε από τον EUTELSAT. Οι Συμβαλλόμενοι έχουν την ευθύνη της χρηματοδότησης του EUTELSAT.

(β) Ο EUTELSAT λειτουργεί σε υγιή οικονομική και χρηματοδοτική βάση σύμφωνα με τις αποδεκτές εμπορικές αρχές.

(γ) Κάθε Συμβαλλόμενος έχει οικονομικό ενδιαφέρον στον EUTELSAT ανάλογο με τη μετοχή επενδύσεώς του και αυτή αντιστοιχεί στο ποσοστό του της ολικής χρήσεως του διαστημικού τομέα του EUTELSAT από όλους τους Συμβαλλόμενους, καθοριζόμενο σύμφωνα με τις διατάξεις της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως. Όμως, κανείς Συμβαλλόμενος, και αν ακόμα η χρήση από αυτόν του διαστημικού τομέα του EUTELSAT είναι μηδενική, δεν μπορεί να έχει μετοχή επενδύσεως χαμηλότερη από την ελάχιστη μετοχή επενδύσεως που καθορίζεται από τη Συμφωνία Εκμεταλλεύσεως.

(δ) Κάθε Συμβαλλόμενος συνεισφέρει στις ανάγκες σε κεφάλαιο του EUTELSAT και λαμβάνει επιστροφή του κεφαλαίου και αποζημίωση για τη χρήση του κεφαλαίου σύμφωνα με τη Συμφωνία Εκμεταλλεύσεως.

(ε) Όλοι οι χρήστες του διαστημικού τομέα του EUTELSAT πληρώνουν τέλη χρήσεως που καθορίζονται σύμφωνα με τις διατάξεις της Συμβάσεως και της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως.

(i) Για κάθε τύπο χρήσεως, τα τέλη χρήσεως είναι τα ίδια για όλους τους δημόσιους ή ιδιωτικούς οργανισμούς τηλεπικοινωνιών σε περιοχές που βρίσκονται στην δικαιοδοσία των Μερών, οι οποίοι ζητούν χωρητικότητα του διαστημικού τομέα γι' αυτόν τον τύπο χρήσεως.

(ii) Για τους τηλεπικοινωνικούς οργανισμούς δημόσιους ή ιδιωτικούς που εξουσιοδοτούνται να χρησιμοποιούν το διαστημικό τομέα του EUTELSAT σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου (16) της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως για περιοχές που δε βρίσκονται μέσα στη δικαιοδοσία ενός Μέρους, το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων μπορεί να ορίζει τέλη χρήσεως διαφορετικά από αυτά που αναφέρονται στην ανωτέρω υποπαράγραφο (i), αλλά τα ίδια τέλη χρήσεως θα ισχύουν στους Οργανισμούς αυτούς για τον ίδιο τύπο χρήσεως.

(στ) Οι δορυφόροι και ο συναφής εξοπλισμός που αναφέρονται στην παράγραφο (στ) του άρθρου (III) της Συμβάσεως μπορούν, με ομόφωνη απόφαση του Συμβουλίου των Συμβαλλομένων, να χρηματοδοτούνται από τον EUTELSAT. Διαφορετικά χρηματοδοτούνται από αυτούς που κάνουν αίτηση με όρους και προϋποθέσεις που ορίζονται από το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων ώστε να καλυφθούν τουλάχιστο όλες οι σχετικές επιβαρύνσεις του EUTELSAT, οι οποίες δε θεωρούνται ότι αποτελούν μέρος των αναγκών σε κεφάλαιο του EUTELSAT όπως καθορίζονται στην παράγραφο (β) του άρθρου (4) της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως. Οι δορυφόροι αυτοί και ο συναφής εξοπλισμός δεν αποτελούν μέρος του διαστημικού τομέα του EUTELSAT με την έννοια της παραγράφου (η) του άρθρου (Ι) της Συμβάσεως.

Άρθρο VI.

(Δομή του EUTELSAT)

Ο EUTELSAT έχει τα ακόλουθα όργανα:

(i) Τη Συνέλευση των Μερών,

(ii) το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων,

(iii) ένα εκτελεστικό όργανο που διευθύνεται από το Γενικό Δ/ντή.

(β) Κάθε όργανο ενεργεί στα όρια των αρμοδιοτήτων που του έχουν αποδοθεί από τη Σύμβαση ή από τη Συμφωνία Εκμεταλλεύσεως. Κανένα όργανο δεν ενεργεί με τρόπο που να παρεμποδίζει την άσκηση των αρμοδιοτήτων ενός άλλου οργάνου που του έχουν παραχωρηθεί από τη Σύμβαση ή από τη Συμφωνία Εκμεταλλεύσεως.

Άρθρο VII.

(Συνέλευση των Μερών - Σύνθεση και σύνοδοι)

(α) Η Συνέλευση των Μερών αποτελείται από όλα τα Μέρη.

(β) Ένα Μέρος μπορεί να αντιπροσωπεύεται από ένα άλλο Μέρος σε μία σύνοδο της Συνελεύσεως των Μερών, αλλά κανένα Μέρος δεν μπορεί να αντιπροσωπεύει περισσότερα από δύο άλλα Μέρη.

(γ) Η πρώτη τακτική σύνοδος της Συνελεύσεως των Μερών συγκαλείται από το Γενικό Διευθυντή μέσα σε ένα χρόνο από την ημερομηνία θέσεως σε ισχύ της Συμβάσεως. Οι τακτικές σύνοδοι συγκαλούνται στη συνέχεια κάθε δύο χρόνια, εκτός εάν η Συνέλευση των Μερών κατά τη διάρκεια μιας τακτικής συνόδου αποφασίσει ότι η επόμενη τακτική σύνοδος θα πραγματοποιηθεί σε διαφορετική προθεσμία.

(δ) Η Συνέλευση των Μερών μπορεί επίσης να συγκαλείται σε έκτακτες συνόδους μετά από αίτηση ενός ή περισσοτέρων Μερών, υποστηριζόμενη από το τρίτο τουλάχιστον των Μερών, ή μετά από αίτηση του Συμβουλίου των Συμβαλλομένων. Κάθε αίτηση έκτακτης συνόδου πρέπει να δικαιολογείται.

(ε) Κάθε Μέρος αναλαμβάνει τα έξοδα εκπροσωπήσεώς του κατά τις συνόδους της Συνελεύσεως των Μερών. Οι σχετικές δαπάνες των συνόδων της Συνελεύσεως των Μερών θεωρούνται διοικητικές δαπάνες του EUTELSAT κατά την εφαρμογή του άρθρου (9) της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως.

Άρθρο VIII.

(Συνέλευση των Μερών - Διαδικασία)

(α) Κάθε Μέρος διαθέτει μία ψήφο στη Συνέλευση των Μερών.

Τα Μέρη που απέχουν από την ψηφοφορία θεωρούνται ότι δεν εψήφισαν.

(β) Οι αποφάσεις που αναφέρονται σε θέματα ουσίας λαμβάνονται με θετική ψήφο τουλάχιστον των δύο τρίτων των παρόντων ή αντιπροσωπευομένων Μερών τα οποία ψηφίζουν. Ένα Μέρος που αντιπροσωπεύει ένα ή δύο άλλα Μέρη σε εφαρμογή της παραγράφου (β) του άρθρου (VII) της Συμβάσεως μπορεί να ψηφίσει χωριστά για κάθε Μέρος που αντιπροσωπεύει.

(γ) Οι αποφάσεις που αναφέρονται σε θέματα διαδικασίας λαμβάνονται με θετική ψήφο της απλής πλειοψηφίας των παρόντων Μερών που ψηφίζουν, από τα οποία κάθε ένα έχει μία ψήφο.

(δ) Για κάθε σύνοδο της Συνελεύσεως των Μερών η απαρτία αποτελείται από τους αντιπροσώπους της απλής πλειοψηφίας όλων των Μερών, με την προϋπόθεση ότι το τρίτο τουλάχιστον όλων των Μερών είναι παρόντα.

(ε) Η Συνέλευση εγκρίνει το δικό της εσωτερικό κανονισμό που πρέπει να είναι σύμφωνος με τις διατάξεις της Συμβάσεως και ο οποίος ιδίως προβλέπει:

(i) τον τρόπο εκλογής του Προέδρου και των άλλων αξιωματούχων,

(ii) τη διαδικασία συγκλήσεως των συνόδων,

(iii) τις σχετικές διατάξεις με την αντιπροσώπευση και την διαπίστευση,

(iv) τις διαδικασίες ψηφοφορίας.

Άρθρο IX.

(Συνέλευση των Μερών - Αρμοδιότητες)

α) Η Συνέλευση των Μερών, η οποία μπορεί να καταπιαστεί με όλα τα σχετικά θέματα του EUTELSAT που επηρεάζουν τα συμφέροντα των Μερών, ασκεί τις ακόλουθες αρμοδιότητες:

(i) Εξετάζει τη γενική πολιτική και τους μακροχρόνιους στόχους του EUTELSAT, οι οποίοι συμβιβάζονται με τις αρχές, τους στόχους και το πεδίο δραστηριότητας του EUTELSAT που προβλέπονται από τη Σύμβαση, και εκφράζει τις απόψεις της ή κάνει συστάσεις προς το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων,

(ii) προτείνει στο Συμβούλιο των Συμβαλλομένων, τα αναγκαία μέτρα για να προληφθεί η σύγκρουση των δραστηριοτήτων του EUTELSAT με κάθε γενική πολυμερή σύμβαση η οποία είναι σύμφωνη με τη Σύμβαση και στην οποία έχει προσχωρήσει τουλάχιστον η απλή πλειοψηφία των Μερών,

(iii) εγκρίνει με γενικούς κανόνες ή με ειδική απόφαση, μετά από σύσταση του Συμβουλίου:

(Α) τη χρήση του διαστημικού τομέα του EUTELSAT για εξειδικευμένες υπηρεσίες τηλεποικοινωνιών σύμφωνα με την παράγραφο (ε) του άρθρου (III) της Συμβάσεως,

(Β) την παροχή δορυφόρων και συναφούς εξοπλισμού από το διαστημικό τομέα του EUTELSAT για εξειδικευμένες τηλεποικοινωνιακές υπηρεσίες σύμφωνα με την υποπαράγραφο (iii) της παραγράφου (στ) του άρθρου (III) της Συμβάσεως,

(Γ) την παροχή δορυφόρων και συναφούς εξοπλισμού ξεχωριστών από το διαστημικό τομέα του EUTELSAT για δημόσιες τηλεπικοινωνιακές υπηρεσίες σύμφωνα με τις υποπαραγράφους (i) και (ii) της παραγράφου (στ) του άρθρου (III) της Συμβάσεως προς τις χώρες που δεν είναι Μέρη και προς κάθε οργανισμό μέσα στη δικαιοδοσία τους,

(iv) αποφασίζει για άλλες συστάσεις του Συμβουλίου των Συμβαλλομένων και εκφράζει τις απόψεις της στις εκθέσεις που της υποβάλλονται από το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων,

(v) εκφράζει σε εφαρμογή της παραγράφου (α) του άρθρου (XVI) της Συμβάσεως τις απόψεις της για την προβλεπόμενη δημιουργία, απόκτηση ή χρήση εξοπλισμού διαστημικού τομέα ξεχωριστού από αυτόν του διαστημικού τομέα EUTELSAT,

(vi) αποφασίζει στα θέματα που αφορούν στις επίσημες σχέσεις μεταξύ EUTELSAT και των Κρατών, είτε είναι Μέρη είτε όχι, ή των διεθνών οργανισμών, ειδικότερα εγκρίνει τη Συμφωνία της Έδρας την αναφερομένη στην παράγραφο (γ) του άρθρου (XVII) της Συμβάσεως,

(vii) εξετάζει τις διαμαρτυρίες που της υποβάλλονται από τα Μέρη,

(viii) αποφασίζει, κατά τις διατάξεις της παραγράφου (β) του άρθρου (XVIII) της Συμβάσεως για την αποχώρηση ενός Μέρους από τον EUTELSAT,

(ix) αποφασίζει για κάθε πρόταση τροποποιήσεως της Συμβάσεως σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου (XIX) της Συμβάσεως, λαμβανομένων υπόψη των απόψεων και συστάσεων του Συμβουλίου των Συμβαλλομένων, και σύμφωνα με το άρθρο (22) της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως προτείνει τροποποιήσεις στη Συμφωνία Εκμεταλλεύσεως και εκφράζει τις απόψεις της και κάνει συστάσεις για τροποποιήσεις της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως προτεινόμενες με άλλο τρόπο,

(x) αποφασίζει μετά από κάθε αίτηση για προσχώρηση που γίνεται σύμφωνα με την παράγραφο (ε) του άρθρου (XXIII) της Συμβάσεως.

(β) Η Συνέλευση των Μερών έχει κάθε αρμοδιότητα αναγκαία για την εκπλήρωση των σκοπού του EUTELSAT η οποία δεν έχει παραχωρηθεί ρητά σε κανένα άλλο όργανο από τη Σύμβαση.

(γ) Κατά την άσκηση των αρμοδιοτήτων της η Συνέλευση των Μερών λαμβάνει υπόψη όλες τις σχετικές συστάσεις του Συμβουλίου των Συμβαλλομένων.

Άρθρο X.

(Συμβούλιο Συμβαλλομένων - Σύνθεση)

(α) Το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων αποτελείται από Συμβούλους. Κάθε Συμβαλλόμενος αντιπροσωπεύεται στο Συμβούλιο των Συμβαλλομένων από ένα Σύμβουλο.

(β) Ένας Συμβαλλόμενος μπορεί να επιφορτίσει έναν άλλο Συμβαλλόμενο να τον αντιπροσωπεύσει σε μία σύνοδο του Συμβουλίου των Συμβαλλόμενων αλλά κανένας Σύμβουλος δεν μπορεί να αντιπροσωπεύσει περισσότερους από δύο άλλους Συμβαλλόμενους.

Άρθρο XI.

(Συμβούλιο Συμβαλλομένων - Διαδικασία)

(α) Κάθε Συμβαλλόμενος διαθέτει μία σταθμισμένη ψήφο που αντιστοιχεί προς τη μετοχή επενδύσεώς του με την επιφύλαξη της εφαρμογής των παραγράφων (β), (γ) και (δ) του παρόντος άρθρου. Οι Συμβαλλόμενοι που απέχουν από την ψηφοφορία θεωρούνται ότι δεν ψηφίζουν.

(β) Μέχρι τον πρώτο καθορισμό των μετοχών επενδύσεων με βάση τη χρήση σύμφωνα με την παράγραφο (δ) του άρθρου (6) της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως, η μετοχή επενδύσεως πάνω στην οποία βασίζεται η σταθμισμένη ψήφος ενός Συμβαλλομένου καθορίζεται σύμφωνα με το παράρτημα (Β) της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως. Μετά τον πρώτο καθορισμό των μετοχών επενδύσεων, με βάση τη χρήση η μετοχή επενδύσεως πάνω στην οποία βασίζεται η σταθμισμένη ψήφος ενός Συμβαλλομένου υπολογίζεται από τη χρήση του διαστημικού τομέα του EUTELSAT από αυτόν το Συμβαλλόμενο για τις διεθνείς και εθνικές δημόσιες υπηρεσίες τηλεπικοινωνιών με την επιφύλαξη των εξαιρέσεων που καθορίζονται στις παραγράφους (γ) και (δ) του παρόντος άρθρου.

(γ) Κανένας Συμβαλλόμενος δε διαθέτει περισσότερο από 20 στα εκατό του συνόλου των σταθμισμένων ψήφων του EUTELSAT. Όμως η εθελοντική αύξηση της μετοχής επενδύσεως που γίνεται από ένα Συμβαλλόμενο μέχρι τη θέση σε εκμετάλλευση της επεκτάσεως που προβλέπεται στην παράγραφο (δ) του άρθρου (4) της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως αυξάνει, κατά τη διάρκεια αυτής της περιόδου, τη σταθμισμένη ψήφο του Συμβαλλόμενου αυτού κατά μέγιστο 5 στα εκατό, ανεξάρτητα από το όριο του 20 στα εκατό που προβλέπει η παρούσα παράγραφος. Κατά το μέτρο που η σταθμισμένη ψήφος ενός Συμβαλλομένου ξεπερνά τη μέγιστη επιτρεπόμενη σταθμισμένη ψήφο, το πλεόνασμα κατανέμεται εξίσου μεταξύ των άλλων Συμβαλλομένων.

(δ) Για την εφαρμογή της παραγράφου (β) του παρόντος άρθρου, σε περίπτωση που σ' ένα Συμβαλλόμενο παραχωρείται μικρότερη ή μεγαλύτερη μετοχή επενδύσεως σύμφωνα με την παράγραφο (η) του άρθρου (6) της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως, η μείωση ή αύξηση εφαρμόζεται ανάλογα σε όλους τους τύπους χρήσεως.

(ε) Η σταθμισμένη ψήφος κάθε Συμβαλλομένου, που καθορίζεται στην ανωτέρω παράγραφο (α), υπολογίζεται από τον καθορισμό της μετοχής επενδύσεως σύμφωνα με το άρθρο (6) της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως. Κάθε νέος υπολογισμός της σταθμισμένης ψήφου αρχίζει να ισχύει από την ημερομηνία που έγινε νέος καθορισμός των μετοχών επενδύσεως σύμφωνα με την παράγραφο (ε) του άρθρου (6) της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως.

(στ) Σε κάθε σύνοδο του Συμβουλίου των Συμβαλλομένων η απαρτία αποτελείται είτε από τους Συμβούλους που αντιπροσωπεύουν την απλή πλειοψηφία των Συμβαλλομένων που έχουν το δικαίωμα ψήφου, με την προϋπόθεση ότι η πλειοψηφία αυτή διαθέτει τουλάχιστο τα δύο τρίτα του συνόλου των σταθμισμένων ψήφων όλων των Συμβαλλομένων που έχουν δικαίωμα ψήφου, είτε από τους Συμβούλους που αντιπροσωπεύουν το σύνολο των Συμβαλλομένων που έχουν δικαίωμα ψήφου μείον τρεις, ανεξάρτητα από τις σταθμισμένες ψήφους που αυτοί αντιπροσωπεύουν.

(ζ) Το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων προσπαθεί να λαμβάνει τις αποφάσεις του ομόφωνα. Σε αντίθετη περίπτωση οι αποφάσεις λαμβάνονται ω εξής:

(i) με την επιφύλαξη των ειδικών διατάξεων των υποπαραγράφων

(ii) και (iii) της παρούσας παραγράφου, κάθε απόφαση που αναφέρεται σε θέμα ουσίας λαμβάνεται:

είτε με θετική ψήφο των Συμβούλων που αντιπροσωπεύουν τουλάχιστο τέσσερες Συμβαλλομένους που διαθέτουν τουλάχιστο δύο τρίτα του συνόλου των σταθμισμένων ψήφων όλων των Συμβαλλομένων που

έχουν δικαίωμα ψήφου.

είτε με θετική ψήφο του συνόλου των Συμβαλλομένων, παρόντων ή αντιπροσωπευομένων, μείον τριών, ανεξάρτητα από τη σταθμισμένη ψήφο που αυτοί διαθέτουν.

(ii) αποφάσεις για προσαρμογή του ανωτάτου ορίου του κεφαλαίου η οποία θα ήταν αναγκαία για την επίτευξη των αναφερομένων σκοπών στις παραγράφους (α) και (β) του άρθρου (III) της Συμβάσεως λαμβάνονται με θετική ψήφο τουλάχιστο της απλής πλειοψηφίας των παρόντων ή αντιπροσωπευομένων Συμβαλλομένων, οι οποίοι διαθέτουν τουλάχιστο τα δύο τρίτα του συνόλου των σταθμισμένων ψήφων,

(iii) αποφάσεις για προσαρμογή του ανωτάτου ορίου κεφαλαίου η οποία θα ήταν αναγκαία για την ανάληψη νέων προγραμμάτων που επισύρουν επενδύσεις κεφαλαίων για την ικανοποίηση σκοπών πλην εκείνων που καθορίζονται στις παραγράφους (α) και (β) του άρθρου (III) της Συμβάσεως λαμβάνονται με θετική ψήφο τουλάχιστο των δύο τρίτων των παρόντων η αντιπροσωπευομένων Συμβαλλομένων οι οποίοι διαθέτουν τουλάχιστο τα δύο τρίτα του συνόλου των σταθμισμένων ψήφων,

(iv) αποφάσεις για θέμα διαδικασίας λαμβάνονται με τη θετική ψήφο της απλής πλειοψηφίας των παρόντων Συμβούλων που ψηφίζουν και που καθένας διαθέτει μία ψήφο.

ν) εκτός των περιπτώσεων που οι αποφάσεις λαμβάνονται σύμφωνα με την υποπαράγραφο (iv) της παρούσας παραγράφου, ένας Σύμβουλος που αντιπροσωπεύει έναν ή δύο άλλους Συμβαλλομένους σύμφωνα με την παράγραφο (β) του άρθρου (X) της Συμβάσεως μπορεί να ψηφίσει χωριστά για κάθε Συμβαλλόμενο που αντιπροσωπεύει.

(η) Το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων εγκρίνει τον εσωτερικό του Κανονισμό που πρέπει να είναι σύμφωνος με τις διατάξεις της Συμβάσεως και ο οποίος ιδίως περιέχει διατάξεις για:

ι) την εκλογή του Προέδρου του και των άλλων αξιωματούχων,

ιι) τη σύγκληση των συνόδων,

ιιι) την αντιπροσώπευση και τη διαπίστευση,

ιν) τις διαδικασίες ψηφοφορίας.

(θ) Το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων μπορεί να συγκροτήσει Συμβουλευτικές Επιτροπές για βοήθεια στην άσκηση των αρμοδιοτήτων του.

(ι) Η πρώτη σύνοδος του Συμβουλίου των Συμβαλλομένων συγκαλείται σύμφωνα με την παράγραφο (1) του παραρτήματος (Α) της συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως. Το Συμβούλιο συνεδριάζει στη συνέχεια τόσες φορές όσες είναι απαραίτητο· αλλά τουλάχιστο τρεις φορές το χρόνο.

Άρθρο XII.

(Συμβούλιο Συμβαλλομένων - Αρμοδιότητες)

(α) Το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων επιφορτίζεται με την ευθύνη για το σχεδιασμό, την ανάπτυξη, την κατασκευή, την τοποθέτηση, την απόκτηση με αγορά ή μίσθωση, την εκμετάλλευση και τη συντήρηση του διαστημικού τομέα του EUTELSAT και για όλες τις άλλες δραστηριότητες που ο EUTELSAT δικαιούται να αναλάβει.

(β) Το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων ασκεί τις αναγκαίες αρμοδιότητες για την εκπλήρωση των υποχρεώσεων που του έχουν ανατεθεί βάσει της παραγράφου (α) του παρόντος άρθρου και ειδικότερα μεταξύ άλλων:

(i) υιοθετεί την πολιτική, τα σχέδια, τα προγράμματα, τις διαδικασίες για το σχεδιασμό, την ανάπτυξη, την κατασκευή, την τοποθέτηση, την απόκτηση, την εκμετάλλευση και τη συντήρηση του διαστημικού τομέα του EUTELSAT και για όλες τις άλλες δραστηριότητες που ο EUTELSAT δικαιούται να αναλάβει,

(ii) υιοθετεί τις διαδικασίες και τους κανονισμούς προμηθειών, τους όρους και προϋποθέσεις των συμβολαίων και επίσης εγκρίνει τα συμβόλαια προμηθειών,

(iii) υιοθετεί και εφαρμόζει ρυθμίσεις σχετικές με τη διαχείριση βάσει των οποίων, όταν αυτό παρουσιάζει πλεονεκτήματα για τον EUTELSAT, ο Γενικός Διευθυντής υπογράφει συμβόλαια σχετικά με έργα τεχνικά και εκμεταλλεύσεως ή με κάθε άλλη δραστηριότητα,

(iv) υιοθετεί τις γενικές αρχές και τις διαδικασίες που διέπουν την απόκτηση, την προστασία και την έκδοση αδειών εκμεταλλεύσεως των δικαιωμάτων πνευματικής ιδιοκτησίας σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου (18) της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως,

(v) υιοθετεί οικονομικούς κανονισμούς και πολιτική, εγκρίνει τον προϋπολογισμό και τον ετήσιο ισολογισμό και απολογισμό όπως επίσης και τους γενικούς κανόνες και τις ειδικές αποφάσεις τις σχετικές με τον περιοδικό καθορισμό χρεώσεως για τη χρήση του διαστημικού τομέα του EUTELSAT, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου (V) της Συμβάσεως και του άρθρου (8) της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως και παίρνει αποφάσεις που αφορούν όλα τα άλλα οικονομικά θέματα σύμφωνα με τις διατάξεις της Συμβάσεως και της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως,

(vi) υιοθετεί τα κριτήρια και τις διαδικασίες για την έγκριση των τυποποιημένων επιγείων σταθμών που πρόκειται να έχουν πρόσβαση στο διαστημικό τομέα του EUTELSAT, για την επαλήθευση και έλεγχο των χαρακτηριστικών λειτουργίας των επιγείων αυτών σταθμών και για το συντονισμό της προσβάσεως στο διαστημικό τομέα του EUTELSAT και της χρήσεως του διαστημικού τομέα του EUTELSAT από τους επίγειους αυτούς σταθμούς,

(vii) εγκρίνει τους μη τυποποιημένους επίγειους σταθμούς που πρόκειται να έχουν πρόσβαση στο διαστημικό τομέα του EUTELSAT,

(viii) υιοθετεί τους όρους και τις προϋποθέσεις που διέπουν την εκχώρηση της χωρητικότητας του διαστημικού τομέα του EUTELSAT,

(ix) καθορίζει τους όρους και τις προϋποθέσεις προσβάσεως στο διαστημικό τομέα του EUTELSAT των τηλεπικοινωνιακών οργανισμών που δεν είναι στη δικαιοδοσία ενός Μέρους, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου (III) της Συμβάσεως,

(x) αποφασίζει για συμφωνίες ακάλυπτων αναλήψεων και δανείων σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου (11) της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως,

(xi) καθορίζει γενικούς εσωτερικούς κανόνες και παίρνει αποφάσεις που σύμφωνα με τον Κανονισμό Ραδιοεπικοινωνιών της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών τους σχετικούς με τη διαχείριση του φάσματος ραδιοηλεκτρικών συχνοτήτων και την αποτελεσματική και οικονομική χρήση του τροχιακού διαστήματος, επιτρέπουν να εξασφαλισθεί ότι η εκμετάλλευση του διαστημικού τομέα του EUTELSAT, ή άλλων δορυφόρων και συναφούς εξοπλισμού που παρέχονται από τον EUTELSAT σύμφωνα με την παράγραφο (στ) του άρθρου (III) της Συμβάσεως, γίνεται με τρόπο συμβιβαστό προς αυτούς τους Κανονισμούς Ραδιοεπικοινωνιών,

(xii) υποβάλλει στη Συνέλευση των Μερών κάθε σύσταση σχετική με τις εγκρίσεις τις προβλεπόμενες στην υποπαράγραφο (iii) της παραγράφου (α) του Άρθρου (IX) της Συμβάσεως,

(xiii) εκφράζει τη γνώμη του στη Συνέλευση των Μερών σε εφαρμογή της παραγράφου (α) του άρθρου (XVI) της Συμβάσεως για τα προγράμματα δημιουργίας, αποκτήσεως ή χρήσεως εξοπλισμού διαστημικού τομέα ξεχωριστού από εκείνο του διαστημικού τομέα του EUTELSAT,

(xiv) καθορίζει τους γενικούς εσωτερικούς κανόνες και λαμβάνει αποφάσεις για το συντονισμό του διαστημικού τομέα του EUTELSAT με τους διαστημικούς τομείς INTELSAT και INMARSAT σύμφωνα με τις διατάξεις των σχετικών συμφωνιών των οργανισμών αυτών.

(xv) κάνει τις απαιτούμενες ενέργειες για τις αποχωρήσεις και τις αναστολές σύμφωνα με το άρθρο (XVIII) της Συμβάσεως και το άρθρο (21) της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως,

(xvi) διορίζει το Γενικό Διευθυντή και τον απαλλάσει από τα καθήκοντά του, καθορίζει, μετά από σύσταση του Γενικού Διευθυντή, τον αριθμό, την εργασιακή σχέση και τους όρους απασχολήσεως όλου του προσωπικού του εκτελεστικού οργάνου, σύμφωνα με την παράγραφο (ε) του άρθρου (XIII) της Συμβάσεως και εγκρίνει το διορισμό από το Γενικό Διευθυντή των ανωτέρων υπαλλήλων που υπάγονται απ' ευθείας σ' αυτόν,

(xvii) διορίζει ανώτερο υπάλληλο του εκτελεστικού οργάνου που ενεργεί προσωρινά με την ιδιότητα του Γενικού Διευθυντή όταν ο Γενικός Διευθυντής απουσιάζει ή αδυνατεί να ασκήσει τα καθήκοντά του, ή όταν η θέση του Γενικού Διευθυντή κενούται,

(xviii) διευθύνει τις διαπραγματεύσεις με το Μέρος στου οποίου το έδαφος βρίσκεται η έδρα του EUTELSAT τις σχετικές με τη Συμφωνία Έδρας που αφορά προνόμια, απαλλαγές και ασυλίες που προβλέπονται στην παράγραφος (γ) του άρθρου (XVII) της Συμβάσεως και υποβάλλει τη Συμφωνία αυτή για έγκριση, στη Συνέλευση των Μερών,

(xix) υποβάλλει στη Συνέλευση των Μερών περιοδικές εκθέσεις για τις δραστηριότητες του EUTELSAT,

(xx) παρέχει κάθε ζητούμενη πληροφορία από ένα Μέρος ή Συμβαλλόμενο για να του επιτρέψει να εκπληρώσει τις υποχρεώσεις του βάσει, της Συμβάσεως ή της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως.

(xxi) διορίζει το διαιτητή του EUTELSAT όταν αυτός συμμετέχει σε διαιτησία,

(xxii) εκφράζει τις απόψεις του και κάνει συστάσεις προς τη Συνέλευση των Μερών σχετικά με τις προτεινόμενες τροποποιήσεις της Συμβάσεως σύμφωνα με την παράγραφο (α) του άρθρου (XIX) της Συμβάσεως.

(xxiii) λαμβάνει αποφάσεις, σύμφωνα με το άρθρο (22) της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως για τις προτεινόμενες τροποποιήσεις στη Συμφωνία Εκμεταλλεύσεως που είναι συμβιβαστές με τη Σύμβαση.

(xxiv) εξετάζει τις αιτήσεις προσχωρήσεως και διατυπώνει συστάσεις στη Συνέλευση των Μερών σύμφωνα με την παράγραφο (δ) του άρθρου (XXIII) της Συμβάσεως.

(γ) Κατά την άσκηση των καθηκόντων του το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων λαμβάνει σοβαρά υπόψη τις συστάσεις και τις απόψεις που του απευθύνει η Συνέλευση των Μερών σε εφαρμογή του άρθρου (IX) της Συμβάσεως.

Άρθρο XIII.

(Εκτελεστικό Όργανο)

(α) Το εκτελεστικό όργανο διευθύνεται από ένα Γενικό Διευθυντή διορισμένο από το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων, με την επιφύλαξη της αποδοχής από τα Μέρη. Ο Θεματοφύλακας γνωστοποιεί αμέσως στα Μέρη το διορισμό του Γενικού Διευθυντή. Ο διορισμός επικυρώνεται, εκτός εάν περισσότερα από το ένα τρίτο των Μερών πληροφορήσουν γραπτά το Θεματοφύλακα ότι διαφωνούν μέσα σε διάστημα εξήντα ημερών από την ημερομηνία γνωστοποιήσεως. Ο Γενικός Διευθυντής αναλαμβάνει τα καθήκοντα του αμέσως μετά το διορισμό του κατά την ημερομηνία που καθόρισε το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων με την επιφύλαξη επικυρώσεως του διορισμού του.

(β) Η θητεία του Γενικού Διευθυντή είναι έξη χρόνια, εκτός εάν το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων αποφασίσει διαφορετικά.

(γ) Το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων μπορεί να απαλλάξει από τα καθήκοντά του το Γενικό Διευθυντή με αιτιολογημένη απόφαση πριν από το τέλος της θητείας του και αναφέρει στη Συνέλευση των Μερών τις αιτίες για την απαλλαγή.

(δ) Ο Γενικός Διευθυντής είναι ο ανώτατος υπάλληλος και ο νόμιμος εκπρόσωπος του EUTELSAT. Ενεργεί με την εντολή του Συμβουλίου των Συμβαλλομένων και είναι αμέσως υπεύθυνος προς αυτό για την εκτέλεση όλων των καθηκόντων που έχουν ανατεθεί στο εκτελεστικό όργανο.

(ε) Ο Γενικός Διευθυντής υποβάλλει για έγκριση στο Συμβούλιο των Συμβαλλομένων τις προτάσεις του τις σχετικές με τη δομή και τη στάθμη του προσωπικού του εκτελεστικού οργάνου και με τις συνθήκες εργασίας του, καθώς επίσης και με τους όρους απασχολήσεως εμπειρογνωμόνων και άλλων συμβούλων που έχει προσλάβει.

(στ) Ο Γενικός Διευθυντής έχει το δικαίωμα να διορίζει όλο το προσωπικό του εκτελεστικού οργάνου. Ο διορισμός των ανωτέρων υπαλλήλων που είναι άμεσοι υφιστάμενοι, του Γενικού Διευθυντή σε κάθε περίπτωση εγκρίνεται από το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων, σύμφωνα με την υποπαράγραφο (xvi) της παραγράφου (β) του άρθρου (XII) της Συμβάσεως.

(ζ) Σε περίπτωση χηρείας της θέσεως του Γενικού Διευθυντή ή όταν αυτός απουσιάζει ή αδυνατεί να ασκήσει τα καθήκοντα του ο προσωρινός αναπληρωτής Γενικός Διευθυντής, ο διορισμένος σύμφωνα με την υποπαράγραφο (xvii) της παραγράφου (β) του άρθρου (XII) της Συμβάσεως, έχει το δικαίωμα να ασκεί τις εξουσίες του Γενικού Διευθυντή βάσει της Συμβάσεως και της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως.

(η) Το κριτήριο που προέχει στο διορισμό του Γενικού Διευθυντή και των άλλων υπαλλήλων του εκτελεστικού οργάνου είναι η ανάγκη να εξασφαλισθούν τα ανώτατα επίπεδα ακεραιότητας, καταλληλότητας και αποδοτικότητας.

(θ) Ο Γενικός Διευθυντής και το προσωπικό του εκτελεστικού οργάνου απέχει από κάθε πράξη ασυμβίβαστη με τις υποχρεώσεις τους προς τον EUTELSAT.

Άρθρο XIV

(Προμήθειες)

(α) Η πολιτική προμηθειών του EUTELSAT είναι τέτοια ώστε να ενθαρρύνει. για το συμφέρον του Οργανισμού, των Μερών και των Συμβαλλομένων του, τον ευρύτερο δυνατό ανταγωνισμό για την προμήθεια αγαθών και υπηρεσιών και εφαρμόζεται σύμφωνα με τις διατάξεις των άρθρων (17) και (18) της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως.

(β) Εκτός από τις περιπτώσεις που προβλέπονται στο άρθρο (17) της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως, η αγορά αγαθών και υπηρεσιών για τον EUTELSAT γίνεται με την κατακύρωση συμβολαίων μετά από διεθνείς δημόσιους διαγωνισμούς.

(γ) Τα συμβόλαια αυτά κατακυρώνονται προς το συμφέρον του EUTELSAT στους προμηθευτές που προσφέρουν τον καλύτερο συνδυασμό ποιότητας. τιμής, χρόνου παραδόσεως και άλλων κριτηρίων σημαντικών για τον EUTELSAT. Εξυπακούεται ότι, εάν περισσότερες προσφορές παρουσιάζουν ένα συνδυασμό συγκρίσιμο των ανωτέρω αναφερομένων κριτηρίων, τα συμβόλαια κατακυρώνονται αφού ληφθούν κατάλληλα υπόψη τα γενικά και βιομηχανικά συμφέροντα των Μερών.

Άρθρο XV.

(Δικαιώματα και υποχρεώσεις)

(α) Τα Μέρη και οι Συμβαλλόμενοι ασκούν τα δικαιώματά τους και εκπληρώνουν τις υποχρεώσεις τους που απορρέουν από τη Σύμβαση με τρόπο πλήρως συμβιβαστό προς τις αρχές και τις διατάξεις της Συμβάσεως και έτσι ώστε να τις προάγουν.

(β) Όλα τα Μέρη και όλοι οι Συμβαλλόμενοι μπορούν να παρευρίσκονται και να συμμετέχουν σε όλες τις διασκέψεις και συνόδους στις οποίες έχουν το δικαίωμα να εκπροσωπούνται βάσει των διατάξεων της Συμβάσεως ή της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως, καθώς και σε οποιαδήποτε άλλη σύνοδο που συγκαλείται ή γίνεται κάτω από την αιγίδα του EUTELSAT σύμφωνα με τις ρυθμίσεις που θα κάνει ο EUTELSAT για τέτοιες συνόδους, ανεξάρτητα από τον τόπο όπου γίνονται.

(γ) Προτού γίνει οποιαδήποτε τέτοια διάσκεψη ή σύνοδος έξω από τη χώρα όπου έχει εγκατασταθεί η έδρα του EUTELSAT, το εκτελεστικό όργανο εξασφαλίζει ότι οι ρυθμίσεις με το Μέρος ή το Συμβαλλόμενο που τη φιλοξενεί περιλαμβάνουν, για κάθε τέτοια διάσκεψη ή σύνοδο, πρόβλεψη για την υποδοχή και την παραμονή στη φιλοξενούσα χώρα κατά τη διάρκεια τέτοιων διασκέψεων όλων των Μερών ή των Συμβαλλομένων που έχουν το δικαίωμα να παρευρίσκονται.

(δ) Αν είναι αναγκαίο, όλα τα Μέρη παίρνουν μέτρα μέσα στη δικαιοδοσία τους για να εμποδίσουν τη χρήση επίγειων σταθμών σε σύνδεση με το διαστημικό τομέα EUTELSAT, όταν αυτοί δε συμμορφώνονται με το άρθρο (15) της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως.

Άρθρο XVI.

(Άλλοι διαστημικοί τομείς)

(α) Κάθε Μέρος ή Συμβαλλόμενος που σκοπεύει, ή μαθαίνει ότι οποιοδήποτε πρόσωπο μέσα στη δικαιοδοσία αυτού του Μέρους σκοπεύει, ατομικά ή συνεταιρικά, να δημιουργήσει, να αποκτήσει ή να χρησιμοποιήσει εξοπλισμό διαστημικού τομέα ξεχωριστό από το διαστημικό τομέα EUTELSAT για να ικανοποιήσει τις ανάγκες διεθνών δημόσιων υπηρεσιών τηλεπικοινωνιών μέσα στην περιοχή που εξυπηρετεί ο διαστημικό τομέας EUTELSAT για να ικανοποιήσει τις ανάγκες διεθνών δημόσιων υπηρεσιών τηλεπικοινωνιών μέσα στην περιοχή που εξυπηρετεί ο διαστημικός τομέας EUTELSAT και να προσφέρει υπηρεσίες σύμφωνα με τις παραγράφους (α) και (β) του άρθρου (III) της Συμβάσεως παρέχει, πριν από τη δημιουργία, απόκτηση ή χρήση, όλες τις σχετικές πληροφορίες στη Συνέλευση των Μερών μέσω του Συμβουλίου των Συμβαλλομένων, το οποίο πιστοποιεί αν είναι πιθανή μια σημαντική οικονομική ζημία του EUTELSAT. Το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων υποβάλλει την έκθεσή του και τα συμπεράσματά του στη Συνέλευση των Μερών.

Η Συνέλευση των Μερών εκφράζει τις απόψεις της μέσα σε έξη μήνες από την έναρξη της προαναφερόμενης διαδικασίας. Για το σκοπό αυτό μπορεί να συγκληθεί μια έκτακτη σύνοδος της Συνελεύσεως των Μερών.

(β) Το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων συντάσσει και υποβάλλει στη Συνέλευση των Μερών κατά προτεραιότητα τις κατευθυντήριες αρχές που πρέπει να σέβεται κάθε Μέρος ή Συμβαλλόμενος που σκοπεύει, ή μαθαίνει ότι ένα πρόσωπο μέσα στη δικαιοδοσία του Μέρους σκοπεύει, ατομικά ή συνεταιρικά, να δημιουργήσει εξοπλισμό διαστημικού τομέα ξεχωριστό από το διαστημικό τομέα EUTELSAT για να ικανοποιήσει τις ανάγκες εθνικών ή διεθνών δημόσιων ή εξειδικευμένων υπηρεσιών τηλεπικοινωνιών, ώστε, να εξασφαλίζεται η τεχνική συμβατότητα αυτού του ξεχωριστού εξοπλισμού και της εκμεταλλεύσεώς του με τη χρήση του φάσματος ραδιοσυχνοτήτων και του τροχιακού διαστήματος από έναν υπαρκτό ή σχεδιαζόμενο διαστημικό τομέα του EUTELSAT.

(γ) Αυτό το άρθρο δεν εφαρμόζεται κατά τη δημιουργία, απόκτηση ή χρήση εξοπλισμού διαστημικού τομέα ξεχωριστού από αυτόν του διαστημικού τομέα EUTELSAT.

(i) ο οποίος αποτελεί μέρος ή πρόκειται να αποτελέσει μέρος του διαστημικού τομέα INTELSAT ή του διαστημικού τομέα EUTELSAT,

(ii) ο οποίος δημιουργείται μόνο για σκοπούς εθνικής ασφάλειας.

Άρθρο XVII.

(Έδρα του EUTELSAT, προνόμια, απαλλαγές, ασυλίες)

(α) Η έδρα του EUTELSAT είναι το Παρίσι.

(β) Μέσα στο πεδίο των δραστηριοτήτων που προβλέπονται από τη Σύμβαση, ο EUTELSAT και η περιουσία του απαλλάσεται στο έδαφος

όλων των Μερών από τη φορολογία εισοδήματος και την άμεση φορολογία περιουσίας και από τελεωνειακούς δασμούς πάνω στους δορυφόρους επικοινωνιών και τα συστατικά μέρη των και πάνω σε κάθε εξοπλισμό που προορίζεται για χρήση στο διαστημικό τομέα EUTELSAT.

(γ) Κάθε Μέρος παραχωρεί, σύμφωνα με το Πρωτόκολλο που αναφέρεται στην παράγραφο αυτή, τα αρμόζοντα προνόμια, απαλλαγές και ασυλίες στον EUTELSAT, στους ανώτερους υπαλλήλους του και σ' αυτές τις κατηγορίες των υπαλλήλων του που προσδιορίζονται στο Πρωτόκολλο αυτό, στα Μέρη και στους εκπροσώπους των Μερών, στους Συμβαλλομένους και στους εκπροσώπους των Συμβαλλομένων και σε πρόσωπα που μετέχουν σε διαδικασίες διαιτησίας. Κάθε Μέρος παραχωρεί σ' αυτά τα άτομα ιδίως ασυλία από νομικές διαδικασίες σε σχέση με πράξεις που έγιναν ή λέξεις που γράφτηκαν ή ειπώθηκαν κατά την άσκηση των αρμοδιοτήτων των και μέσα στα όρια των καθηκόντων τους, σε έκταση και στις περιπτώσεις που θα προβλεφθούν από το Πρωτόκολλο που αναφέρεται σ' αυτή την παράγραφο. Το Μέρος στου οποίου το έδαφος βρίσκεται η έδρα του EUTELSAT συνάπτει με τον EUTELSAT, όσο το δυνατό νωρίτερα, μια Συμφωνία Έδρας που καλύπτει προνόμια, απαλλαγές και ασυλίες.

Η Συμφωνία Έδρας θα περιλαμβάνει διάταξη κατά την οποία όλοι οι Συμβαλλόμενοι όταν ενεργούν με την ιδιότητά τους αυτή, εκτός από το Συμβαλλόμενο που ορίσθηκε από το Μέρος στου οποίου το έδαφος βρίσκεται η έδρα του EUTELSAT, απαλλάσονται από φορολογία του εισοδήματος που έχουν από τον EUTELSAT στο έδαφος του Μέρους αυτού. Τα άλλα Μέρη επίσης συνάπτουν, όσο το δυνατόν νωρίτερα, ένα Πρωτόκολλο που καλύπτει προνόμια, απαλλαγές και ασυλίες. Η Συμφωνία Έδρας και το Πρωτόκολλο προβλέπουν τις προϋποθέσεις εκπνοής του καθενός και είναι ανεξάρτητα από τη Σύμβαση.

Άρθρο XVIII.

(Αποχώρηση και αναστολή)

(α) (i) Κάθε Μέρος ή Συμβαλλόμενος μπορεί να αποχωρήσει εθελοντικά από τον EUTELSAT οποτεδήποτε.

(ii) Ένα Μέρος ανακοινώνει γραπτά στο Θεματοφύλακα την απόφασή του να αποχωρήσει. Όταν ένα Μέρος αποχωρεί από τον EUTELSAT τότε όποιος Συμβαλλόμενος ορίσθηκε από το Μέρος αυτό σύμφωνα με την παράγραφο (β) του άρθρου (II) της Συμβάσεως θεωρείται ότι έχει αποχωρήσει από τη Συμφωνία Εκμεταλλεύσεως με ισχύ από την ημερομηνία ισχύος της αποχωρήσεως του Μέρους.

(iii) Η απόφαση ενός Συμβαλλομένου να αποχωρήσει ανακοινώνεται γραπτά προς το Γενικό Διευθυντή από το Μέρος που όρισε αυτό το Συμβαλλόμενο και η ανακοίνωση σημαίνει την αποδοχή από το Μέρος της αποφάσεως του Συμβαλλομένου να αποχωρήσει. Όταν ένας Συμβαλλόμενος αποχωρεί από τον EUTELSAT, το Μέρος που όρισε το Συμβαλλόμενο αυτό αναλαμβάνει το ίδιο την ιδιότητα Συμβαλλομένου, εκτός εάν και ωσότου ορίσει ένα νέο Συμβαλλόμενο ή αποχωρήσει από τον EUTELSAT.

(iv) Η εθελοντική αποχώρηση από τον EUTELSAT βάσει των υποπαραγράφων (i), (ii) και (iii) αυτής της παραγράφου ισχύει τρείς μήνες μετά την ημερομηνία παραλαβής της ανακοινώσεως από το Θεματοφύλακα ή το Γενικό Διευθυντή κατά περίπτωση.

(β) (i) Αν ένα Μέρος παρουσιάζεται να μη συμμορφώνεται με οποιαδήποτε υποχρέωση που απορρέει από τη Σύμβαση, η Συνέλευση των Μερών, είτε αφού λάβει ειδοποίηση για το γεγονός αυτό είτε ενεργώντας με δική της πρωτοβουλία, και αφού εξετάσει όποιες παραστάσεις κάνει το Μέρος, μπορεί να αποφασίσει, αν διαπιστώσει ότι η μη συμμόρφωση συνέβη, ότι το Μέρος αυτό θεωρείται ότι έχει αποχωρήσει από τον EUTELSAT, και η Σύμβαση παύει να ισχύει για το Μέρος αυτό από την ημερομηνία της αποφάσεως. Για το σκοπό αυτό μπορεί να συγκληθεί μια έκτακτη σύνοδος της Συνελεύσεως των Μερών. Όταν ένα Μέρος θεωρείται ότι έχει αποχωρήσει από τον EUTELSAT σύμφωνα με αυτή την υποπαράγραφο, όποιος Συμβαλλόμενος ορίσθηκε από αυτό σε εφαρμογή της παραγράφου (β) του άρθρου (II) της Συμβάσεως θεωρείται ότι έχει αποχωρήσει από τη Συμφωνία Εκμεταλλεύσεως με ισχύ από την ημερομηνία ισχύος της αποχωρήσεως του Μέρους.

ii) (Α) Αν ένας Συμβαλλόμενος υπό την ιδιότητά του αυτή παρουσιάζεται να μη συμμορφώνεται με οποιαδήποτε υποχρέωση που απορρέει από τη Σύμβαση ή τη Συμφωνία Εκμεταλλεύσεως, εκτός από την υποχρέωση βάσει της παραγράφου (α) του άρθρου (4) της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως, και η μη συμμόρφωση δεν επανορθώνεται μέσα σε τρεις μήνες αφότου ο Συμβαλλόμενος ειδοποιήθηκε γραπτά από το εκτελεστικό όργανο για ένα ψήφισμα του Συμβουλίου των Συμβαλλομένων με το οποίο σημειώνεται η μη συμμόρφωση, τα δικαιώματα του Συμβαλλομένου που απορρέουν από τη Σύμβαση και τη Συμφωνία Εκμεταλλεύσεως αναστέλλονται αυτόματα στο τέλος αυτής της περιόδου τριών μηνών.

Κατά το διάστημα αναστολής των δικαιωμάτων ενός Συμβαλλομένου βάσει αυτής της παραγράφου ο Συμβαλλόμενος συνεχίζει να έχει όλες τις υποχρεώσεις και ευθύνες των Συμβαλλομένων που απορρέουν από τη Σύμβαση και τη Συμφωνία Εκμεταλλεύσεως.

(Β) Το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων μπορεί να αποφασίζει, αφού εξετάσει όποιες παραστάσεις κάνει ο Συμβαλλόμενος ή το Μέρος που τον όρισε, ότι ο Συμβαλλόμενος θεωρείται ότι έχει αποχωρήσει από τον EUTELSAT και ότι η Συμφωνία Εκμεταλλεύσεως παύει να ισχύει για το Συμβαλλόμενο αυτό από την ημερομηνία της αποφάσεως.

Όταν ένας Συμβαλλόμενος θεωρείται ότι έχει αποχωρήσει από τον EUTELSAT, το Μέρος που όρισε αυτόν το Συμβαλλόμενο αναλαμβάνει το ίδιο την ιδιότητα Συμβαλλομένου κατά την ημερομηνία αποχωρήσεως, εκτός εάν και ωσότου ορίσει ένα νέο Συμβαλλόμενο ή αποχωρήσει από τον EUTELSAT.

(iii) (Α) Αν ένας Συμβαλλόμενος αμελεί να πληρώσει οποιοδήποτε ποσό για το οποίο είναι υπόλογος σύμφωνα με την παράγραφο (α) του άρθρου (4) της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως μέσα σε τρεις μήνες αφότου η πληρωμή έγινε απαιτητή, τα δικαιώματα του Συμβαλλομένου βάσει της Συμβάσεως και της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως αναστέλλονται αυτόματα.

Κατά τη διάρκεια της περιόδου αναστολής των δικαιωμάτων ενός Συμβαλλομένου σε εφαρμογή της παρούσας παραγράφου, ο Συμβαλλόμενος συνεχίζει να έχει όλες τις υποχρεώσεις και ευθύνες του Συμβαλλομένου βάσει της Συμβάσεως και της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως.

(Β) Αν μέσα σε τρεις μήνες από την αναστολή οποιαδήποτε ποσά οφειλόμενα παραμένουν απλήρωτα, το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων, αφού εξετάσει όποιες παραστάσεις κάνει ο Συμβαλλόμενος ή το Μέρος που τον όρισε, μπορεί να αποφασίσει ότι ο Συμβαλλόμενος αυτός θεωρείται ότι έχει αποχωρήσει από τον EUTELSAT και ότι από την ημερομηνία της αποφάσεως η Συμφωνία Εκμεταλλεύσεως παύει να ισχύει για το Συμβαλλόμενο.

Όταν ένας Συμβαλλόμενος θεωρείται ότι έχει αποχωρήσει από τον EUTELSAT, το Μέρος που τον όρισε αναλαμβάνει το ίδιο την ιδιότητα Συμβαλλομένου κατά την ημερομηνία αποχωρήσεως, εκτός εάν και ωσότου ορίσει ένα νέο Συμβαλλόμενο ή αποχωρήσει από τον EUTELSAT.

(γ) Αν για οποιοδήποτε λόγο ένα Μέρος επιθυμεί να αντικαταστήσει με τον ευατό του το Συμβαλλόμενο που έχει ορίσει ή να ορίσει ένα νέο Συμβαλλόμενο, ειδοποιεί γραπτά το Θεματοφύλακα. Η Σύμβαση και η Συμφωνία Εκμεταλλεύσεως αρχίζουν να ισχύουν για το νέο Συμβαλλόμενο και παύουν να ισχύουν για τον πρώην Συμβαλλόμενο από το χρόνο κατά τον οποίο ο νέος Συμβαλλόμενος αναλαμβάνει όλες τις ανεκπλήρωτες υποχρεώσεις του πρώην Συμβαλλόμενου και υπογράφει τη Συμφωνία Εκμ/σεως.

(δ) Ένα μέρος που έχει αποχωρήσει ή θεωρείται ότι έχει αποχωρήσει από τον EUTELSAT παύει να έχει δικαίωμα εκπροσωπήσεως στη Συνέλευση των Μερών και δεν υπέχει καμιά υποχρέωση ή ευθύνη μετά την ημερομηνία ισχύος της αποχωρήσεως εκτός από τις υποχρεώσεις που προκύπτουν από πράξεις ή παραλείψεις που έγιναν πριν από την ημερομηνία αυτή.

(ε) (i) Ένας Συμβαλλόμενος που έχει αποχωρήσει ή θεωρείται ότι έχει αποχωρήσει από τη Συμφωνία Εκμεταλλεύσεως παύει να έχει δικαίωμα εκπροσωπήσεως στο Συμβούλιο των Συμβαλλομένων από την ημερομηνία ισχύος της αποχωρήσεως και δεν υπέχει καμιά υποχρέωση ή ευθύνη, από την ημερομηνία αυτή πέρα από την υποχρέωσή του, εκτός εάν το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων αποφασίσει διαφορετικά, να εξοφλήσει την οφειλόμενη αναλογία του στις συνεισφορές κεφαλαίου που απαιτούνται για να εκπληρωθούν συμβατικές υποχρεώσεις οι οποίες ρητά έχουν εγκριθεί πριν από την ημερομηνία αυτή και υποχρεώσεις που προκύπτουν από πράξεις ή παραλείψεις που έγιναν πριν από την ημερομηνία αυτή.

(ii) Ο οικονομικός διακανονισμός κατά την αποχώρηση Συμβαλλομένου από τον EUTELSAT, γίνεται σύμφωνα με το άρθρο (21) της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως.

(στ) Κάθε ειδοποίηση για αποχώρηση και κάθε απόφαση για θεωρούμενη αποχώρηση ανακοινώνεται αμέσως σε όλα τα Μέρη και όλους τους Συμβαλλομένους από το Θεματοφύλακα ή το Γενικό Διευθυντή κατά περίπτωση.

(ζ) Καμιά διάταξη αυτού του άρθρου δεν αποστερεί ένα Μέρος ή Συμβαλλόμενο από οποιοδήποτε δικαίωμά τους αποκτημένο υπό την ιδιότητα αυτή, το οποίο διατηρείται μετά την ημερομηνία ισχύος της αποχωρήσεως και για το οποίο δεν έχει ληφθεί αποζημίωση βάσει αυτού του άρθρου.

Άρθρο XIX.

(Τροποποιήσεις)

(α) Τροποποιήσεις της Συμβάσεως μπορούν να προταθούν από κάθε Μέρος και ανακοινώνονται στο Γενικό Διευθυντή, που αμέσως κυκλοφορεί τις προτάσεις σε όλα τα Μέρη και όλους τους Συμβαλλόμενους. Απαιτείται προειδοποίηση τριών μηνών πριν από την εξέταση προτεινόμενης τροποποιήσεως από το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων, το οποίο υποβάλλει τις απόψεις του και συστάσεις του στη Συνέλευση των Μερών μέσα σε διάστημα έξι μηνών από την ημερομηνία κυκλοφορίας της προτεινόμενης τροποποιήσεως. Η Συνέλευση των Μερών εξετάζει την προτεινόμενη τροποποίηση όχι νωρίτερα από έξι μήνες από τη λήψη της, λαμβάνοντας υπόψη τις απόψεις και συστάσεις που εξέφρασε το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων. Αυτό το διάστημα μπορεί, σε οποιαδήποτε ειδική περίπτωση, να μειωθεί από τη Συνέλευση των Μερών με απόφαση που λαμβάνεται σύμφωνα με τη διαδικασία για θέματα ουσίας.

(β) Εάν εγκριθεί από τη Συνέλευση των Μερών, η τροποποίηση αρχίζει να ισχύει εκατόν είκοσι ημέρες μετά τη λήψη από το Θεματοφύλακα ανακοινώσεων αποδοχής από τα δύο τρίτα των Κρατών που ήταν Μέρη κατά το χρόνο της εγκρίσεως από τη Συνέλευση των Μερών και των οποίων οι Συμβαλλόμενοι είχαν τότε τουλάχιστον τα δύο τρίτα των ολικών μετοχών επενδύσεων. Με τη θέση της σε ισχύ η τροποποίηση δεσμεύει όλα τα Μέρη και όλους τους Συμβαλλόμενους.

(γ) Μιά τροποποίηση δεν αρχίζει να ισχύει συντομότερα από οκτώ μήνες μετά την ημερομηνία εγκρίσεώς της από τη Συνέλευση των Μερών. Μία τροποποίηση η οποία δεν άρχισε να ισχύει σύμφωνα με την παράγραφο (β) αυτού του άρθρου δεκαοχτώ μήνες μετά την ημερομηνία εγκρίσεώς της από τη Συνέλευση των Μερών θεωρείται ανύπαρκτη και άκυρη.

Άρθρο XX.

(Διευθέτηση αντιδικιών)

(α) Όλες οι αντιδικίες που αναχύπτουν μεταξύ Μερών ή μεταξύ EUTELSAT και Μέρους ή Μερών σε σχέση με την ερμηνεία ή την εφαρμογή της Συμβάσεως ή της παραγράφου (γ) του άρθρου (15) ή της παραγράφου (γ) του άρθρου (16) της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως υποβάλλονται σε διαιτησία σύμφωνα με το Παράρτημα Β της Συμβάσεως εάν δε διευθετηθούν διαφορετικά μέσα σε ένα χρόνο από τη στιγμή που ένα μέρος της αντιδικίας ειδοποίησε το άλλο μέρος για την πρόθεσή του να διευθετήσει αυτή την αντιδικία φιλικά. Κάθε παρόμοια αντιδικία σχετική με την ερμηνεία ή την εφαρμογή αυτής της Συμβάσεως ή της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως μεταξύ ενός ή περισσότερων Μερών από τη μία μεριά και ενός ή περισσότερων Συμβαλλομένων από την άλλη μπορεί να υποβάλλεται σε διαιτησία σύμφωνα με το Παράρτημα (β) της Συμβάσεως, αρκεί να συμφωνούν το Μέρος ή τα Μέρη και ο Συμβαλλόμενος ή οι Συμβαλλόμενοι που αντιδικούν.

(β) Όλες οι αντιδικίες που αναχύπτουν σε σχέση με την ερμηνεία και εφαρμογή της Συμβάσεως ή της παραγράφου (γ) του άρθρου (15) ή της παραγράφου (γ) του άρθρου (16) της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως μεταξύ ενός Μέρους και ενός Κράτους που έπαψε να είναι Μέρος, ή μεταξύ EUTELSAT και ενός Κράτους που έπαψε να είναι Μέρος, και οι οποίες αναχύπτουν αφού το κράτος έπαψε να είναι Μέρος, υποβάλλονται σε διαιτησία σύμφωνα με τις διατάξεις του Παραρτήματος Β της Συμβάσεως, εάν δε διευθετηθούν διαφορετικά μέσα σε ένα χρόνο από τη στιγμή που ένα μέρος της αντιδικίας ειδοποίησε το άλλο μέρος για την πρόθεσή του να διευθετήσει την αντιδικία αυτή φιλικά, αρκεί να συμφωνεί το Κράτος που έπαψε να είναι Μέρος. Εάν ένα Κράτος πάψει να είναι μέρος ή εάν ένα Κράτος ή ένας τηλεπικοινωνιακός φορέας πάψει να είναι Συμβαλλόμενος αφού έχει υποβληθεί σε διαιτησία σύμφωνα με την παράγραφο (α) αυτού του άρθρου μια αντιδικία στην οποία είναι αντίδικος, η διαιτησία συνεχίζεται και τελειώνει.
με την ερμηνεία ή την εφαρμογή συμφωνιών μεταξύ EUTELSAT και οποιουδήποτε Μέρους, διαφορετικών από τη Σύμβαση ή τη Συμφωνία Εκμεταλλεύσεως, γίνεται όπως προβλέπεται στη σχετική συμφωνία. Σε απουσία τέτοιων διατάξεων οι αντιδικίες αυτές, εάν δε διευθετηθούν διαφορετικά, μπορούν να υποβάλλονται σε διαιτησία σύμφωνα με το Παράρτημα Β της Συμβάσεως εφόσον συμφωνούν οι αντίδικοι.

Άρθρο XXI.

(Υπογραφή - Επιφυλάξεις)

(α) Κάθε Κράτος του οποίου η Διεύθυνση Τηλεπικοινωνιών ή Αναγνωρισμένος Ιδιωτικός Φορέας Τηλεπικοινωνιών είναι, ή έχει το δικαίωμα να γίνει, μέρος στην Προσωρινή Συμφωνία μπορεί να γίνει Μέρος στη Σύμβαση με:

(ι) υπογραφή χωρίς επιφύλαξη επικυρώσεως, αποδοχής ή εγκρίσεως, ή

(ιι) υπογραφή με επιφύλαξη επικυρώσεως, αποδοχής ή εγκρίσεως, ακολουθούμενη από επικύρωση, αποδοχή ή έγκριση, ή

(ιιι) προσχώρηση.

(β) Η Σύμβαση παραμένει ανοιχτή για υπογραφή στο Παρίσι από τις 15 Ιουλίου 1982 ωσότου αρχίσει να ισχύει και από τότε παραμένει ανοιχτή για προσχώρηση.

(γ) Κανένα κράτος δε γίνεται Μέρος στη Σύμβαση προτού να υπογραφεί η Συμφωνία Εκμεταλλεύσεως από τον τηλεπικοινωνιακό οργανισμό που όρισε ή προτού να υπογράφει το ίδιο τη Συμφωνία Εκμεταλλεύσεως.

(δ) Καμία επιφύλαξη δεν μπορεί να διατυπωθεί στη Σύμβαση ή τη Συμφωνία Εκμεταλλεύσεως.

Άρθρο XXII.

(Θέση σε ισχύ)

(α) Η Σύμβαση αρχίζει να ισχύει εξήντα ημέρες μετά την ημερομηνία κατά την οποία έχει υπογραφεί σύμφωνα με την υποπαράγραφο (ι) της παραγράφου (α) του άρθρου (XXI) της Συμβάσεως ή έχει επικυρωθεί, γίνει αποδεκτή ή εγκριθεί από τα δύο τρίτα των Κρατών τα οποία κατά την ημερομηνία που ανοίγει για υπογραφή έχουν στην δικαιοδοσία τους μέρη της Προσωρινής Συμφωνίας με την προϋπόθεση ότι:

(ι) αυτά τα μέρη, ή οι ορισμένοι από αυτά συμβαλλόμενοι στη Συμφωνία ECS, κατέχουν τα δύο τρίτα των μεριδίων χρηματοδοτήσεως βάσει της Συμφωνίας ECS και

(ιι) η Συμφωνία Εκμεταλλεύσεως έχει υπογραφεί σύμφωνα με την παράγραφο (β) του άρθρου (II) της Συμβάσεως.

(β) Η Σύμβαση δεν αρχίζει να ισχύει συντομότερα από οχτώ μήνες μετά την ημερομηνία κατά την οποία ανοίγει για υπογραφή. Η Σύμβαση δε θα τεθεί σε ισχύ εάν δεν έχει υπογραφεί, επικυρωθεί, γίνει αποδεκτή ή εγκριθεί σύμφωνα με την παράγραφο (α) αυτού του άρθρου μέσα σε δεκαοχτώ μήνες από την ημερομηνία κατά την οποία άνοιξε για υπογραφή.

(γ) Για ένα Κράτος του οποίου το όργανο επικυρώσεως, αποδοχής, εγκρίσεως ή προσχωρήσεως κατατίθεται μετά την ημερομηνία θέσεως σε ισχύ της Συμβάσεως, η Σύμβαση αρχίζει να ισχύει κατά την ημερομηνία της καταθέσεως αυτής.

(δ) Από τη θέση της σε ισχύ η Σύμβαση εφαρμόζεται προσωρινά για κάθε Κράτος που την έχει υπογράψει με επιφύλαξη επικυρώσεως, αποδοχής ή εγκρίσεως και το οποίο έχει ζητήσει την προσωρινή εφαρμογή κατά τη στιγμή της υπογραφής ή μεταγενέστερα και πριν από τη θέση σε ισχύ. Η προσωρινή εφαρμογή λήγει:

(ι) με την κατάθεση οργάνου επικυρώσεως, αποδοχής ή εγκρίσεως από αυτό το κράτος.

(ιι) με την εκπνοή διαστήματος δύο χρόνων από την ημερομηνία θέσεως σε ισχύ της Συμβάσεως χωρίς να έχει επικυρωθεί, γίνει αποδεκτή ή εγκριθεί από αυτό το Κράτος.

(ιιι) με τη γνωστοποίηση από αυτό το Κράτος πριν από την εκπνοή του διαστήματος που μνημονεύεται στην υποπαράγραφο (ιι) αυτής της παραγράφου της αποφάσεώς του να μην επικυρώσει, αποδεχθεί ή εγκρίνει τη Σύμβαση.

Όταν λήγει η προσωρινή εφαρμογή βάσει της υποπαραγράφου (ιι) ή (ιιι) αυτής της παραγράφου, οι παράγραφοι (δ), (ε) και (στ) του άρθρου (XVIII) της Συμβάσεως διέπουν τα δικαιώματα και τις υποχρεώσεις του Μέρους και του ορισμένου από αυτό Συμβαλλόμενου.

(ε) Παρά τις διατάξεις αυτού του άρθρου, η Σύμβαση ούτε αρχίζει να ισχύει ούτε εφαρμόζεται προσωρινά για οποιοδήποτε Κράτος, εάν δεν ικανοποιηθούν οι προϋποθέσεις της παραγράφου (γ) του άρθρου (XXI) της Συμβάσεως.

(στ) Με τη θέση της σε ισχύ η Σύμβαση αντικαθιστά και τερματίζει την Προσωρινή Συμφωνία. Όμως καμιά διάταξη της Συμβάσεως ή της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως δεν επηρεάζει οποιοδήποτε δικαίωμα ή υποχρέωση ενός Μέρους ή ενός Συμβαλλομένου που αποκτήθηκε υπό την προηγούμενη ιδιότητά του ως μέρους στην Προσωρινή Συμφωνία, ή ως συμβαλλομένου στη Συμφωνία ECS..

Άρθρο XXIII.

(Προσχώρηση)

(α) Κάθε Κράτος του οποίου η Διεύθυνση Τηλεπικοινωνιών ή ο Αναγνωρισμένος Ιδιωτικός Φορέας Τηλεπικοινωνιών ήταν, ή είχε το δικαίωμα να γίνει μέρος στην Προσωρινή Συμφωνία κατά την ημερομηνία που η Σύμβαση άνοιξε για υπογραφή, μπορεί να προσχωρήσει στη Σύμβαση από την ημερομηνία που αυτή παύει να είναι ανοιχτή

για υπογραφή έως δύο χρόνια μετά τη θέση της σε ισχύ.

(β) Οι διατάξεις των παραγράφων (γ) έως (ε) αυτού του άρθρου εφαρμόζονται στις αιτήσεις για προσχώρηση των ακόλουθων Κρατών:

(ι) ενός Κράτους του οποίου η Διεύθυνση Τηλεπικοινωνιών ή ο Αναγνωρισμένος Ιδιωτικός Φορέας Τηλεπικοινωνιών ήταν, ή είχε το δικαίωμα να γίνει, μέρος στην Προσωρινή Συμφωνία κατά την ημερομηνία που η Σύμβαση ανοιξε για υπογραφή, το οποίο δεν έχει γίνει Μέρος στη Σύμβαση σύμφωνα με τις υποπαραγράφου (ι) ή (ιι) της παραγράφου (α) του άρθρου (XXI) της Συμβάσεως ή με την παράγραφο (α) του παρόντος άρθρου.

(ιι) κάθε άλλου Ευρωπαϊκού Κράτους που είναι Μέλος της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών και επιθυμεί να προσχωρήσει στη Σύμβαση μετά τη θέση της σε ισχύ.

(γ) Κάθε Κράτος που επιθυμεί να προσχωρήσει στη Σύμβαση κάτω από τις περιστάσεις που αναφέρονται στην παράγραφο (β) αυτού του άρθρου («Υποψήφιο Κράτος») γνωστοποιεί την επιθυμία του γραπτά στο Γενικό Διευθυντή, στον οποίο παρέχει όλες τις πληροφορίες που μπορεί να απαιτεί το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων σχετικά με την προτεινόμενη χρήση του Διαστημικού Τομέα του EUTELSAT από το Υποψήφιο Κράτος.

(δ) Το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων εξετάζει από τεχνική, επιχειρησιακή και οικονομική άποψη τη συμβατότητα της αιτήσεως του Υποψήφιου Κράτους με τα συμφέροντα του EUTELSAT και των Συμβαλλομένων μέσα στο πεδίο δραστηριοτήτων του EUTELSAT και υποβάλλει σχετική σύσταση προς τη Συνέλευση των Μερών.

(ε) Παίρνοντας υπόψη αυτή τη σύσταση, η Συνέλευση των Μερών αποφασίζει για την αίτηση του Υποψήφιου Κράτους μέσα σε έξη μήνες που ακολουθούν την ημερομηνία κατά την οποία το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων αποφασίζει ότι έχει στην κατοχή του όλες τις πληροφορίες που απαιτούνται βάσει της παραγράφου (γ) αυτού του άρθρου. Η απόφαση του Συμβουλίου των Συμβαλλομένων ανακοινώνεται αμέσως στη Συνέλευση των Μερών.

Η απόφαση της Συνελεύσεως των Μερών λαμβάνεται με μυστική ψηφοφορία και σύμφωνα με τη διαδικασία για αποφάσεις σε θέματα ουσίας. Για το σκοπό αυτό μπορεί να συγκληθεί έκτακτη σύνοδος της Συνελεύσεως των Μερών.

(στ) Ο Γενικός Διευθυντής ανακοινώνει στο Υποψήφιο Κράτος τις προϋποθέσεις προσχωρήσεως που καθορίσθηκαν από τη Συνέλευση των Μερών, οι οποίες αποτελούν αντικείμενο ενός πρωτοκόλλου προσαρτημένου στο όργανο επικυρώσεως που προβλέπεται να κατατίθεται στο Θεματοφύλακα από το προαναφερόμενο Κράτος.

Άρθρο XXIV.

(Ευθύνη)

Κανένα Μέρος δεν είναι ατομικά υπεύθυνο για τις πράξεις ή παραλείψεις του EUTELSAT εκτός εάν αυτή η ευθύνη απορρέει από συνθήκη στην οποία το Μέρος αυτό και το Κράτος που διεκδικεί αποζημίωση είναι μέρη. Στην περίπτωση αυτή ο EUTELSAT αποζημιώνει το προαναφερόμενο Μέρος σε σχέση με οποιαδήποτε τέτοια ευθύνη, εκτός εάν το Μέρος ρητά έχει αποδεχθεί την αποκλειστική αυτή ευθύνη.

Άρθρο XXV.

(Διάφορες Διατάξεις)

(α) Οι επίσημες γλώσσες και γλώσσες εργασίας του EUTELSAT είναι η Αγγλική και η Γαλλική.

(β) Ο EUTELSAT, σεβόμενος τις γενικές απόψεις της Συνελεύσεως των Μερών, συνεργάζεται σε θέματα κοινού ενδιαφέροντος με τα Ηνωμένα Έθνη και τους Ειδικευμένους Οργανισμούς τους, ιδίως τη Διεθνή Ένωση Τηλεπικοινωνιών, και άλλους διεθνείς οργανισμούς.

(γ) Σε συμμόρφωση προς το Ψήφισμα 1721 (XVI) της Γενικής Συνελεύσεως των Ηνωμένων Εθνών, ο EUTELSAT στέλνει στο Γενικό Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών και στους σχετικούς Ειδικευμένους Οργανισμούς, για πληροφόρησή τους, ετήσια έκθεση για τις δραστηριότητές του.

Άρθρο XXVI.

(Θεματοφύλακας)

(α) Η Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας είναι ο Θεματοφύλακας της Συμβάσεως, στον οποίο κατατίθενται τα όργανα επικυρώσεως, αποδοχής, εγκρίσεως ή προσχωρήσεως, αιτήσεις για προσωρινή εφαρμογή και ανακοινώσεις επικυρώσεως, αποδοχής ή εγκρίσεως τροποποιήσεων, αποφάσεων αποχωρήσεως από τον EUTELSAT ή λήξεως της προσωρινής εφαρμογής της Συμβάσεως.

(β) Η Σύμβαση κατατίθεται στα αρχεία του Θεματοφύλακα. Ο Θεματοφύλακας στέλνει χυρωμένα αντίγραφα του κειμένου της Συμβάσεως σε όλα τα Κράτη που την έχουν υπογράψει ή έχουν καταθέσει όργανα προσχωρήσεως σ' αυτήν και στη Διεθνή Ένωση Τηλεπικοινωνιών.

(γ) Ο Θεματοφύλακας πληροφορεί αμέσως όλα τα Κράτη που έχουν υπογράψει ή προσχωρήσει στη Σύμβαση, όλους τους Συμβαλλομένους και αν κριθεί αναγκαίο, τη Διεθνή Ένωση Τηλεπικοινωνιών για:

(ι) όλες τις υπογραφές της Συμβάσεως·

(ιι) την κατάθεση όλων των οργάνων επικυρώσεως, αποδοχής, εγκρίσεως ή προσχωρήσεως·

(ιιι) την έναρξη της περιόδου των εξήντα ημερών που αναφέρεται στην παράγραφο (α) του άρθρου (XXII) της Συμβάσεως·

(iv) τη θέση σε ισχύ της Συμβάσεως·

(v) όλες τις αιτήσεις για προσωρινή εφαρμογή βάσει της παραγράφου (δ) του άρθρου (XXII) της Συμβάσεως·

(vi) το διορισμό του Γενικού Διευθυντή, ενδεχόμενες αντιρρήσεις για το διορισμό αυτό και την επικύρωση του σύμφωνα με την παράγραφο (α) του άρθρου (XIII) της Συμβάσεως·

(vii) την έγκριση και θέση σε ισχύ όλων των τροποποιήσεων της Συμβάσεως·

(viii) όλες τις ειδοποιήσεις αποχωρήσεως·

(ιχ) όλες τις αποφάσεις της Συνελεύσεως των Μερών βάσει της παραγράφου (β) του άρθρου (XVIII) της Συμβάσεως ότι ένα Μέρος θεωρείται ότι έχει αποχωρήσει από τον EUTELSAT·

(χ) όλες τις αποφάσεις του Συμβουλίου των Συμβαλλομένων βάσει της παραγράφου (β) του άρθρου (XVIII) της Συμβάσεως ότι ένας Συμβαλλόμενος θεωρείται ότι έχει αποχωρήσει από τον EUTELSAT.

(χι) όλες τις αντικαταστάσεις Συμβαλλομένων βάσει των παραγράφων (β) και (γ) του άρθρου (XVIII) της Συμβάσεως·

(χιι) όλες τις αναστολές και αποκαταστάσεις δικαιωμάτων·

(χιιι) όλες τις άλλες ειδοποιήσεις ή ανακοινώσεις σχετικά με τη Σύμβαση.

(δ) Μετά τη θέση σε ισχύ της Συμβάσεως, ο Θεματοφύλακας στέλνει στη Γραμματεία των Ηνωμένων Εθνών, για καταχώρηση και δημοσίευση σύμφωνα με το άρθρο 102 του Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών, χυρωμένα αντίγραφα της Συμβάσεως και της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως.

Σε μαρτυρία των ανωτέρω οι υπογράφοντες, κατάλληλα εξουσιοδοτημένοι από τις αντίστοιχες Κυβερνήσεις των, έχουν υπογράψει αυτή τη Σύμβαση.

Άνοιξε για υπογραφή στο Παρίσι τη δέκατη πέμπτη ημέρα του Ιουλίου χίλια εννιακόσια ογδόντα δύο στην Αγγλική και Γαλλική γλώσσα, με εξίσου αυθεντικά και τα δύο κείμενα, σε ένα μοναδικό πρωτότυπο.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Α

(Μεταβατικές διατάξεις)

1) Συνέχεια δραστηριοτήτων

(α) Κάθε συμφωνία που έχει συνάψει ο ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT βάσει της Προσωρινής Συμφωνίας ή της Συμφωνίας ECS και η οποία ισχύει κατά το χρόνο τερματισμού των δύο αυτών Συμφωνιών εξακολουθεί να ισχύει, εκτός εάν και ωσότου τροποποιηθεί ή ακυρωθεί σύμφωνα με τις διατάξεις της ίδιας της συμφωνίας. Κάθε απόφαση που έχει πάρει ο ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT βάσει της Προσωρινής Συμφωνίας ή της Συμφωνίας ECS και η οποία ισχύει κατά το χρόνο τερματισμού των δύο αυτών Συμφωνιών εξακολουθεί να ισχύει, εκτός εάν και ωσότου η απόφαση αυτή τροποποιηθεί ή ακυρωθεί από τη Σύμβαση ή τη Συμφωνία Εκμεταλλεύσεως ή κατά την εφαρμογή τους.

(β) Εάν, κατά το χρόνο τερματισμού της Προσωρινής Συμφωνίας και της Συμφωνίας ECS, οποιοδήποτε όργανο του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT έχει ξεκινήσει, χωρίς όμως να την έχει τελειώσει, οποιαδήποτε ενέργεια την οποία είναι εξουσιοδοτημένο ή αναγκασμένο να κάνει βάσει της Προσωρινής Συμφωνίας ή της Συμφωνίας ECS, το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων παίρνει τη θέση αυτού του οργάνου για το σκοπό περατώσεως αυτής της ενέργειας.

2) Διοίκηση

(α) Από την ημερομηνία θέσεως σε ισχύ της Συμβάσεως όλο το προσωπικό της μόνιμης Γενικής Γραμματείας, που ιδρύθηκε βάσει του άρθρου 9 της Προσωρινής Συμφωνίας, έχει το δικαίωμα να ενταχθεί στο εκτελεστικό όργανο του EUTELSAT, με την επιφύλαξη τηρήσεως των διατάξεων της παραγράφου (στ) του άρθρου (XIII) της Συμβάσεως.

(β) Σύμφωνα με την παράγραφο (1) αυτού του Παραρτήματος οι όροι απασχολήσεως του προσωπικού που ίσχυαν βάσει των Προσωρινών Συμφωνιών εξακολουθούν να ισχύουν ωσότου νέοι όροι απασχολήσεως συνταχθούν από το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων.

(γ) Ωσότου ο πρώτος Γενικός Διευθυντής αναλάβει τα καθήκοντά του οι αρμοδιότητές του ασκούνται από το Γενικό Γραμματέα του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT.

3) Μεταβίβαση στον EUTELSAT των αρμοδιοτήτων της Εντολοδόχου Δ/νσεως

(α) Κατά την ημερομηνία ενάρξεως του διαστήματος των εξήντα ημερών που αναφέρεται στην παράγραφο (α) του άρθρου (XXII) της Συμβάσεως ο Γενικός Γραμματέας του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT πληροφορεί την Εντολοδόχο Διεύθυνση για την ημερομηνία θέσεως σε ισχύ της Συμβάσεως και για τον τερματισμό της Προσωρινής Συμφωνίας.

(β) Ο Γενικός Γραμματέας του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT παίρνει όλα τα μέτρα για έγκαιρη μεταβίβαση στον EUTELSAT όλων των δικαιωμάτων και υποχρεώσεων που απαιτήθηκαν από την Εντολοδόχο Διεύθυνση υπό την ιδιότητά της του νόμιμου αντιπροσώπου του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Β
(Διαδικασία διαιτησίας)

1. Για τους σκοπούς επιδικάσεως οποιασδήποτε αντιδικίας που αναφέρεται στο άρθρο (XX) της Συμβάσεως ή στο άρθρο (20) της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως, ένα Διαιτητικό Δικαστήριο συγκροτείται σύμφωνα με τις ακόλουθες παραγράφους.

2. Οποιοδήποτε Μέρος στη Σύμβαση μπορεί να συνταχθεί με τον ένα από τους αντιδίκους κατά τη διαιτησία.

3. Το Διαιτητικό Δικαστήριο αποτελείται από τρία μέλη. Κάθε αντίδικος ορίζει ένα διαιτητή μέσα σε διάστημα δύο μηνών υπολογιζόμενων από την ημερομηνία λήψεως της αιτήσεως του ενός αντιδίκου για παραπομπή της αντιδικίας σε διαιτησία. Όπου το άρθρο (XX) της Συμβάσεως και το άρθρο (20) της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως απαιτούν συμφωνία των αντιδίκων για παραπομπή της αντιδικίας σε διαιτησία, το διάστημα των δύο μηνών υπολογίζεται από την ημερομηνία αυτής της συμφωνίας. Οι πρώτοι δύο διαιτητές, μέσα σε διάστημα δύο μηνών υπολογιζόμενο από τον ορισμό του δεύτερου διαιτητή, ορίζουν τον τρίτο διαιτητή, που είναι ο Πρόεδρος του Διαιτητικού Δικαστηρίου. Εάν ένας από τους δύο διαιτητές δεν έχει ορισθεί μέσα στο απαιτούμενο διάστημα, τότε ύστερα από αίτηση οποιουδήποτε αντιδίκου ορίζεται αυτός από τον Πρόεδρο του Διεθνούς Δικαστηρίου ή, εάν δεν υπάρχει συμφωνία των αντιδίκων, από το Γενικό Γραμματέα του Μόνιμου Διαιτητικού Δικαστηρίου. Η ίδια διαδικασία ακολουθείται εάν ο Πρόεδρος του Διαιτητικού Δικαστηρίου δεν έχει ορισθεί μέσα στο απαιτούμενο διάστημα.

4. Το Διαιτητικό Δικαστήριο ορίζει την έδρα του και θεσπίζει τον κανονισμό του.

5. Κάθε αντίδικος αναλαμβάνει τη δαπάνη τη σχετική με το διαιτητή για του οποίου τον ορισμό είναι υπεύθυνος, καθώς επίσης και τα έξοδα εκπροσωπήσεώς του στο δικαστήριο. Η δαπάνη η σχετική με τον Πρόεδρο του Διαιτητικού Δικαστηρίου κατανέμεται εξίσου στους αντιδίκους.

6. Η απόφαση του Διαιτητικού Δικαστηρίου λαμβάνεται με πλειοψηφία των μελών του, τα οποία δεν μπορούν να απέχουν από την ψηφοφορία. Αυτή η απόφαση είναι τελεσίδικη και δεσμευτική για όλους τους αντιδίκους και καμία έφεση εναντίον της δεν χωρεί. Οι αντίδικοι συμμορφώνονται προς την απόφαση χωρίς καθυστέρηση. Σε περίπτωση διαφοράς ως προς τη σημασία της ή το πεδίο εφαρμογής της, το Διαιτητικό Δικαστήριο θα την ερμηνεύει μετά από αίτηση οποιουδήποτε αντιδίκου.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ ΠΟΥ ΤΡΟΠΟΠΟΙΕΙ ΤΗΝ ΣΥΜΒΑΣΗ ΙΔΡΥΣΕΩΣ ΤΟΥ ΕΥΡΩΠΑΪΚΟΥ ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΥ ΔΟΡΥΦΟΡΙΚΩΝ ΤΗΛΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ (EUTELSAT)

Τα Κράτη Μέλη στη Σύμβαση ιδρύσεως του Ευρωπαϊκού Οργανισμού δορυφορικών τηλεπικοινωνιών (EUTELSAT),

Έχοντας υπόψη τη Σύμβαση ιδρύσεως του Ευρωπαϊκού Οργανισμού δορυφορικών τηλεπικοινωνιών (EUTELSAT) που άνοιξε για υπογραφή στο Παρίσι την 15 Ιουλίου 1982, και ιδίως το άρθρο της XXII,

Σημειώνοντας ότι οι υπογραφές, επικυρώσεις, αποδοχές και εγκρίσεις που απαντούνται για να τεθεί σε ισχύ η Σύμβαση ενδέχεται να μην έχουν συγκεντρωθεί πριν από την εκπνοή της προθεσμίας των δέκα οκτώ μηνών μετά την παρέλευση της οποίας, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου XXII b), η Σύμβαση δεν αρχίζει να ισχύει,

Επιθυμώντας η Σύμβαση να αρχίσει να ισχύει το συντομότερο δυνατόν,

Συμφώνησαν τα κατωτέρω:

Άρθρο 1.

Στη δεύτερη φάση της παραγράφου b του άρθρου XXII της Συμβασης, οι λέξεις «δέκα οκτώ μήνες» αντικαθίστανται από τις λέξεις «τριάντα έξι μήνες».

Άρθρο 2.

Η παρούσα τροποποίηση στη Σύμβαση αρχίζει να ισχύει την ημερομηνία που αρχίζει να ισχύει η Σύμβαση.

Συντάχθηκε στο Παρίσι, την 15 Δεκεμβρίου 1983, στη γαλλική και αγγλική γλώσσα, με εξίσου αυθεντικά και τα δύο κείμενα, σε ένα μοναδικό πρωτότυπο.

ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΕΚΜΕΤΑΛΛΕΥΣΕΩΣ ΣΧΕΤΙΚΗ ΜΕ ΤΟΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΟΡΓΑΝΙΣΜΟ ΔΟΡΥΦΟΡΙΚΩΝ ΤΗΛΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ «EUTELSAT.

ΠΡΟΟΙΜΙΟ

Οι Συμβαλλόμενοι στην παρούσα Συμφωνία Εκμεταλλεύσεως, έχοντας υπόψη ότι τα Κράτη - Μέλη της Συμβάσεως για την ίδρυση του Ευρωπαϊκού Οργανισμού Δορυφορικών Τηλεπικοινωνιών «EUTELSAT» ανάλαβαν με τη Σύμβαση την υποχρέωση να ορίσουν Τηλεπικοινωνιακό Φορέα, ο οποίος να υπογράψει τη Συμφωνία Εκμεταλλεύσεως ή να την υπογράψουν τα ίδια, συμφωνούν ως ακολούθως:

Άρθρο 1.
(Ορισμοί)

(α) Για τους σκοπούς της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως ο όρος:

(ι) «Σύμβαση» σημαίνει τη Σύμβαση ιδρύσεως του Ευρωπαϊκού Οργανισμού Δορυφορικών Τηλεπικοινωνιών «EUTELSAT».

(ιι) «ECU» σημαίνει την Ευρωπαϊκή Νομισματική Μονάδα που θεσπίστηκε με τον Κανονισμό Νο. 3180/78 του Συμβουλίου των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων της 18/Δεκεμβρίου/1978 και η οποία υπόκειται στη μεταβολή ή στο νέο ορισμό που το Συμβούλιο αυτό μπορεί να υιοθετήσει.

(β) Οι ορισμοί του Άρθρου Ι της Συμβάσεως εφαρμόζονται στη Συμφωνία Εκμεταλλεύσεως.

Άρθρο 2.
(Δικαιώματα και Υποχρεώσεις Συμβαλλομένων)

(α) Κάθε Συμβαλλόμενος αποκτά τα δικαιώματα που προβλέπονται για τους Συμβαλλομένους στη Σύμβαση και στη Συμφωνία Εκμεταλλεύσεως και αναλαμβάνει να εκπληρώνει τις ανατιθέμενες σ' αυτόν υποχρεώσεις βάσει των παραπάνω κειμένων.

(β) Στις Συμφωνίες Κινήσεως που συνάπτουν μεταξύ τους οι Συμβαλλόμενοι καταβάλλουν κάθε προσπάθεια δρομολογήσεως ευλόγου μέρους της κινήσεώς τους, μέσω του διαστημικού τομέα του EUTELSAT.

Άρθρο 3.
(Μεταβίβαση δικαιωμάτων και υποχρεώσεων)

Την ημερομηνία θέσεως σε ισχύ της Συμβάσεως και της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως και με την επιφύλαξη των απαιτήσεων του Παραρτήματος Α της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως:

(ι) Όλα τα στοιχεία ενεργητικού περιλαμβανομένων και των εμπραγμάτων δικαιωμάτων, των συμβατικών δικαιωμάτων και των δικαιωμάτων στον και από το διαστημικό τομέα και όλα τ' άλλα δικαιώματα που αποκτήθηκαν σ' εφαρμογή της Προσωρινής Συμφωνίας ή της Συμφωνίας ECS, μεταβιβάζονται στον EUTELSAT και είναι κτήμα του.

(ιι) Όλες οι συμβατικές υποχρεώσεις και οι ευθύνες που έχουν αναληφθεί από τον Προσωρινό EUTELSAT ή για λ/σμό του από την εφαρμογή των διατάξεων της Προσωρινής συμφωνίας και της Συμφωνίας ECS που εκκρεμούν κατά την ημερομηνία αυτή, ή αναχύπτουν από πράξεις ή παραλείψεις πριν από την ημερομηνία αυτή, γίνονται υποχρεώσεις και ευθύνες του EUTELSAT.

(ιιι) Το οικονομικό ενδιαφέρον κάθε Συμβαλλομένου στον EUTELSAT είναι ίσο με το ποσό που προκύπτει από την εφαρμογή της μετοχής επενδύσεώς του εκφρασμένης σε ποσοστό, στο αποτέλεσμα

της αποτιμήσεως του ενεργητικού του EUTELSAT, η οποία γίνεται σύμφωνα με την υποπαράγραφο (β) της παραγράφου (3) του Παραρτήματος (Α) της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως.

Άρθρο 4.
(Κεφαλαιακή συμμετοχή)

(α) Ανάλογα με τη μετοχή επενδύσεώς του, εκφρασμένης σε ποσοστό, κάθε Συμβαλλόμενος συνεισφέρει στις κεφαλαιακές απαιτήσεις του EUTELSAT, και παίρνει επιστροφή κεφαλαίου και αποζημίωση για τη χρήση του κεφαλαίου όπως καθορίζεται από το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων σύμφωνα με τους όρους της Συμβάσεως και της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως.

(β) Οι κεφαλαιακές απαιτήσεις περιλαμβάνουν:

(ι) Όλες τις άμεσες ή έμμεσες δαπάνες για το σχεδιασμό, ανάπτυξη, κατασκευή και τοποθέτηση του διαστημικού τομέα του EUTELSAT, για την απόκτηση συμβατικών δικαιωμάτων με μίσθωση και για τα περιουσιακά στοιχεία του EUTELSAT.

(ιι) Τις δαπάνες για την κάλυψη του κόστους εκμεταλλεύσεως, συντηρήσεως και διοικήσεως που ο Οργανισμός αδυνατεί να χρηματοδοτήσει από τα δικά του έσοδα, σύμφωνα με το Άρθρο (9) της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως.

(ιιι) Τα κεφάλαια που έχει ανάγκη ο EUTELSAT για την καταβολή αποζημιώσεων σύμφωνα με το Άρθρο (XXIV) της Συμβάσεως και της υποπαραγράφου (β) του Άρθρου (19) της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως.

(γ) Το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων καθορίζει το χρονοδιάγραμμα πληρωμών που απαιτούνται σύμφωνα με τούτο το Άρθρο. Για οποιοδήποτε ποσό, ανεξόφλητο μετά την ημερομηνία που έχει προσδιοριστεί για την εξόφλησή του, επιβάλλεται τόκος με επιτόκιο καθοριζόμενο από το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων.

(δ) Αν προβλέπεται επέκταση του διαστημικού τομέα του EUTELSAT, η οποία θα προσφέρει χωρητικότητα για υπηρεσίες διαφορετικές απ' εκείνες που καλύπτονται από τις παραγράφους (α) και (β) του Άρθρου (III) της Συμβάσεως, το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων, λαμβάνει κάθε εύλογο μέτρο για να εξασφαλιστεί ότι, οι Συμβαλλόμενοι που δεν ενδιαφέρονται άμεσα για την υλοποίηση της επεκτάσεως δεν υποχρεούνται να τη χρηματοδοτήσουν πριν από την εκμετάλλευση των υπηρεσιών αυτών. Οι ενδιαφερόμενοι Συμβαλλόμενοι καταβάλλουν κάθε προσπάθεια αποδοχής αντίστοιχης αυξήσεως της μετοχής επενδύσεώς τους.

Άρθρο 5.
(Ανώτατο όριο κεφαλαίου)

Το άθροισμα των αθροιστικών κεφαλαιακών συνεισφορών των Συμβαλλομένων, σύμφωνα με το Άρθρο (4) της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως, και των εκκρεμουσών συμβατικών υποχρεώσεων κεφαλαίου του EUTELSAT, μείον το κεφάλαιο που έχει επιστραφεί σ' αυτούς αθροιστικά, υπόκειται σε ανώτατο όριο που καλείται «οροφή κεφαλαίου».

Το αρχικό ανώτατο όριο κεφαλαίου είναι 400 εκατομμύρια ECU. Το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων έχει εξουσία αναπροσαρμογής του ανωτάτου ορίου κεφαλαίου και αποφασίζει για οποιαδήποτε αναπροσαρμογή σύμφωνα με την παράγραφο (ζ) του Άρθρου (XI) της Συμβάσεως.

Άρθρο 6.
(Μετοχές Επενδύσεως)

(α) Οι μετοχές επενδύσεως των Συμβαλλομένων καθορίζονται με βάση τη χρήση του διαστημικού τομέα του EUTELSAT.

Εκτός αν ορίζεται διαφορετικά σ'αυτό το Άρθρο, κάθε Συμβαλλόμενος έχει μετοχή επενδύσεως ίση με το ποσοστό του στη χρήση του διαστημικού τομέα του EUTELSAT, απ' όλους τους Συμβαλλομένους.

(β) Για το σκοπό της παραγράφου (α) τούτου του άρθρου, η χρήση του διαστημικού τομέα του EUTELSAT από κάποιο Συμβαλλόμενο μετρείται με διαίρεση των καταβλητέων τελών χρήσεως του διαστημικού τομέα από το Συμβαλλόμενο, με τον αριθμό των ημερών κατά τις οποίες οφείλονται τέλη χρήσεως κατά το εξάμηνο διάστημα που προηγείται της ημερομηνίας που αρχίζει να ισχύει ο καθορισμός των μετοχών επενδύσεως, σύμφωνα με την παράγραφο (δ) ή την υποπαράγραφο (ι) της παραγράφου (ε) τούτου του Άρθρου. Όμως, αν ο αριθμός των ημερών για τις οποίες οφείλονται από Συμβαλλόμενο, τέλη χρήσεως κατά το εξάμηνο αυτό διάστημα, ήταν μικρότερος από 90 ημέρες, τα τέλη αυτά δε λαμβάνονται υπόψη για τον καθορισμό των μετοχών επενδύσεων.

(γ) Πριν από τον καθορισμό των μετοχών επενδύσεων με βάση τη χρήση σύμφωνα με τις παραγράφους (α) (β) και (δ) τούτου του Άρθρου, η μετοχή επενδύσεως κάθε Συμβαλλομένου καθορίζεται σύμφωνα με το Παράρτημα (Β) της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως.

(δ) Ο πρώτος καθορισμός των μετοχών επενδύσεως, με βάση τη χρήση, πραγματοποιείται:

(ι) Όχι νωρίτερα από 4 χρόνια, από την ημερομηνία που τροχιοθετείται, σε κατάσταση λειτουργίας, ο πρώτος δορυφόρος του διαστημικού τομέα του EUTELSAT.

(ιι) Μετά εκπνοή της τετραετούς περιόδου που αναφέρεται στην υποπαράγραφο (ι) τούτης της παραγράφου, αν και όταν:

(Α) Δέκα Συμβαλλόμενοι έχουν πρόσβαση στο διαστημικό τομέα του EUTELSAT για περίοδο εξ μηνών, είτε μέσω δικών τους επιγείων σταθμών, είτε μέσω επιγείων σταθμών άλλων Συμβαλλομένων και

(Β) Τα έσοδα του EUTELSAT, που προέρχονται από τη χρήση των Συμβαλλομένων σε ένα εξάμηνο διάστημα, είναι μεγαλύτερα από τα έσοδα που θα προέκυπταν από τη χρήση, από τους Συμβαλλομένους, για την ίδια περίοδο, της χωρητικότητας του διαστημικού τομέα που χρειάζεται για τη διάθεση 5.000 τηλεφωνικών κυκλωμάτων με χρησιμοποίηση συστήματος ψηφιακής παρεμβολής ομιλίας (DSI).

(ιιι) Επτά χρόνια μετά την ημερομηνία κατά την οποία τροχιοθετείται, σε κατάσταση λειτουργίας, ο πρώτος δορυφόρος του διαστημικού τομέα του EUTELSAT, αν δεν ικανοποιηθούν οι προϋποθέσεις που προβλέπονται στην υποπαράγραφο (ιι) τούτης της παραγράφου.

(ε) Μετά τον πρώτο καθορισμό, με βάση τα τέλη χρήσεως, οι μετοχές επενδύσεως, αναπροσαρμόζονται ώστε να ισχύσουν:

(ι) Την πρώτη ημέρα του Μαρτίου, κάθε χρόνου.

Όμως, την πρώτη μέρα του Μαρτίου, δε γίνεται αναπροσαρμογή με βάση τα τέλη χρήσεως, αν το άθροισμα των τελών χρήσεως που οφείλονται στον EUTELSAT, από τους Συμβαλλομένους για τη χρήση τους κατά το εξάμηνο διάστημα που προηγείται της ημερομηνίας αυτής, είναι μικρότερο τουλάχιστον κατά 20% από το άθροισμα των τελών χρήσεως που οφείλονται στον EUTELSAT από τους Συμβαλλομένους για τη χρήση τους κατά τη διάρκεια των εξ μηνών, με αφετηρία 18 μήνες πριν από την ημερομηνία εκείνη.

(ιι) Κατά τη θέση σε ισχύ της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως για κάθε νέο Συμβαλλόμενο.

(ιιι) Κατά την ημερομηνία ισχύος της αποχωρήσεως ενός Συμβαλλομένου.

(στ) Οποτεδήποτε καθορίζεται μετοχή επενδύσεως, σύμφωνα με τις υποπαραγράφους (ιι) ή (ιιι) της παραγράφου (ε) ή σύμφωνα με την παράγραφο (ζ) τούτου του Άρθρου, οι μετοχές επενδύσεως όλων των άλλων Συμβαλλομένων αναπροσαρμόζονται ανάλογα με το ποσοστό τους πριν από την αναπροσαρμογή. Κατά την αποχώρηση Συμβαλλομένου δεν αυξάνονται οι μετοχές επενδύσεως ύψους 0,05% που καθορίζονται σύμφωνα με την παράγραφο (ζ) τούτου του Άρθρου.

(ζ) Ανεξάρτητα από τις διατάξεις τούτου του Άρθρου κανείς από τους Συμβαλλομένους δεν έχει μετοχή επενδύσεως μικρότερη του 0,05% του αθροίσματος των μετοχών επενδύσεως.

(η) Μετά από αίτηση Συμβαλλομένου, το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων εκχωρεί σ' αυτόν, μετοχή επενδύσεως μικρότερη απ'εκείνη που καθορίζεται σύμφωνα με τις παραγράφους (α) μέχρι (στ) τούτου του Άρθρου, και στο βαθμό που η διαφορά αναλαμβάνεται από άλλους Συμβαλλομένους με εθελοντική αποδοχή αυξημένων μετοχών επενδύσεως.

Το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων θεσπίζει τις διαδικασίες που επιτρέπουν την εφαρμογή των διατάξεων τούτης της παραγράφου και για τη δίκαιη κατανομή του ποσού που αντιστοιχεί στη μείωση των μετοχών επενδύσεως μεταξύ των Συμβαλλομένων που είναι έτοιμοι ν' αυξήσουν την μετοχή επενδύσεώς των.

(θ) Ο Γενικός Δ/ντής ανακοινώνει αμέσως σ' όλους τους Συμβαλλομένους τα αποτελέσματα κάθε καθορισμού των μετοχών επενδύσεως και την ημερομηνία που έχει εφαρμογή ο καθορισμός αυτός.

Άρθρο 7.
(Οικονομικές Ρυθμίσεις μεταξύ Συμβαλλομένων)

(α) Με τη θέση σε ισχύ της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως γίνονται οικονομικές ρυθμίσεις μεταξύ Συμβαλλομένων μέσω του EUTELSAT, σύμφωνα με το Παράρτημα (Α) της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως.

(β) Σε κάθε καθορισμό των μετοχών επενδύσεων μετά τον πρώτο καθορισμό, γίνονται οικονομικές ρυθμίσεις μεταξύ Συμβαλλομένων μέσω του EUTELSAT με βάση την αποτίμηση που γίνεται σύμφωνα με την παράγραφο (γ) τούτου του άρθρου. Τα ποσά των οικονομικών αυτών ρυθμίσεων καθορίζονται για κάθε Συμβαλλόμενο με εφαρμογή στο αποτέλεσμα της αποτιμήσεως, της διαφοράς, αν υπάρχει, μεταξύ της νέας μετοχής επενδύσεως κάθε Συμβαλλομένου και της μετοχής

επενδύσεώς του, πριν από τον καθορισμό.

(γ) Η αποτίμηση που αναφέρεται στην παράγραφο (β) τούτου του Άρθρου γίνεται ως εξής:

(ι) Αφαιρείται από το αρχικό κόστος των στοιχείων του ενεργητικού, όπως έχει καταχωρηθεί στους λογαριασμούς του EUTELSAT, κατά την ημερομηνία της ρυθμίσεως, περιλαμβανομένων όλων των κεφαλοποιημένων επιστροφών και κεφαλαιοποιημένων δαπανών το άθροισμα:

(Α) Της σωρευμένης αποσβέσεως όπως έχει καταχωρηθεί στους λογαριασμούς του EUTELSAT κατά την ημερομηνία της ρυθμίσεως και

(Β) Των δανείων και λοιπών πληρωτέων από τον EUTELSAT λογαριασμών, κατά την ημερομηνία της ρυθμίσεως.

(ιι) Προσαρμόζεται το εξαγόμενο, με τον τρόπο αυτό, αποτέλεσμα με πρόσθεση ή αφαίρεση ενός επιπλέον ποσού που αντιπροσωπεύει αντίστοιχα οποιοδήποτε έλλειμμα ή πλεόνασμα στις πληρωμές από τον EUTELSAT προς τους Συμβαλλομένους για αποζημίωση λόγω χρήσεως του κεφαλαίου από τη θέση σε ισχύ της Συμφωνίας Εχμεταλλεύσεως, μέχρι την ημερομηνία της αποτιμήσεως, σε σχέση με το οφειλόμενο σωρευτικό ποσό, με το επιτόκιο ή τα επιτόκια αποζημιώσεως λόγω χρήσεως κεφαλαίου που ισχύουν κατά τη διάρκεια των αντιστοίχων περιόδων, όπως καθορίζονται από το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων.

Για το σκοπό του υπολογισμού του ποσού που αντιπροσωπεύει οποιοδήποτε έλλειμμα ή πλεόνασμα στις πληρωμές, η οφειλόμενη αποζημίωση υπολογίζεται σε μηνιαία βάση και σχετίζεται με το καθαρό ποσό των στοιχείων που περιγράφονται στην υποπαράγραφο (ι) τούτης της παραγράφου.

(δ) Ληξιπρόθεσμες οφειλές από ή προς τους Συμβαλλομένους σύμφωνα με τούτο το Άρθρο γίνονται μέχρι την ημερομηνία που προκαθορίζεται από το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων. Σ' οποιοδήποτε ανεξόφλητο ποσό προστίθεται τόκος με επιτόκιο που καθορίζεται από το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων σύμφωνα με την παράγραφο (γ) του Άρθρου (4) της Συμφωνίας Εχμεταλλεύσεως.

Άρθρο 8.

(Τέλη Χρήσεως)

(α) Το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων προσδιορίζει τις μονάδες μετρήσεως των διαφόρων τύπων χρήσεως του διαστημικού τομέα του EUTELSAT και ορίζει τέλη γιαυτή τη χρήση.

Τα τέλη αυτά έχουν στόχο την είσπραξη αρκετών εσόδων για την κάλυψη των εξόδων εκμεταλλεύσεως, συντηρήσεως και διοικήσεως του EUTELSAT, την εξασφάλιση των αναγκαίων κατά την κρίση του Συμβουλίου των Συμβαλλομένων κεφαλαίων κινήσεως, την απόσβεση των επενδύσεων των Συμβαλλομένων και την αποζημίωση της χρήσεως του κεφαλαίου των Συμβαλλομένων.

Τα τέλη που εφαρμόζονται σε δεδομένη κατηγορία χρήσεως του διαστημικού τομέα του EUTELSAT έχουν στόχο την κάλυψη όλων των κατηγοριών δαπανών που αφορούν στην κατηγορία εκείνη της χρήσεως.

(β) Τα τέλη χρήσεως είναι πληρωτέα σύμφωνα με διευθετήσεις που υιοθετεί το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων.

(γ) Το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων παίρνει οποιοδήποτε κατάλληλο μέτρο όταν, η εξόφληση των τελών χρήσεως έχει καθυστερήσει για χρόνο περισσότερο των τριών μηνών λαμβάνοντας υπόψη τις διατάξεις της παραγράφου (β) του Άρθρου (XVII) της Συμβάσεως.

(δ) Σε οποιοδήποτε ποσό τελών χρήσεως, ανεξόφλητο μετά την ημερ/νία που καθορίστηκε από το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων για εξόφληση, προστίθεται τοχος με επιτόκιο που καθορίζεται από το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων.

Άρθρο 9.

(Έσοδα)

(α) Τα έσοδα του EUTELSAT δαπανώνται στο βαθμό που επαρκούν με την ακόλουθη τάξη προτεραιότητας:

(ι) για την κάλυψη των δαπανών εκμεταλλεύσεως, συντηρήσεως και διοικήσεως.

(ιι) για την εξασφάλιση των αναγκαίων, κατά την κρίση του Συμβουλίου των Συμβαλλομένων, κεφαλαίων κινήσεως

(ιιι) για την καταβολή στους Συμβαλλομένους, ανάλογα με την μετοχή επενδύσεώς τους, ποσά που αντιπροσωπεύουν επιστροφή κεφαλαίου στο ύφος των προβλέψεων για απόσβεση, που καθορίζονται από το Συμβούλιο των Συμβαλλομενων και που καταχωρούνται στους λογαριασμούς του EUTELSAT.

(ιν) για την καταβολή, σε Συμβαλλόμενο που απεχώρησε από τον EUTELSAT, τυχόν οφειλομένου σ' αυτόν ποσού, σύμφωνα με το Άρθρο (21) της Συμφωνίας Εχμεταλλεύσεως.

(ν) για την κατανομή στους Συμβαλλομένους, ανάλογα με τη μετοχή επενδύσεώς τους, του διαθεσίμου υπολοίπου προς αποζημίωση για τη χρήση του κεφαλαίου η οποία περιλαμβάνει την απλήρωτη αποζημίωση προηγουμένων ετών και τον τόκο για την απλήρωτη αυτή αποζημίωση.

(β) Κατά τον προσδιορισμό του επιτοκίου αποζημιώσεως για τη χρήση του κεφαλαίου των Συμβαλλομένων, το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων λαμβάνει υπόψη τους αναπόσπαστους με την επένδυση στον EUTELSAT, επιχειρηματικούς κινδύνους, και καθορίζει το επιτόκιο κατά το δυνατό πλησιέστερα προς το κόστος του χρήματος στις χρηματαγορές.

(γ) Αν τα έσοδα του EUTELSAT δεν επαρκούν για την κάλυψη των δαπανών εκμεταλλεύσεως, συντηρήσεως και διοικήσεως του EUTELSAT, το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων μπορεί ν' αποφασίζει την κάλυψη του ελλείμματος με χρησιμοποίηση του κεφαλαίου κινήσεως του EUTELSAT, με ακάλυπτες επιταγές, με δάνεια, με απαίτηση συνεισφορών κεφαλαίου από τους Συμβαλλομένους, ανάλογα με τις αντίστοιχες μετοχές επενδύσεώς των, ή με οποιοδήποτε συνδυασμό των παραπάνω μέτρων.

Άρθρο 10.

(Διακανονισμός λογαριασμών)

(α) Διακανονισμός λογαριασμών μεταξύ Συμβαλλομένων και EUTELSAT που προκύπτουν από οικονομικές συναλλαγές σύμφωνα με τα Άρθρα (4) (7) (8) και (9) της Συμφωνίας Εχμεταλλεύσεως γίνεται έτσι ώστε τα μεταξύ Συμβαλλομένων και EUTELSAT μεταφερόμενα κεφάλαια όπως επίσης και τα κεφάλαια στη διάθεση του EUTELSAT, τα οποία ξεπερνούν το κεφάλαιο κινήσεως του EUTELSAT που καθορίζεται ως αναγκαίο από το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων, να διατηρούνται στο ελάχιστο δυνατό ύφος.

(β) Όλες οι πληρωμές μεταξύ Συμβαλλομένων και EUTELSAT σύμφωνα με τη Συμφωνία Εχμεταλλεύσεως γίνονται σε οποιοδήποτε ελεύθερα μετατρέψιμο νόμισμα.

Άρθρο 11.

(Ακάλυπτες Επιταγές & Δάνεια)

(α) Ο EUTELSAT μπορεί με απόφαση του Συμβουλίου των Συμβαλλομένων να συνάπτει συμβάσεις ακαλύπτων αναλήψεων για αντιμετώπιση ελλειμμάτων μέχρι εισπράξεως ικανοποιητικών εσόδων ή συνεισφορών κεφαλαίου.

(β) Ανεξάρτητα από τις διατάξεις του Άρθρου (4) της Συμφωνίας Εχμεταλλεύσεως, ο EUTELSAT μπορεί με απόφαση του Συμβουλίου των Συμβαλλομένων να συνάπτει δάνεια με σκοπό τη χρηματοδότηση οποιασδήποτε δραστηριότητας που αναλαμβάνεται από τον EUTELSAT σύμφωνα με το άρθρο (111) της Συμβάσεως ή για την αντιμετώπιση οποιασδήποτε υποχρεώσεως που βαρύνει τον EUTELSAT. Τα ανεξόφλητα ποσά των δανείων αυτών θεωρούνται συμβατικές υποχρεώσεις κεφαλαίου για το σκοπό του Άρθρου (5) της Συμφωνίας Εχμεταλλεύσεως.

Άρθρο 12.

(Εξαιρούμενες δαπάνες)

Τα παρακάτω δε συνιστούν τμήμα των δαπανών του EUTELSAT.

(ι) Φόροι οφειλόμενοι από Συμβαλλόμενο για χρηματικά ποσά που καταβλήθηκαν στο Συμβαλλόμενο αυτό από τον EUTELSAT σύμφωνα με τη Σύμβαση και τη Συμφωνία Εχμεταλλεύσεως.

(ιι) Οι δαπάνες των εκπροσώπων των Μερών και των Συμβαλλομένων λόγω συμμετοχής των στις συνόδους της Συνελεύσως των Μερών και του Συμβουλίου των Συμβαλλομένων ή σ'οποιαδήποτε άλλη σύνοδο του EUTELSAT.

Άρθρο 13.

(Λογιστικός Έλεγχος)

Οι λογαριασμοί του EUTELSAT ελέγχονται λογιστικά κάθε χρόνο από ανεξάρτητους ελεγκτές διοριζόμενους από το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων. Κάθε Συμβαλλόμενος έχει δικαίωμα επιθεωρήσεως των λογαριασμών του EUTELSAT.

Άρθρο 14.

(Λοιποί Διεθνείς Οργανισμοί)

Ο EUTELSAT εκτός της τηρήσεως των συναφών κανονισμών της

Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών, αποδίδει την οφειλόμενη προσοχή στις σχετικές συστάσεις και διαδικασίες των οργάνων της Διεθνούς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιών κατά το σχεδιασμό, ανάπτυξη, κατασκευή και τοποθέτηση του διαστημικού τομέα του EUTELSAT και κατά τη θέσπιση των διαδικασιών που διέπουν τη λειτουργία του διαστημικού τομέα του EUTELSAT και των επιγείων σταθμών.

Ο EUTELSAT λαμβάνει επίσης υπόψη τις σχετικές συστάσεις της Ευρωπαϊκής Διασκέψεως των Διευθύνσεων Ταχυδρομείων και Τηλεπικοινωνιών (CEPT).

Άρθρο 15.

(Έγκριση Επιγείου Σταθμών)

(α) Αιτήσεις για έγκριση προσβάσεως στο διαστημικό τομέα του EUTELSAT επιγείων σταθμών είτε είναι σταθμοί εκπομπής είτε είναι σταθμοί λήψεως είτε είναι σταθμοί συνδυασμένης εκπομπής και λήψεως μπορούν να υποβάλλονται στον EUTELSAT μόνο από το Συμβαλλόμενο που ορίζεται από το Μέρος στου οποίου το έδαφος εγκαθίσταται ο επίγειος σταθμός ή από αρμόδια εξουσιοδοτημένο τηλεπικοινωνιακό φορέα για επιγείους σταθμούς σε έδαφος εκτός της δικαιοδοσίας οποιουδήποτε Μέρους.

(β) Παράλειψη του Συμβουλίου των Συμβαλλομένων να θεσπίσει κριτήρια και διαδικασίες για έγκριση επιγείων σταθμών σύμφωνα με την υποπαράγραφγο (VI) της παραγράφου (β) του Άρθρου (XII) της Συμβάσεως, δεν εμποδίζει το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων από του να εξετάσει ή ενεργήσει για οποιαδήποτε αίτηση εγκρίσεως επιγείου σταθμού.

(γ) Κάθε Συμβαλλόμενος ή Τηλεπικοινωνιακός Φορέας που αναφέρεται στην παράγραφο (α) τούτου του άρθρου για τους επίγειους σταθμούς που έχει υποβάλει αίτηση, είναι υπεύθυνος απέναντι στον EUTELSAT για τη συμβιβαστότητα των σταθμών αυτών, προς τους κανόνες και τα πρότυπα που έχουν προδιαγραφεί στο έγγραφο εγκρίσεως που εκδόθηκε προς αυτόν από τον EUTELSAT, εκτός αν την ευθύνη αυτή αναλαμβάνει το Μέλος που όρισε το Συμβαλλόμενο που έχει υποβάλει την αίτηση.

Άρθρο 16.

(Εκχώρηση της χωρητικότητας του διαστημικού τομέα)

(α) Αιτήσεις για εκχώρηση χωρητικότητας του διαστημικού τομέα του EUTELSAT, μπορούν να υποβάλλονται στον EUTELSAT μόνο από Συμβαλλομένους ή από αρμόδια εξουσιοδοτημένο τηλεπικοινωνιακό φορέα, για εδάφη εκτός της δικαιοδοσίας Μέρους.

(β) Η εκχώρηση χωρητικότητας του διαστημικού τομέα του EUTELSAT, εγκρίνεται από το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων σύμφωνα με όρους και προϋποθέσεις, που θεσπίζει το ίδιο, σε εφαρμογή των υποπαραγράφων (VIII) και (IX) της παραγράφου (β) του Άρθρου (XII) της συμβάσεως.

(γ) Κάθε φορέας προς τον οποίο έχει γίνει εκχώρηση σύμφωνα με τούτο το Άρθρο είναι υπεύθυνος για συμμόρφωση με όλους τους όρους και τις προϋποθέσεις που θεσπίστηκαν από τον EUTELSAT για τέτοια εκχώρηση εκτός αν το Μέρος που ορίζει ένα Συμβαλλόμενο αναλαμβάνει αυτήν την ευθύνη, σε περίπτωση που ο Συμβαλλόμενος αυτός έχει υποβάλει την αίτηση.

Άρθρο 17.

(Προμήθειες)

(α) Όλες οι συμβάσεις προμηθειών αγαθών και υπηρεσιών από τον EUTELSAT ανατίθενται σύμφωνα με το Άρθρο (XIV) της Συμβάσεως, με τούτο το Άρθρο, με το Άρθρο (18) της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως και σύμφωνα με τις διαδικασίες, χανονισμούς, όρους και προϋποθέσεις που θεσπίζονται από το Συμβούλιο των Συμβαλλλομένων σε εφαρμογή της υποπαραγράφου (ιι) της παραγράφου (β) του Άρθρου (XII) της Συμβάσεως

(β) Η έγκριση του Συμβουλίου των Συμβαλλομένων είναι αναγκαία πριν από:

(ι) Την έκδοση προσκλήσεων για υποβολή προτάσεων ή προσφορών για σύναψη συμβολαίων που αναμένεται να υπερβαίνουν σε αξία τις 150.000 E.C.U.

(ιι) Την κατακύρωση οποιουδήποτε συμβολαίου που η αξία του ξεπερνά τις 150.000 ECU.

Αν δικαιολογείται από τις μεταβολές των παγκόσμιων δεικτών τιμών, το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων μπορεί να αναθεωρεί τα παραπάνω οικονομικά όρια.

(γ) Οι διαδικασίες, οι κανονισμοί, οι όροι και προϋποθέσεις που αναφέρονται στην παράγραφο (α) τούτου του Άρθρου προβλέπουν πλήρη και έγκαιρη ενημέρωση του Συμβουλίου των Συμβαλλομένων.

Με αίτηση οποιουδήποτε Συμβαλλομένου, το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων παρέχει στον ενδιαφερόμενο Συμβαλλόμενο, σχετικά με οποιοδήποτε συμβόλαιο, τις πληροφορίες που επιτρέπουν στον ενδιαφερόμενο Συμβαλλόμενο να απαλλαγεί από την ευθύνη του ως Συμβαλλομένου.

(δ) Στις παρακάτω περιπτώσεις μπορεί να μη διακηρύσσεται διεθνής διαγωνισμός σύμφωνα με τις διαδικασίες που υιοθετούνται από το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων σε εφαρμογή της υποπαραγράφου (ιι) της παραγράφου (β) του Άρθρου (XIII) της Συμβάσεως.

(ι) Η εκτιμώμενη αξία του συμβολαίου δεν υπερβαίνει τις 75000 ECU και η κατακύρωση του συμβολαίου δε θα έφερνε ανάδοχο, λόγω μη διακηρύξεως διεθνούς διαγωνισμού, σε τέτοια θέση που να προκαταλαμβάνει το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων από μεταγενέστερη αποτελεσματική άσκηση της πολιτικής προμηθειών, σύμφωνα με το Άρθρο (XIV) της Συμβάσεως.

Αν δικαιολογείται από τις μεταβολές των παγκόσμιων δεικτών τιμών, το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων μπορεί να αναθεωρεί το παραπάνω οικονομικό όριο.

(ιι) Η προμήθεια είναι άμεσα αναγκαία και σε μια έκτακτη κατάσταση η οποία επηρεάζει τη λειτουργική βιωσιμότητα οποιασδήποτε δραστηριότητας του EUTELSAT.

(ιιι) Υπάρχει μόνο μία πηγή προμηθείας που ανταποκρίνεται σε προδιαγραφές απαραίτητες για να ικανοποιηθούν οι ανάγκες του EUTELSAT, ή οι πηγές προμηθείας είναι τόσο αυστηρά περιορισμένες σε αριθμό που δε θάταν εφικτό, ούτε σύμφωνα με τα καλώς εννοούμενα συμφέροντα του EUTELSAT, να επιβαρυνθεί με τη δαπάνη και με την απώλεια του χρόνου που συνεπάγεται ο ανοικτός διεθνής διαγωνισμός, υπό τον όρο ότι, όπου υπάρχουν περισσότερες από μια πηγές, δίνεται σ' όλους η δυνατότητα διαπραγματεύσεων με ίσους όρους.

(ιν) Η ανάγκη είναι διοικητικής φύσεως που ταιριάζει καλύτερα σε τοπική αγορά.

(ν) Η προμήθεια αφορά σε παροχή προσωπικών υπηρεσιών.

Άρθρο 18.

(Πνευματική ιδιοκτησία)

(α) Για το σκοπό της Συμφωνίας Εκμ/σεως «Πνευματική Ιδιοκτησία» σημαίνει τα δικαιώματα που σχετίζονται με εφευρέσεις σ' όλα τα πεδία της ανθρώπινης προσπάθειας, επιστημονικές ανακαλύψεις, βιομηχανικά σχέδια, εμπορικά σήματα, σήματα υπηρεσιών και εμπορικές ονομασίες και τίτλοι, τεχνικές γνώσεις, προστασία εναντίον αθέμιτου ανταγωνισμού, copyright, και όλα τα άλλα δικαιώματα που απορρέουν από πνευματική δραστηριότητα στο βιομηχανικό και επιστημονικό πεδίο.

(β) ι) Η πολιτική του EUTELSAT για την πνευματική ιδιοκτησία βασίζεται στην αρχή της αποκτήσεως εκείνων μόνον των δικαιωμάτων που είναι αναγκαία, προκειμένου να γίνει δυνατή η εκτέλεση εργασιών απ' αυτόν ή γι' αυτόν.

ιι) Ειδικότερα η κυριότητα της πνευματικής ιδιοκτησίας που δημιουργήθηκε από ανάδοχο κατά την εκτέλεση συμβολαίου που χρηματοδοτήθηκε από τον EUTELSAT διατηρείται από τον ανάδοχο.

(γ) Με σκοπό την υλοποίηση αυτών των αρχών, λαμβάνοντας παράλληλα υπόψη γενικά αποδεκτές βιομηχανικές πρακτικές, ο EUTELSAT, εξασφαλίζει για τον εαυτό του τα κατωτέρω, σ' όσες περιπτώσεις η εργασία που χρηματοδοτήθηκε απ' αυτόν σε εφαρμογή συμβολαίου περιέχει κάποιο σημαντικό στοιχείο μελέτης, έρευνας ή αναπτύξεως:

(ι) το δικαίωμα να λαμβάνει γνώση χωρίς πληρωμή όλης της πνευματικής ιδιοκτησίας που δημιουργήθηκε απ' αυτήν την εργασία·

(ιι) την άδεια να αποκαλύπτει απευθείας και μέσω άλλων χωρίς πληρωμή την πνευματική ιδιοκτησία που δημιουργήθηκε μ' αυτόν τον τρόπο στα Μέρη και τους Συμβαλλομένους και άλλα πρόσωπα ευρισκόμενα στη δικαιοδοσία Μέρους·

(ιιι) την άδεια να χρησιμοποιεί την πνευματική ιδιοκτησία που δημιουργήθηκε μ' αυτόν τον τρόπο και να εξουσιοδοτεί απευθείας και μέσω άλλων τη χρησιμοποίησή της από Μέρη, Συμβαλλομένους και άλλα πρόσωπα ευρισκόμενα στη δικαιοδοσία Μέρους. Στις περιπτώσεις που η χρήση αυτή σχετίζεται με το διαστημικό τομέα του EUTELSAT ή την προσπέλαση των σταθμών εδάφους, η άδεια είναι χωρίς πληρωμή και στις περιπτώσεις που η χρήση είναι για άλλο σκοπό, η άδεια είναι με δίκαιους και λογικούς όρους και προϋποθέσεις που συμφωνούνται μεταξύ του κατόχου της πνευματικής ιδιοκτησίας και του χρήστη.

(ιν) εάν είναι δυνατόν, άδειες, κάτω από δίκαιους και λογικούς όρους και προϋποθέσεις, να χρησιμοποιεί και να ορίζει άλλον να χρησιμοποιεί όταν τούτο είναι απαραίτητο για την ανακατασκευή ή τροποποίηση οποιουδήποτε προϊόντος συμβολαίου που χρηματοδοτήθηκε από τον

EUTELSAT προϋπάρχοντα δικαιώματα πνευματικής ιδιοκτησίας, δηλαδή δικαιώματα διαφορετικά εκείνων που δημιουργήθηκαν κατά την εκτέλεση του συμβολαίου αυτού αλλά τα οποία απαιτείται να χρησιμοποιηθούν για την καλή εκτέλεσή του.

(δ) Το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων μπορεί να εγκρίνει παρέκκλιση από τις αρχές που περιγράφηκαν στις υποπαραγράφους ιι), ιιι) και ιν) της παραγράφου (γ) του παρόντος 'Αρθρου, εάν κατά τη διάρκεια διαπραγματεύσεων το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων πεισθεί ότι μη παρέκκλιση θα ζημίωνε τον EUTELSAT.

(ε) Το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων μπορεί επίσης, εάν το επιβάλλουν εξαιρετικές περιστάσεις να εγκρίνει παρέκκλιση από την πολιτική που περιγράφεται στην υποπαράγραφο ιι) της παραγράφου (β) του παρόντος 'Αρθρου υπό τον όρο ότι ικανοποιούνται οι ακόλουθες προϋποθέσεις:

(ι) το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων πείθεται ότι η μη παρέκκλιση θα ζημίωνε τον EUTELSAT·

(ιι) από το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων αποφασίζεται ότι ο EUTELSAT πρέπει να είναι σε θέση να εξασφαλίζει προστασία δικαιωμάτων ευρεσιτεχνίας ή παρόμοια προστασία σε οποιαδήποτε χώρα·

(ιιι) ο υπόψη ανάδοχος αδυνατεί ή είναι απρόθυμος να εξασφαλίσει τέτοια προστασία δικαιωμάτων ευρεσιτεχνίας ή άλλη παρόμοια προστασία μέσα στις απαραίτητες χρονικές προθεσμίες.

(στ) Στις περιπτώσεις που ο EUTELSAT έχει αποκτήσει δικαιώματα πνευματικής ιδιοκτησίας με μεταβίβαση από τον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT σύμφωνα με το 'Αρθρο 3 της Συμφωνίας Εκμ/σεως ή διαφορετικά απ' ότι προβλέπεται στην παράγραφο (γ) του παρόντος 'Αρθρου, προβαίνει στις παρακάτω ενέργειες κατόπιν αιτήσεως και υπό την προϋπόθεση ότι έχει το σχετικό δικαίωμα:

(ι) ανακοινώνει απευθείας ή μέσω άλλων αυτήν την πνευματική ιδιοκτησία σε οποιοδήποτε Μέρος ή Συμβαλλόμενο χωρίς πληρωμή εξαιρουμένων των περιπτώσεων όπου το Μέρος ή ο Συμβαλλόμενος αποζημιώνει τον EUTELSAT για κάθε πληρωμή του EUTELSAT προς τρίτους για την άσκηση αυτού του δικαιώματος αποκαλύψεως·

(ιι) χορηγεί άδεια σε οποιοδήποτε Μέρος ή Συμβαλλόμενο να ανακοινώνει μέσω άλλων ή απευθείας σε άλλα πρόσωπα εντός της δικαιοδοσίας του Μέρους και να χρησιμοποιεί, να εξουσιοδοτεί και να ορίζει άλλον να εξουσιοδοτεί τα άλλα αυτά πρόσωπα να χρησιμοποιούν την πνευματική ιδιοκτησία αυτή. Στις περιπτώσεις που η χρήση συνδέεται με το διαστημικό τομέα του EUTELSAT ή την προσπέλαση των σταθμών εδάφους, η άδεια είναι χωρίς πληρωμή και στις περιπτώσεις που η χρήση είναι για άλλο σκοπό, η άδεια είναι κάτω από δίκαιους και λογικούς όρους και προϋποθέσεις που συμφωνούνται μεταξύ χρήστη και EUTELSAT ή άλλου κατόχου της πνευματικής ιδιοκτησίας ή οποιουδήποτε άλλου εξουσιοδοτημένου οργανισμού ή προσώπου έχοντος έννομο συμφέρον κυριότητας υπό την προϋπόθεση ότι το Μέρος ή ο Συμβαλλόμενος αποζημιώνει τον EUTELSAT για κάθε πληρωμή του EUTELSAT προς τρίτους για το δικαίωμα να χορηγεί τέτοια άδεια.

(ζ) Ο EUTELSAT ενημερώνει το Μέρος ή το Συμβαλλόμενο που το ζητάει για τη διαθεσιμότητα και τη γενική φύση όλης της πνευματικής ιδιοκτησίας που έχει ανακοινωθεί στο EUTELSAT σύμφωνα με την υποπαράγραφο ι) της παραγράφου (γ) ή την υποπαράγραφο ι) της παραγράφου (στ) του παρόντος 'Αρθρου.

(η) Η ανακοίνωση και χρήση, και οι όροι και προϋποθέσεις της ανακοινώσεως και χρήσης, όλης της πνευματικής ιδιοκτησίας στην οποία ο EUTELSAT διατηρεί δικαιώματα είναι σε βάση μη διακρίσεως μεταξύ Μερών και Συμβαλλομένων, και άλλων προσώπων προς τα οποία εκχωρούνται δικαιώματα ή γίνονται ανακοινώσεις σύμφωνα με το παρόν 'Αρθρο.

'Αρθρο 19.
(Ευθύνη)

(α) Ούτε ο EUTELSAT, ούτε οποιοσδήποτε Συμβαλλόμενος, ούτε οποιοσδήποτε υπάλληλός τους, κατά την εκτέλεση των καθηκόντων του μέσα στα όρια των αρμοδιοτήτων του, ούτε οποιοσδήποτε αντιπρόσωπος στις συνόδους του EUTELSAT, είναι υπεύθυνοι έναντι οποιουδήποτε Μέρους ή έναντι οποιουδήποτε Συμβαλλομένου ή έναντι του EUTELSAT, εξαιτίας οποιασδήποτε διακοπής, καθυστερήσεως ή ανωμαλίας των τηλεπικοινωνιακών υπηρεσιών που παρέχονται ή πρόκειται να παρασχεθούν σε εφαρμογή της Συμβάσεως ή τη Συμφωνία Εκμ/σεως, ούτε εγείρονται εναντίον αυτών αγωγές αποζημιώσεως για τέτοια διακοπή, καθυστέρηση ή ανωμαλία.

(β) Συμβαλλόμενος, ή υπάλληλος του EUTELSAT ή Συμβαλλομένου ο οποίος έχει ενεργήσει μέσα στο πλαίσιο και τα όρια των αρμοδιοτήτων του και ο οποίος, κατόπιν οριστικής αποφάσεως αρμόδιου δικαστηρίου ή κατόπιν διακανονισμού που έγινε αποδεκτός από το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων, έχει θεωρηθεί υπεύθυνος για οποιαδήποτε δραστηριότητα που ανελήφθη από ή για λογαριασμό του EUTELSAT σε εφαρμογή της Συμβάσεως ή της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως, εισπράττει από τον EUTELSAT οποιαδήποτε αποζημίωση, περιλαμβανομένων των εξόδων, την οποία ο Συμβαλλόμενος ή το υπόψη πρόσωπο οφείλει να πληρώσει. Εάν η πληρωμή δεν έχει ήδη πραγματοποιηθεί, ο EUTELSAT προβαίνει σε απ' ευθείας διακανονισμό, αντί του Συμβαλλομένου ή του υπόψη προσώπου.

(γ) Εάν εγερθεί απαίτηση σε βάρος Συμβαλλομένου ή οποιουδήποτε τέτοιου υπαλλήλου, ο Συμβαλλόμενος ή ο υπάλληλος, ως προϋπόθεση εισπράξεως σύμφωνα με την παράγραφο (β) του παρόντος 'Αρθρου, ειδοποιεί αμέσως τον EUTELSAT με σκοπό να του δώσει την ευκαιρία να διαβουλευτεί και υποδείξει μέσα υπερασπίσεως ή να προτείνει διακανονισμό της αντιδικίας και, αν επιτρέπεται από την εθνική νομοθεσία του Κράτους όπου η απαίτηση εγείρεται, να παρέμβει στη διαδικασία ή υποκαταστήσει το Συμβαλλόμενο ή τον υπόψη υπάλληλο.

'Αρθρο 20.
(Διακανονισμός Αντιδικιών)

α) 'Ολες οι αντιδικίες που ανακύπτουν μεταξύ Συμβαλλομένων ή μεταξύ του EUTELSAT και ενός ή περισσοτέρων Συμβαλλομένων σε σχέση με την ερμηνεία ή την εφαρμογή της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως, υποβάλλονται σε διαιτησία σύμφωνα με το Παράρτημα Β της Συμβάσεως, εφόσον δεν τακτοποιήθηκαν διαφορετικά μέσα σ' ένα έτος από τη στιγμή που ο Συμβαλλόμενος ή ο EUTELSAT ειδοποίησε το άλλο μέρος της αντιδικίας για την πρόθεσή του να διακανονίσει την αντιδικία αυτή φιλικά.

(β) 'Ολες οι αντιδικίες που ανακύπτουν μεταξύ Συμβαλλομένου και Κράτους ή τηλεπικοινωνιακού οργανισμού που έπαψε να είναι Συμβαλλόμενος, ή μεταξύ του EUTELSAT και Κράτους ή τηλεπικοινωνιακού οργανισμού που έπαψε να είναι Συμβαλλόμενος, και οι οποίες ανακύπτουν αφού το Κράτος ή ο τηλεπικοινωνιακός οργανισμός έπαψε να είναι Συμβαλλόμενος, εφόσον δεν διακανονίστηκαν διαφορετικά μέσα σ' ένα έτος από τη στιγμή που ο Συμβαλλόμενος ή ο EUTELSAT ειδοποίησε το άλλο μέρος για την πρόθεσή του να διακανονίσει την αντιδικία αυτή φιλικά, μπορούν να υποβάλλονται σε διαιτησία σύμφωνα με το Παράρτημα Β της Συμβάσεως υπό την προϋπόθεση ότι συμφωνούν όλοι οι διάδικοι. Εάν ένα Κράτος ή τηλεπικοινωνιακός οργανισμός παύει να είναι Συμβαλλόμενος μετά την έναρξη διαιτησίας στην οποία είναι διάδικος, η διαιτησία αυτή συνεχίζεται και ολοκληρώνεται.

(γ) 'Ολες οι αντιδικίες που ανακύπτουν σε σχέση με την ερμηνεία ή την εφαρμογή συμφωνιών ή συμβολαίων που ο EUTELSAT έχει συνάψει με οποιοδήποτε Συμβαλλόμενο υπόκεινται στις διατάξεις διακανονισμού των αντιδικιών που περιέχονται σ' αυτές τις συμφωνίες και συμβόλαια. Ελλείψει τέτοιων διατάξεων, οι αντιδικίες αυτές υποβάλλονται σε διαιτησία σύμφωνα με το Παράρτημα Β της Συμβάσεως, εφόσον δε διακανονίστηκαν διαφορετικά μέσα σ' ένα έτος από τη στιγμή που ο Συμβαλλόμενος ή ο EUTELSAT ειδοποίησε το άλλο μέρος της αντιδικίας για την πρόθεσή του να διακανονίσει την αντιδικία αυτή φιλικά.

(δ) Εάν, με τη θέση σε ισχύ της Συμφωνίας Εκμ/σεως, βρίσκεται σε εξέλιξη διαιτησία σύμφωνα με το 'Αρθρο 17 της Προσωρινής Συμφωνίας, οι διαδικασίες που ορίζονται από εκείνο το 'Αρθρο εξακολουθούν να έχουν εφαρμογή για τη διαιτησία αυτή μέχρι περατώσεώς της, εκτός εάν όλοι οι διάδικοι συμφωνήσουν διαφορετικά. Εάν ο ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT είναι διάδικος σε μια τέτοια διαιτησία, ο EUTELSAT τον υποκαθιστά ως διάδικος.

'Αρθρο 21.
(Οικονομικός Διακανονισμος σε περίπτωση Αποχωρήσεως)

(α) Εντός τριών μηνών από την ημερομηνία που ισχύει η αποχώρηση Συμβαλλομένου από τον EUTELSAT σύμφωνα με το 'Αρθρο XVIII της Συμβάσεως, το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων ειδοποιεί τον Συμβαλλόμενο για την αποτίμηση, που έγινε από το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων, της οικονομικής του καταστάσεως σε σχέση με τον EUTELSAT, κατά την ημερομηνία που ισχύει η αποχώρησή του και για τους προτεινόμενους όρους διακανονισμού σύμφωνα με την παράγραφο (γ) του παρόντος 'Αρθρου.

(β) Η ειδοποίηση σύμφωνα με την παράγραφο (α) του παρόντος 'Αρθρου περιλαμβάνει έκθεση με:

ι) το ποσό που οφείλει ο EUTELSAT στον Συμβαλλόμενο, που καθορίζεται πολλαπλασιάζοντας το ποσό που προσδιορίστηκε με την αποτίμηση που έγινε σύμφωνα με την παράγραφο (γ) του 'Αρθρου 7 της Συμφωνίας Εκμ/σεως κατά την ημερομηνία που ισχύει η αποχώρησή του επί τη μετοχή επενδύσεως που κατείχε ο Συμβαλλόμενος την ημερομηνία αυτή·

ιι) όλα τα ποσά που οφείλονται από τον Συμβαλλόμενο προς τον EUTELSAT σύμφωνα με την υποπαράγραφο ι) της παραγράφου (ε)

του 'Αρθρου XVII της Συμβάσεως που αντιπροσωπεύουν την αναλογία του Συμβαλλομένου στις συμβατικές υποχρεώσεις που έχουν ρητά εγκριθεί πριν από τη λήψη από το Γενικό Δ/ντή της ειδοποιήσεως του Συμβαλλομένου για την απόφασή του να αποχωρήσει ή, ανάλογα με την περίπτωση, πριν από την ημερομηνία που ισχύει η αποχώρηση, μαζί με το προτεινόμενο χρονοδιάγραμμα πληρωμών για την εκπλήρωση των συμβατικών υποχρεώσεων αυτών και για την ανάληψη ευθυνών που προκύπτουν από πράξεις ή παραλείψεις πριν από την ημερομηνία αυτή·

ιιι) οποιοδήποτε άλλο ποσό οφειλόμενο από τον Συμβαλλόμενο στον EUTELSAT κατά την ημερομηνία που ισχύει η αποχώρησή του.

(γ) Υπό την προϋπόθεση ότι ο Συμβαλλόμενος καταβάλλει τα ποσά που οφείλει σύμφωνα με τις υποπαραγράφους ιι) και ιιι) της παραγράφου (β) του παρόντος 'Αρθρου και λαμβάνοντας υπόψη το 'Αρθρο 9 της Συμφωνίας Εκμ/σεως, τα ποσά που αναφέρονται στην υποπαράγραφο ι) και ιι) της παραγράφου (β) του παρόντος 'Αρθρου επιστρέφονται από τον EUTELSAT στο Συμβαλλόμενο κατά τη διάρκεια περιόδου που αντιστοιχεί με την περίοδο κατά τη διάρκεια της οποίας επιστρέφονται στους άλλους Συμβαλλομένους οι συνεισφορές κεφαλαίου τους, ή κατά τη διάρκεια συντομοτέρας περιόδου την οποία το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων μπορεί να θεωρήσει κατάλληλη. Το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων καθορίζει το επιτόκιο του τόκου που καταβάλλεται προς ή από το Συμβαλλόμενο για όλα τα ποσά που, από καιρό σε καιρό, οφείλονται.

(δ) Κατά την αποτίμηση σύμφωνα με τις παραγράφους (α) και (β) του παρόντος 'Αρθρου, το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων μπορεί να αποφασίζει να απαλλάξει τον Συμβαλλόμενο εξ ολοκλήρου ή από τμήμα της υποχρεώσεώς του να συνεισφέρει την αναλογία του στις συνεισφορές κεφαλαίου για συμβατικές υποχρεώσεις που έχουν ρητά εγκριθεί και από ευθύνες που προκύπτουν από πράξεις ή παραλείψεις πριν από τη λήψη της ειδοποιήσεως για την απόφαση να αποχωρήσει.

(ε) Εκτός αν έχει αποφασιστεί διαφορετικά από το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων σύμφωνα με την παράγραφο (δ) του παρόντος 'Αρθρου, καμιά διάταξη του παρόντος 'Αρθρου:

ι) δεν απαλλάσσει Συμβαλλόμενο αναφερόμενο στην παράγραφο α) του παρόντος 'Αρθρου από την αναλογία του για όλες τις μη συμβατικές υποχρεώσεις του EUTELSAT που προκύπτουν από πράξεις ή παραλείψεις κατά την εφαρμογή της Συμβάσεως και της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως στις περιπτώσεις που αυτές οι υποχρεώσεις έχουν προκύψει, εξ αιτίας αποχωρήσεως σύμφωνα με την παράγραφο (α) του 'Αρθρου XVIII της Συμβάσεως, πριν τη λήψη από το Γενικό Διευθυντή της ειδοποιήσεως για την απόφαση να αποχωρήσει ή, εξ αιτίας αποχωρήσεως σύμφωνα με την υποπαράγραφο ιι) ή ιιι) της παραγράφου (β) του 'Αρθρου XVIII της Συμβάσεως, πριν από την ημερομηνία που ισχύει η αποχώρηση·

ιι) δεν στερεί Συμβαλλόμενο από οποιαδήποτε δικαιώματα αυτός είχε, με την ιδιότητά του αυτή, τα οποία διαφορετικά θα εξακολουθούσαν να υπάρχουν μετά την ημερομηνία που ισχύει η αποχώρησή του, και για τα οποία ο Συμβαλλόμενος δεν έχει ήδη αποζημιωθεί σύμφωνα με το παρόν 'Αρθρο.

'Αρθρο 22.
(Τροποποιήσεις)

(α) Οποιοσδήποτε Συμβαλλόμενος ή η Συνέλευση των Μερών μπορούν να προτείνουν τροποποιήσεις της Συμφωνίας Εκμ/σεως. Οι προτεινόμενες τροποποιήσεις αναχοινώνονται στο Γενικό Διευθυντή, ο οποίος τις διανέμει χωρίς καθυστέρηση σ' όλα τα Μέρη και τους Συμβαλλομένους.

(β) Το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων εξετάζει κάθε προτεινόμενη τροποποίηση στην πρώτη του κανονική σύνοδο μετά τη διανομή από το Γενικό Διευθυντή, ή σε μια έκτακτη σύνοδο που συγκαλείται νωρίτερα υπό την προϋπόθεση, ότι η προτεινόμενη τροποποίηση έχει διανεμηθεί από το Γενικό Διευθυντή τουλάχιστον ενενήντα ημέρες πριν από την ημερομηνία ενάρξεως της συνόδου. Το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων εξετάζει τις οποιεσδήποτε απόψεις και υποδείξεις που λαμβάνει από οποιοδήποτε Μέρος ή από τη Συνέλευση των Μερών πάνω στην προτεινόμενη τροποποίηση.

(γ) Το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων αποφασίζει πάνω σε κάθε προτεινόμενη τροποποίηση σύμφωνα με τις διατάξεις περί απαρτίας και ψηφοφορίας που περιέχονται στο 'Αρθρο XI της Συμβάσεως. Το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων μπορεί να τροποποιεί οποιαδήποτε προτεινόμενη τροποποίηση που διανεμήθηκε σύμφωνα με την παράγραφο α) του παρόντος 'Αρθρου, και μπορεί επίσης να αποφασίζει πάνω σε οποιαδήποτε προτεινόμενη τροποποίηση που δεν διανεμήθηκε με τον προαναφερόμενο τρόπο αλλά απορρέει κατευθείαν από μια προτεινόμενη τροποποίηση.

(δ) Μετά την έγκριση από το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων, η τροποποίηση τίθεται σε ισχύ ενενήντα ημέρες αφότου ο Θεματοφύλακας έλαβε ειδοποίηση εγκρίσεως από τα δύο τρίτα των Συμβαλλομένων που, κατά την ημερομηνία εγκρίσεως, ήταν Συμβαλλόμενοι και κατείχαν τότε τουλάχιστον τα δύο τρίτα των συνολικών μετοχών επενδύσεως.

Με την έναρξη ισχύος της, η τροποποίηση δεσμεύει όλους τους Συμβαλλομένους.

Η ειδοποίηση για την έγκρισή μιας τροποποιήσεως από Συμβαλλόμενο δίνεται προς τον Θεματοφύλακα μέσω του Μέρους που έχει ορίσει τον υπόψη Συμβαλλόμενο. Η ειδοποίηση αυτή ενέχει τη σημασία της αποδοχής της τροποποιήσεως από το Μέρος αυτό.

(ε) Τροποποίηση η οποία, επί δέκα οκτώ μήνες μετά την ημερομηνία που εγκρίθηκε από το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων, δεν έχει τεθεί σε ισχύ σύμφωνα με την παράγραφο (δ) του παρόντος 'Αρθρου θεωρείται μη υπάρχουσα και άκυρη.

'Αρθρο 23.
('Εναρξη ισχύος)

(α) Η Συμφωνία Εκμ/σεως ισχύει για ένα Συμβαλλόμενο από την ημερομηνία που σύμφωνα με το 'Αρθρο XXII της Συμβάσεως ισχύει η Σύμβαση για το υπόψη Μέρος το οποίο έχει ορίσει τον Συμβαλλόμενο.

(β) Η Συμφωνία Εκμ/σεως εφαρμόζεται προσωρινά για ένα Συμβαλλόμενο κατά τη διάρκεια οποιασδήποτε περιόδου κατά την οποία η Σύμβαση εφαρμόζεται προσωρινά σύμφωνα με την παράγραφο (δ) του 'Αρθρου XXII της Συμβάσεως για το Μέρος το οποίο έχει ορίσει τον Συμβαλλόμενο.

(γ) Η Συμφωνία Εκμ/σεως ισχύει για όσο διάστημα ισχύει η Σύμβαση.

'Αρθρο 24.
(Θεματοφύλακας)

(α) Θεματοφύλακας της Συμφωνίας Εκμ/σεως είναι ο Θεματοφύλακας της Συμβάσεως.

(β) Ο Θεματοφύλακας αποστέλλει επικυρωμένα αντίγραφα της Συμφωνίας Εκμ/σεως, προς τις Κυβερνήσεις των χωρών που προσκλήθηκαν να παρακολουθήσουν τη Συνέλευση των Πληρεξουσίων για τις οριστικές συμφωνίες που διέπουν τον Ευρωπαϊκό Οργανισμό Δορυφορικών Τηλεπικοινωνιών «EUTELSAT», προς τις Κυβερνήσεις των Κρατών που υπογράφουν τη Σύμβαση ή προσχωρούν σ' αυτή, προς κάθε Συμβαλλόμενο και προς τη Διεθνή 'Ενωση Τηλεπικοινωνιών.

(γ) Ο Θεματοφύλακας πληροφορεί χωρίς καθυστέρηση όλα τα Κράτη που έχουν υπογράψει τη Σύμβαση ή έχουν προσχωρήσει σ' αυτή, όλους τους Συμβαλλόμενους και τη Διεθνή 'Ενωση Τηλεπικοινωνιών για:

(i) κάθε προσυπογραφή της Συμφωνίας Εκμ/σεως·

(ii) τη θέση σε ισχύ της Συμφωνίας Εκμ/σεως·

(iii) την έναρξη και λήξη κάθε προσωρινής εφαρμογής της Συμφωνίας Εκμ/σεως σύμφωνα με την παράγραφο (β) του 'Αρθρου 23 της Συμφωνίας Εκμ/σεως·

(iv) την αποδοχή και θέση σε ισχύ κάθε τροποποιήσεως της Συμφωνίας Εκμ/σεως·

(v) κάθε ειδοποίηση αποχωρήσεως·

(vi) άλλες ειδοποιήσεις και ανακοινώσεις που σχετίζονται με τη Συμφωνία Εκμ/σεως.

Σε μαρτυρία των παραπάνω οι υπογράφοντες δεόντως εξουσιοδοτημένοι, υπέγραψαν τη Συμφωνία Λειτουργίας.

'Ανοιξε για υπογραφή στο Παρίσι στις δεκαπέντε Ιουλίου χίλια εννιακόσια ογδόντα δύο στην Αγγλική και τη Γαλλική γλώσσα, αμφότερα τα κείμενα ισότιμα αυθεντικά, σ' ένα μόνο πρωτότυπο που κατατίθεται στο Θεματοφύλακα.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Α
(Μεταβατικές Διατάξεις)

(1) Προετοιμασίες για την πρώτη σύνοδο του Συμβουλίου των Συμβαλλομένων

(α) Κατά την διάρκεια της περιόδου των εξήντα ημερών που αναφέρεται στην παράγραφο (α) του 'Αρθρου XXII της Συμβάσεως ο Γενικός Γραμματέας του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT προετοιμάζει και συγκαλεί την πρώτη σύνοδο του Συμβουλίου των Συμβαλλομένων.

(β) Εντός τριών ημερών από την ημερομηνία που τίθεται σε ισχύ η Συμφωνία Εκμ/σεως, ο Γενικός Γραμματέας του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT πληροφορεί όλους τους Συμβαλλομένους για τις διευθετήσεις που έχουν πραγματοποιηθεί για την πρώτη σύνοδο του Συμβουλίου των Συμβαλλομένων, η οποία συγκαλείται όχι πέραν των τριάντα ημερών από την ημερομηνία που τίθεται σε ισχύ η Συμφωνία Εκμ/σεως.

(2) Μεταφορά λογαριασμών

Κάθε Συμβαλλόμενος στη Συμφωνία Εκμ/σεως ο οποίος ήταν συμ-

βαλλόμενος στη Συμφωνία ECS, πιστώνεται ή χρεώνεται στο λογαριασμό του με τον EUTELSAT με το καθαρό ποσό όλων των οφειλομένων στον Συμβαλλόμενο από τον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT ή αντιστρόφως σύμφωνα με την Προσωρινή Συμφωνία κατά την ημερομηνία θέσεως σε ισχύ της Συμφωνίας Εκμ/σεως.

(3) Οικονομικές αναπροσαρμογές μεταξύ Συμβαλλομένων

(α) Σύμφωνα με το Άρθρο 3 της Συμφωνίας Εκμ/σεως όλα τα στοιχεία ενεργητικού του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT γίνονται στοιχεία ενεργητικού του EUTELSAT την ημερομηνία που τίθεται σε ισχύ η Συμφωνία Εκμ/σεως. Τα στοιχεία ενεργητικού θεωρούνται ότι έχουν καταχωρηθεί στους λογαριασμούς του EUTELSAT την ίδια ημερομηνία που καταχωρήθηκαν στους λογαριασμούς του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT και ότι έχουν υποστεί αποσβέσεις σύμφωνα με τις εγγραφές στους λογαριασμούς του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT.

(β) Με τη θέση σε ισχύ της Συμφωνίας Εκμ/σεως, η αποτίμηση των στοιχείων ενεργητικού του EUTELSAT γίνεται ως ακολούθως:

(i) λαμβάνεται το αρχικό κόστος όλων των στοιχείων ενεργητικού όπως είναι καταχωρημένα στους λογαριασμούς του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT κατά την ημερομηνία θέσεως σε ισχύ της Συμφωνίας Εκμ/σεως, συμπεριλαμβανομένου οποιουδήποτε κέρδους ή δαπάνης που έχουν κεφαλοποιηθεί.

(ii) από το ποσό αυτό αφαιρείται πρώτα η συσσωρευμένη απόσβεση όπως είναι καταχωρημένη στους λογαριασμούς του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT κατά την ημερομηνία που τίθεται σε ισχύ η Συμφωνία Εκμ/σεως.

(iii) έπειτα αφαιρείται το ποσό όλων των δανείων και λοιπών πληρωτέων λογαριασμών του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT κατά την ημερομηνία που τίθεται σε ισχύ η Συμφωνία Εκμ/σεως.

(γ) Με τη θέση σε ισχύ της Συμφωνίας Εκμ/σεως γίνονται οικονομικές αναπροσαρμογές μεταξύ των Συμβαλλομένων, μέσω του EUTELSAT, με βάση την αποτίμηση που έγινε σύμφωνα με την υποπαράγραφο (β) της παρούσας παραγράφου. Τα ποσά των αναπροσαρμογών αυτών καθορίζονται για κάθε Συμβαλλόμενο πολλαπλασιάζοντας το αποτέλεσμα της αποτιμήσεως αυτής:

(i) για το Συμβαλλόμενο ο οποίος ήταν συμβαλλόμενος στη Συμφωνία ECS επί τη διαφορά, εάν υπάρχει, μεταξύ της αρχικής μετοχής επενδύσεως όπως καθορίστηκε σύμφωνα με το Άρθρο 6 και το Παράρτημα Β της Συμφωνίας Εκμ/σεως και της τελικής μετοχής χρηματοδοτήσεως την οποία ο Συμβαλλόμενος αυτός κατείχε με την ιδιότητά του ως συμβαλλομένου στη Συμφωνία ECS.

(ii) για το Συμβαλλόμενο ο οποίος δεν ήταν συμβαλλόμενος στη Συμφωνία ECS, επί την αρχική μετοχή επενδύσεως όπως καθορίστηκε σύμφωνα με το Άρθρο 6 και το Παράρτημα Β της Συμφωνίας Εκμ/σεως.

(4) Εξαγορά

(α) Μόλις καταστεί πραγματοποιήσιμο μετά τη θέση σε ισχύ της Συμφωνίας Εκμ/σεως, το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων αποφασίζει τον τρόπο αποζημιώσεως εκείνων των συμβαλλομένων της Συμφωνίας ECS για τους οποίους η Συμφωνία Εκμ/σεως ούτε έχει τεθεί σε ισχύ ούτε έχει εφαρμοστεί προσωρινά.

(β) Η αποζημίωση γι' αυτόν τον συμβαλλόμενο της Συμφωνίας ECS αποφασίζεται από το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων και δεν υπερβαίνει το ποσό που καθορίζεται ως ακολούθως:

(i) το ποσό που προέκυψε από την αποτίμηση που έγινε σύμφωνα με την υποπαράγραφο (β) της παραγράφου 3 του παρόντος Παραρτήματος πολλαπλασιάζεται επί τη μετοχή χρηματοδοτήσεως που κατείχε ο υπόψη συμβαλλόμενος στη Συμφωνία ECS όταν τέθηκε σε ισχύ η Συμφωνία Εκμ/σεως.

(ii) από το γινόμενο που προκύπτει αφαιρείται κάθε ποσό που οφείλει ο συμβαλλόμενος αυτός κατά την ημερομηνία που τίθεται σε ισχύ η Συμφωνία Εκμ/σεως.

(γ) Καμιά διάταξη αυτής της παραγράφου:

(i) δεν απαλλάσσει ένα συμβαλλόμενο στη Συμφωνία ECS που μνημονεύεται στην υποπαράγραφο (α) της παρούσας παραγράφου από τη συμμετοχή του σ' όλες τις υποχρεώσεις που αναλήφτηκαν συλλογικά από τους συμβαλλομένους ή για λογαριασμό των συμβαλλομένων στη Συμφωνία ECS σαν αποτέλεσμα πράξεων ή παραλείψεων κατά την εφαρμογή της Προσωρινής Συμφωνίας ή της Συμφωνίας ECS πριν από την ημερομηνία που τέθηκε σε ισχύ η συμφωνία Εκμ/σεως.

(ii) δεν στερεί τον υπόψη συμβαλλόμενο στη Συμφωνία ECS από οποιαδήποτε δικαιώματα που έχει, με την ιδιότητά του αυτή, τα οποία διαφορετικά θα εξακολουθούσαν να υπάρχουν μετά τον τερματισμό της συμφωνίας ECS και για τα οποία ο συμβαλλόμενος δεν έχει ήδη αποζημιωθεί σύμφωνα με την παρούσα παράγραφο.

(5) Οφειλόμενη αποζημίωση στους Συμβαλλομένους των χωρών που δεν εξυπηρετούνται επαρκώς από τα Δορυφορικά Συστήματα Πολλαπλών Υπηρεσιών.

Το συντομότερο δυνατό μετά τη θέση σε ισχύ της Συμφωνίας Εκμεταλλεύσεως το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων αποφασίζει για τον τρόπο που θα συνεχίζουν να εφαρμόζονται οι αρχές που υιοθετήθηκαν από τον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT για την αποζημίωση που σχετίζεται με την πρώτη γενεά των Δορυφορικών Συστημάτων Πολλαπλών Υπηρεσιών.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Β

(Αρχικές Μετοχές Επενδύσεως)

(1) Η αρχική μετοχή επενδύσεως Συμβαλλομένου ενός εκ των Κρατών που αναφέρονται κατωτέρω είναι ισοδύναμη με τη μετοχή χρηματοδοτήσεως που κατείχε κατά την ημερομηνία θέσεως σε ισχύ της Συμβάσεως ο συμβαλλόμενος στη Συμφωνία ECS ο οποίος ήταν κάτω από τη δικαιοδοσία αυτού του Κράτους. Υπό την προϋπόθεση ότι δεν μεταβλήθηκαν οι μετοχές χρηματοδοτήσεως των συμβαλλομένων στη Συμφωνία ECS πριν από τη θέση σε ισχύ της Συμφωνίας Εκμ/σεως οι αρχικές μετοχές επενδύσεως των Συμβαλλομένων των Κρατών που αναφέρονται κατωτέρω είναι ως ακολούθως:

ΑΥΣΤΡΙΑ	1,97%
ΒΕΛΓΙΟ	4,92%
ΚΥΠΡΟΣ	0,97%
ΔΑΝΙΑ	3,28%
ΦΙΛΑΝΔΙΑ	2,73%
ΓΑΛΛΙΑ	16,40%
ΟΜΟΣΠ. ΔΗΜ. ΓΕΡΜΑΝΙΑΣ	10,82%
ΕΛΛΑΣ	3,19%
ΙΡΛΑΝΔΙΑ	0,22%
ΙΤΑΛΙΑ	11,48%
ΛΟΥΞΕΜΒΟΥΡΓΟ	0,22%
ΟΛΛΑΝΔΙΑ	5,47%
ΝΟΡΒΗΓΙΑ	2,51%
ΠΟΡΤΟΓΑΛΙΑ	3,06%
ΙΣΠΑΝΙΑ	4,64%
ΣΟΥΗΔΙΑ	5,47%
ΕΛΒΕΤΙΑ	4,36%
ΤΟΥΡΚΙΑ	0,93%
ΗΝΩΜ. ΒΑΣΙΛΕΙΟ	14,40%
ΓΙΟΥΓΚΟΣΛΑΒΙΑ	0,96%

(2) Η αρχική μετοχή επενδύσεως Συμβαλλομένου που δεν αναφέρεται στην παράγραφο (1) του παρόντος Παραρτήματος και που υπογράφει τη Συμφωνία Εκμ/σεως προτού τεθεί σε ισχύ είναι 0,05 επί τοις εκατό.

(3) Με τη θέση σε ισχύ του Συμφωνίας Εκμ/σεως και μεταγενέστερα με τη θέση της σε ισχύ για νέο Συμβαλλόμενο ή από την ημερομηνία που ισχύει η αποχώρηση Συμβαλλομένου, οι μετοχές Επενδύσεως των Συμβαλλομένων καθορίζονται με την κατ' αναλογία αναπροσαρμογή των αρχικών μετοχών επενδύσεως των Συμβαλλομένων έτσι ώστε το άθροισμα όλων των μετοχών επενδύσεως να ισούται με 100 επί τοις εκατό, αλλά δεν μεταβάλλονται οι μετοχές επενδύσεως των 0,05 επί τοις εκατό που καθορίστηκαν σύμφωνα με την παράγραφο (ζ) του Άρθρου 6 της Συμφωνίας Εκμ/σεως ή την παράγραφο (2) του παρόντος Παραρτήματος.

(4) Η αρχική μετοχή επενδύσεως οποιουδήποτε Συμβαλλομένου που δεν αναφέρεται στην παράγραφο (1) του παρόντος Παραρτήματος και που υπογράφει τη Συμφωνία Εκμ/σεως μετά τη θέση της σε ισχύ, και η αρχική μετοχή επενδύσεως οποιουδήποτε Συμβαλλομένου που αναφέρεται στην παράγραφο (1) του παρόντος Παραρτήματος και που υπογράφει τη Συμφωνία Εκμ/σεως μετά πάροδο δύο ετών από τη θέση της σε ισχύ, καθορίζεται από το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων. Στον καθορισμό αυτό, το Συμβούλιο των Συμβαλλομένων λαμβάνει υπόψη όλα τα σχετικά οικονομικά τεχνικά δεδομένα και στοιχεία εκμεταλλεύσεως που σχετίζονται με τον υποψήφιο Συμβαλλόμενο καθώς επίσης την τεκμηριωμένη του αίτηση.

Άρθρο δεύτερο.

Η ισχύς του Νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, της δε σύμβασης ίδρυσης και της συμφωνίας εκμετάλλευσης κατά τα προβλεπόμενα στα άρθρα XXII και 23 αυτών αντίστοιχα.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 3 Ιουλίου 1987

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΚΑΡΟΛΟΣ ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ

ΜΕΤΑΦΟΡΩΝ & ΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΚΩΣΤΑΣ ΜΠΑΝΤΟΥΒΑΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 7 Ιουλίου 1987

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΕΛΕΥΘΕΡΙΟΣ ΒΕΡΥΒΑΚΗΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ